

RUSSIE — LA FUITE EN AVANT DE VLADIMIR POUTINE



**Courrier
international**

N° 1665 du 29 septembre
au 5 octobre 2022
courrierinternational.com
France : 4,50 €

**NUMÉRO
SPÉCIAL!**

Algérie 530 DA, Allemagne 5,70 €,
Andorre 5,30 €, Canada 7,95 \$ CAN,
DOM 5,10 €, Espagne 5,40 €,
Grande-Bretagne 4,70 €, Grèce 5,40 €,
Italie 5,40 €, Japon 850 ¥,
Maroc 43 DH, Pays-Bas 5,40 €,
Portugal Cont. 5,40 €, Sénégal
3400 F CFA, Suisse 6,80 CHF,
TOM 850 XPF, Tunisie 770 DT,
Afrique CFA autres 3500 F CFA.

BRÉSIL

LA FIN DU CAUCHEMAR ?

*C'est la présidentielle
de tous les dangers.
Face à Jair Bolsonaro
et à l'extrême droite,
qui contestent déjà
le résultat, Lula, le revenant,
part favori pour le scrutin
du 2 octobre.*

*Et aussi : Anitta et les
nouveaux visages
de la culture brésilienne.*

M 03183 - 1665 - F: 4,50 €



SANS ÉTUI, ON AGIT

**En supprimant progressivement
les étuis non recyclables d'Aberlour,**

nous économiserons plus
de 1,4 millions de litres d'eau
par an, faisant un pas de plus
dans l'engagement d'Aberlour
en faveur de la nature.

Cette démarche s'inscrit dans
la continuité des actions menées
avec Aberlour pour contribuer
à la préservation des eaux
du Speyside et de leur biodiversité.

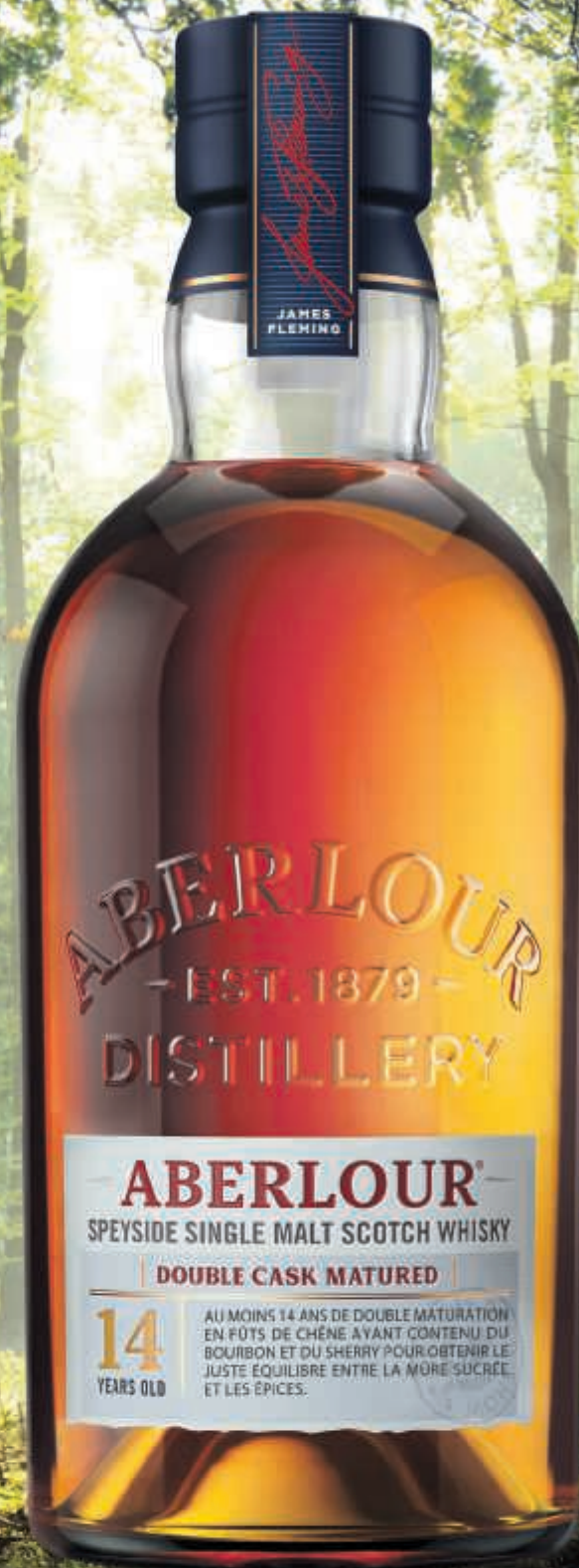
Car c'est à ces eaux, qui entrent
dans l'élaboration de nos whiskies,
et à ce terroir écossais que nous
devons le caractère généreux
des single malts Aberlour.

**Pour en savoir plus
sur nos engagements**



ABERLOUR
- EST. 1879 -
DISTILLERY

ABERLOUR, DE NATURE GÉNÉREUSE
DEPUIS 1879



L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA



Pernod Ricard France SAS au capital de 54.000.000 € - Siège : Les Docks, 10 place de la Joliette 13002 MARSEILLE - 303 656 375 RCS MARSEILLE

SANTÉ, À CONSOMMER AVEC MODÉRATION.



LES CHOIX DE "COURRIER"

CLAIRE CARRARD

Brésil : la fin du cauchemar ?

S'il remporte l'élection, il pourra se vanter d'avoir fait le come-back, sinon du siècle, au moins de la décennie." Le 2 octobre, les Brésiliens élisent leur président, et c'est de Luiz Inácio Lula da Silva, dit Lula, que le **Financial Times** parle ici. Il faut dire que l'ancien ouvrier métallurgiste, leader du Parti des travailleurs, élu deux fois consécutivement à la tête de l'État brésilien entre 2002 et 2010, revient de loin. Emprisonné pour plusieurs chefs de corruption en 2018, il aura passé en tout près d'un an et demi dans les geôles fédérales. Avant d'être libéré, de retrouver ses droits politiques et de faire son grand retour (et, accessoirement, la une de **Time** en mai,

le prestigieux magazine ayant alors titré : "Lula, acte II"). Ce n'est pourtant pas lui que nous avons choisi de mettre en une à l'occasion de ce scrutin, mais bien son principal adversaire, le président sortant Jair Bolsonaro, l'ancien militaire d'extrême droite, dont l'élection en 2018, deux ans après celle de Donald Trump aux États-Unis, avait provoqué un séisme dans un pays marqué par des années de dictature. Jair Bolsonaro, qualifié depuis de "Trump tropical" pour sa politique tout autant que ses méthodes, sera-t-il tenté par un scénario qui s'inspirerait de l'assaut du Capitole le 6 janvier 2021 à Washington? De nombreux commentateurs de la presse étrangère le redoutent. Et nous leur donnons largement la parole dans ce numéro. Pour **Público**, c'est ni plus ni moins l'avenir de la démocratie qui se joue dans cette élection. S'il perd, estime le quotidien portugais, le président sortant contestera le résultat et "proposera un retour

à la dictature". Dans le même ordre d'idées, un universitaire explique dans **The New York Times** que ce que veut Bolsonaro, au fond, c'est le chaos permanent : "Bolsonaro n'a pas l'intention de quitter ses fonctions, quel que soit le verdict des urnes. Mais ce n'est pas à un coup d'État qu'il songe – pour lequel il aurait besoin du soutien des élites et de la passivité du peuple. Ce qu'il souhaite, c'est une révolution." Toute la politique menée depuis quatre ans par Bolsonaro plaide pour ce scénario, insiste l'auteur : "Plutôt que de diriger le pays, il a tout fait pour le dérégler. Il a refusé de pourvoir des postes essentiels, placé à des postes importants des fidèles ne possédant aucune compétence technique, coupé le financement de plusieurs programmes sociaux, et il n'a pas mis en place la moindre réponse coordonnée pour faire face à la pandémie de Covid-19, qui a fait plus de 680 000 morts au Brésil." Le bilan économique de Jair Bolsonaro est consternant

– l'économie du pays est l'une des plus fermées du monde –, sans parler de son bilan écologique. Il faut lire le témoignage d'Eliane Brum, journaliste et écrivaine, qui raconte les destructions de l'Amazonie, visibles depuis sa fenêtre, dans **El País América**. Lire aussi le reportage d'**O Globo** sur les classes moyennes au Brésil (dont le vote sera déterminant pour l'issue du scrutin) pour mieux comprendre l'état dans lequel Jair Bolsonaro laisse le pays. "L'extrême pauvreté a progressé de plus de 30 % l'année dernière, pour toucher 14 % de la population", explique le **Financial Times**. Quatre ans après l'élection d'un président ouvertement raciste, misogyne et homophobe, il nous semblait important de consacrer un numéro spécial au Brésil. Ce géant d'Amérique latine est peut-être en passe de tourner la page Bolsonaro, malgré les risques évidents qui pèsent sur l'après-présidentielle.

Le pays est certes aujourd'hui plus divisé que jamais. Il n'en reste pas moins qu'il est d'une richesse incroyable. Outre les enjeux politiques du scrutin, nous avons voulu aussi montrer largement un autre visage du Brésil, celui de sa créativité. De la chanteuse Anitta – née dans une favela de Rio et devenue aujourd'hui la meilleure ambassadrice d'une nouvelle génération d'artistes issus de communautés autrefois marginalisées au Brésil –, aux auteurs noirs qui bousculent la scène littéraire, de la dernière telenovela en vogue au portrait d'une tiktokeuse en Amazonie, nous consacrons 11 pages aux nouveaux talents de la culture brésilienne. Pour découvrir le Brésil autrement. Bonne lecture!

En couverture :
dessin d'**André Carrilho**
paru dans **E**, le supplément
de **l'Expresso**, Lisbonne.



PHOTO FRANÇOIS BRUNELLE

SCIENCES p.38

Ce que vous avez en commun avec votre sosie

Il y a peut-être quelqu'un sur cette planète qui vous ressemble à s'y méprendre. Même si vous n'êtes pas jumeaux, vous partagez sans doute une bonne part de votre ADN. L'enquête du **New York Times**, photos à l'appui.

ITALIE p.8

L'eurosepticisme au pouvoir

La victoire de Giorgia Meloni aux élections du 25 septembre marque la fin du paradigme proeuropéen, déplore le quotidien libéral **Il Foglio**. Désormais, Rome va tester les limites de Bruxelles.

RUSSIE p.10

La fuite en avant

La mobilisation décrétée par Vladimir Poutine, les référendums dans quatre régions d'Ukraine et les menaces directes du président russe signent un point de non-retour. Pour éviter la guerre, nombre d'hommes russes fuient, tandis que le Kremlin, de plus en plus isolé sur la scène internationale, brandit la menace nucléaire.

FRANCE p.20

L'industrie dans le noir

La hausse du coût de l'énergie conduit maintes entreprises à réduire leur activité, avec des conséquences locales et nationales. Le reportage du **New York Times** dans une verrerie du Pas-de-Calais.



DESSIN DE DARIO, MEXIQUE

LES SOURCES



Chaque semaine, les journalistes de *Courrier international* sélectionnent et traduisent des articles tirés de plus de 1500 médias du monde entier. Voici la liste exhaustive des journaux, sites et blogs utilisés dans ce numéro :

The Christian Science Monitor Boston, hebdomadaire. **Daily Maverick** (dailymaverick.co.za) Johannesburg, en ligne. **Deutsche Welle Brasil** (dw.com/pt-br) Bonn, en ligne. **Financial Times** Londres, quotidien. **Il Foglio** Milan, quotidien. **Folha de São Paulo** São Paulo, quotidien. **O Globo** Rio de Janeiro, quotidien. **The Guardian** Londres, quotidien. **Lioudi Baïkala** (baikal-journal.ru) Irkoutsk, en ligne. **The New York Times** New York, quotidien. **Nezavissimaïa Gazeta** Moscou, quotidien. **El País América** (elpais.com/america) Mexico, en ligne. **Público** Lisbonne, quotidien. **Sin Chew Daily** Petaling Jaya (Malaisie), quotidien. **Studio Yafa** (studionyafa.org) Ouagadougou, en ligne. **Visual Capitalist** (visualcapitalist.com) Vancouver, en ligne.



Sommaire

ON EST MOINS FRILEUX POUR INSTALLER UNE POMPE À CHALEUR QUAND C'EST AVEC ENGIE HOME SERVICES.

- jusqu'à 9000€ d'aides déduites de votre facture⁽¹⁾
- un accompagnement de A à Z par des experts
- des économies sur votre chauffage

Rencontrez nos experts lors des rendez-vous expertise chauffage les 7 et 8 octobre dans une agence proche de chez vous. Plus d'infos au 3102.⁽²⁾

J'agis
avec
ENGIE
Home Services

engie
Home Services

L'énergie est notre avenir, économisons-la!

(1) L'opération «Coup de Pouce Chauffage» est définie par arrêté ministériel dans le cadre du dispositif Certificats d'Économies d'Énergie. Voir les conditions sur ecologie.gouv.fr/coup-pouce-chauffage-et-isolation. L'aide «Coup de Pouce Chauffage» est directement déduite de la facture du client par ENGIE Home Services. ENGIE SA, signataire de la Charte Coup de Pouce Économies d'Énergie, reverse le montant de l'aide à ENGIE Home Services. MaPrimeRénov' est une prime forfaitaire calculée en fonction des conditions de ressources des foyers et du gain écologique induit par la nature des travaux réalisés. Voir conditions sur maprimerenov.gouv.fr. ENGIE Home Services avance le montant de MaPrimeRénov' aux ménages éligibles. Ce montant est directement déduit du devis et donc du montant facturé par ENGIE Home Services au client. La société Économie d'Énergie, en qualité de mandataire, assure le suivi des dossiers auprès de l'Anah et reverse le montant de l'aide à ENGIE Home Services, une fois celle-ci accordée. Plus d'infos dans l'agence proche de chez vous ou au 3102. (2) Service et appel gratuits. ENGIE HOME SERVICES - SAS AU CAPITAL DE 1121232€, SIÈGE SOCIAL : 1 PLACE SAMUEL DE CHAMPLAIN 92400 COURBEVOIE, RCS NANTERRE 301 340 584. © Getty Images.



SOMMAIRE

7 jours dans le monde

8. **Italie.** L'euroscpticisme au pouvoir

D'un continent à l'autre

10. **Russie.** La fuite en avant

16. **Iran.** Les femmes défient les mollahs

18. **États-Unis.** Vols de migrants, le filon de Ron DeSantis

20. **France.** L'industrie dans le noir

22. **Afrique du Sud.** À Soweto, on achève bien les écoles

24. **Asie.** Travail forcé : halte au trafic des "porcelets"

À la une

26. **Brésil,** la fin du cauchemar ?

Transversales

38. **Sciences.** Ce que vous avez en commun avec votre sosie

40. **Économie.** Le bonheur est dans la bananeraie

41. **Signaux.** Tout l'Univers sur une seule page

360° Les nouvelles étoiles du Brésil

50. **Musique.** Une déflagration nommée Anitta

53. **Télévision.** Coup de projecteur sur le Mato Grosso do Sul

54. **Littérature.** Ces auteurs noirs qui bousculent la scène littéraire

56. **Voyage.** Le joyau retrouvé de Rio de Janeiro

58. **Histoire.** Maria Quitéria, héroïne de l'indépendance brésilienne



SUR NOTRE SITE

Guerre en Ukraine. Poutine joue-t-il son va-tout ?

Après l'annonce de la mobilisation partielle en Russie, suivez au quotidien, sur notre site, les analyses de la presse étrangère sur ce qui pourrait être un tournant de la guerre, qui vient d'entrer dans son huitième mois.

Sacrés Français. La France vue par la presse étrangère

Grands reportages, analyses politiques, points de vue décalés ou carrément à charge : retrouvez chaque samedi dans notre newsletter le regard de la presse internationale sur l'Hexagone, avec une sélection des meilleurs articles sur la France à lire sur notre site.

Vu du Royaume-Uni. Le "British dream" des jeunes Albanais

En reportage en Albanie, **The Sunday Times** constate à quel point le pays perd ses forces vives : 6 000 personnes – un record – ont traversé la Manche illégalement depuis janvier, attirées par la perspective d'une vie meilleure mais souvent prises au Royaume-Uni dans les réseaux du crime organisé albanais.

L'horoscope de Rob Breznsy Retrouvez chaque semaine les prévisions poétiques et philosophiques de l'astrologue le plus original de la planète.

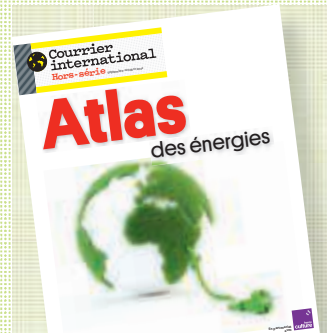


Retrouvez-nous aussi sur Facebook, Twitter, Instagram et Pinterest.

NOTRE NOUVEAU HORS-SÉRIE

Comment sortir des énergies fossiles ?
Peut-on se passer du nucléaire ?
À quand la transition énergétique ?
Réponses en cartes et en infographies.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX



Courrier international

Courrier international

Édité par Courrier international SA, société anonyme avec

directoire et conseil de surveillance au capital de 106 400 €

Actionnaire : La Société éditrice du Monde

Président du directoire, directeur de la publication :

François-Xavier Devaux

Directrice de la rédaction, membre du directoire : Claire Carrard

Conseil de surveillance : Louis Dreyfus, président

Dépot légal Septembre 2022. Commission paritaire n° 0727 c 82101.

ISSN n° 1154-516X Imprimé en France/Printed in France

Rédaction 67-69 avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris. Accueil 33 (0) 1 46 46 16 00 Fax général 33 (0) 1 46 46 16 01 Fax rédaction 33 (0) 1 46 46 16 02 Site web

www.courrierinternational.com Courriel lecteurs@courrierinternational.com

Directrice de la rédaction Claire Carrard (16 58) Rédactrice en chef Virginie Lepetit (16 12) Rédacteurs en chef adjoints Raymond Clarinard (16 77), Claire Pomarès (web),

Mathieu Recarte Responsable du numérique Joffrey Ricome Direction artistique Sophie-Anne Delhomme (16 31), Conception graphique Javier Errea Comunicación

ÉDITION Anouk Delpoit (16 98), Ioris Queyroi, Fatima Rizki (17 30) 7 JOURS DANS LE MONDE François Gerles (chef de rubrique, 17 48) EUROPE Gerry Feehly (chef de service, 16 95), Laurence Habay (chef de service adjointe, Russie, est de l'Europe, 16 36),

Catherine Guichard (Allemagne, Autriche, Suisse alémanique, 16 04), Carole Lyon (Belgique, 17 36), Sasha Mitchell (Royaume-Uni, Irlande, 16 74), Beniamino Morante (Italie, 19 72), Hélène Bienvenu (Pologne), Antoine Moutreau (Pays-Bas), Valentin Scholz (Espagne), Vincent Barros (Portugal), Antoine Jacob (Danemark, Norvège, Suède), Alexandre Lévy (Bulgarie), Alexandros Kottis (Grèce, Chypre), Joël Le Pavous (Hongrie), Guillaume Narguet (République tchèque, Slovaquie), Kika Curovic (Serbie, Monténégro, Croatie, Bosnie-Herzégovine), Marielle Vitureau (Lituanie), Alda Engoian (Caucase, Asie centrale), Larissa Kotelevets (Ukraine) FRANCE Carolin Lohrenz (chef de rubrique, 16 93) AMÉRIQUES Béatrice Cagnat (chef de service, Amérique du Nord, 16 14), Jean-Hébert Armengaud (chef de service, Amérique latine, 16 57), Morgann Jezequel (Brésil), Martin Gauthier (Canada), Mathilde Guillaume (Argentine) ASIE Agnès Gaudu (chef de service, Chine, Singapour, Taiwan, 16 39), Christine Châteauneuf (Asie du Sud-Est, 16 24), Zhang Zhulin (Chine, 17 47), Carole Dieterich (Asie du Sud), Élisabeth D. Inandiak (Indonésie), Jeong Eun-jin (Corée) MOYEN-ORIENT Bachir El-Khoury (chef de service), Julien Abiramia (Liban, Syrie, Palestine, Irak), Pascal Fenaux (Israël), Ahmad Parhizi (Iran), Raphaël Boukandoura (Turquie), Philippe Mischkowski (pays du Golfe) AFRIQUE Hassan Mechari (chef de rubrique), Vincent Barros (Afrique lusophone), Malik Ben Salem (Maghreb), Mathilde Boussion (Afrique australe et Afrique de l'Est), Agnès Faivre (Afrique de l'Ouest) TRANSVERSALES Pascale Boyen (chef des informations, Économie, 16 47), Carole Lembezat (chef de rubrique, Sciences et Signal, 16 15), Annick Riviere (Économie) MAGAZINE 360° Marie Béléil (chef des informations, 17 32), Hugo Florent (16 74) HISTOIRE Mélanie Liffschitz (16 96)

SITE INTERNET Claire Pomarès (rédactrice en chef adjointe), Nicolas Coisplet (chef d'édition), Adrien Oster (chef d'édition), Paul Blondé (éditeur web), Antoine Cuny-Le Callet, Gabriel Hassan (éditeur web, 16 32), Carole Lyon (éditeur web, 17 36), Hoda Saliby (éditeur web, 16 35), Mélanie Chenouard (vidéo, podcasts, 16 65), Louise Dugeai (développement web) COURRIER EXPAT Ingrid Therwath (16 51), Jean-Luc Majourat (16 42)

TRADUCTION Raymond Clarinard (responsable, Courrier Histoire), Mélanie Liffschitz (chef de service adjointe, anglais, espagnol), Julie Marcot (chef de service adjointe, anglais, espagnol, portugais), Catherine Baron (anglais, espagnol), Isabelle Boudon (anglais, allemand, portugais), Manon Delfour-Peyrethon (anglais, allemand), Caroline Lee (anglais, allemand, coréen), Françoise Lemoine-Minaudier (chinois, anglais), Olivier Ragasol (anglais, espagnol, catalan), Leslie Talaga (anglais, espagnol) RÉVISION Jean-Baptiste Luciani (chef de service, 17 35), Isabelle Bryskier, Philippe Czerepak, Françoise Hérol, Julie Martin, Anne Romefort

PÔLE VISUEL Sophie-Anne Delhomme (responsable), WEB DESIGN ET ANIMATION Alexandre Errichello (chef de service, 16 17), Benjamin Fernandez, Jonhathan Renaud-Badet, Pierrick Van-Thé ICONOGRAPHIE Luc Briand (chef de service, 16 41), Lidwine Kervella (16 10), Stéphanie Saindon (16 53), Céline Merrien (colorisation) MAQUETTE Alice Andersen (chef de service, 16 37), Denis Scudeller, Gilles de Obaldia CARTOGRAPHIE Thierry Gauthé (16 70) INFOGRAPHIE Catherine Doutey (16 66)

AGENCE COURRIER Patricia Fernández Pérez (directrice du développement et de la communication, 17 37), Jessica Robineau (16 08), Alizée Marchal (17 38)

DIRECTRICE DE LA FABRICATION Nathalie Communeau, Nathalie Mounié (chef de fabrication, 45 35) IMPRESSION, BROCHAGE, ROUTAGE : Maury, 45 330 Malesherbes

ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO Lionel Blot, François Burkard, Aurélie Boissière, Jean-Baptiste Bor, Emmanuelle Bour, Enzo Caillieton, Cécile Chemel, Anne-Françoise Cochet, Frédéric Dalléas, Marie Daoudal, Elisabetta Di Matteo, Mona Guichard, Lucie Hoarau, Zineb El Mountassir, Elorri Laborde, Servan Le Janne, Valentine Morizot, Claire Olivès, Maëlys Sourr, Isabelle Taudière, Maddalena de Vio, Yuta Yagishita, Chenxi Zhang

PUBLICITÉ Mpublicité, 67-69, avenue Pierre-Mendès-France CS 11 469, 75707 Paris Cedex 13, tél. : 01 57 28 20 00 Présidente Laurence Bonicalzi Bridier, Directrice générale adjointe, Marketing & Études Élisabeth Cialdella (elisabeth.cialdella@mpublicite.fr, 39 68), Directeur délégué, directeur de Marque Courrier international Stevee Dablin (01 57 28 38 84) Directeur délégué Activités programmatiques, AD Tech & Monétisation Sébastien Noel (sebastien.noel@mpublicite.fr, 37 00) Directeur délégué, pôle Agences François de Ren (francois.deren@mpublicite.fr, 30 21) Directeur délégué, pôle Opérations spéciales Stevee Dablin (stevee.dablin@mpublicite.fr, 38 84)

RESPONSABLE ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE Carine de Castellon (16 06) Lucie Maddalena (gestion) Droits Blandine Mosnat (16 52) Comptabilité 01 48 88 45 51 Directeur de la diffusion et de la production Xavier Loth Directrice des ventes Sabine Gude Responsable commerciale international Saveria Colosimo Morin (01 57 28 32 20) Chef de produits Valentin Moreau (01 57 28 33 99) Communication et promotion Brigitte Billiard, Christiane Montillet MARKETING Sophie Gerbaud (directrice, 16 18), Véronique Lallemand (16 91), Véronique Saudemont (17 39), Kevin Jolivet (16 89), Martine Prévot (16 49), Mynn-May Vang, Anthony Pittavino

Modifications de services ventes au numéro, réassorts 08 05 05 01 47 Service clients Abonnements Courrier international, Service abonnements, A2100 – 62066 Arras Cedex 9 Tél. 03 21 13 04 31 Fax 01 57 67 44 96 (du lundi au samedi de 9h à 18h) Courriel abo@courrierinternational.com. Prix de l'abonnement annuel en France métropolitaine : 129 €. Autres destinations : https://boutique.courrierinternational.com Nos conditions générales de vente et d'utilisation sont disponibles sur https://www.courrierinternational.com/page/cgv

Courrier international, USPS number 013-465, is published weekly 48 times per year (triple issue in Aug and in Dec), by Courrier International SA c/o Distribution Grid, at 900 Castle Rd Secaucus, NJ 07094, USA. Periodicals Postage paid at Secaucus, NJ, and at additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to Courrier International c/o ExpressMag, 8275, avenue Marco-Polo, Montréal, QC H1E 7K1, Canada.

Origine du papier : UK, Allemagne, 100 % de fibres recyclées. Ce magazine est imprimé chez MAURY certifié PEFC. Éutrophisations : Pst - 0,0083 kg/tonne de papier. Papier issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées. Ouvrage imprimé à 100 % avec des encres conformes à la norme Blue Angel.

Certifié PEFC

Ce produit est issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées.

10-31-1282 pefc-france.org

ACPM

FR

CE

CE

CE

CE

CE

CE

CE

CE

CE

CE

CE

CE

CE

CE

CE

CE

CE

CE

CE

CE

CE

CE

CE

CE

CE

CE

CE

CE

CE

CE

CE

CE

CE

CE

CE

CE

CE

CE

CE

CE

CE

CE

CE

CE

CE

CE

CE

CE

CE

CE

CE

CE

CE

CE

CE

Offre d'abonnement

Bulletin à retourner à : Courrier international
Service Abonnements - A2100 - 62066 Arras Cedex 9

Je m'abonne pour :

1 AN (52 numéros) au prix de 129 € au lieu de 218,80 €*

1 AN (52 numéros) + 6 hors-séries au prix de 159 € au lieu de 269,80 €*

Monsieur Madame

NOM..... PRÉNOM.....

ADRESSE.....

CP VILLE.....

Je règle par chèque bancaire à l'ordre de Courrier international

Pour tout autre moyen de paiement, rendez-vous sur notre site :

<https://abo.courrierinternational.com/jours2022>

ou téléphonez au 03 21 13 04 31 (du lundi au samedi, de 9 heures à 18 heures)

* Prix de vente au numéro. Pour l'étranger, nous consulter. Nos conditions générales de vente sont disponibles sur notre site Internet : boutique.courrierinternational.com/cgv-co

En retournant ce formulaire, vous acceptez que Courrier international, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation client et de la gestion des réclamations et, en fonction de vos choix, d'actions marketing sur ses produits et services ou ceux de ses partenaires. Conformément à la loi informatique et libérés du 06/01/1978 modifiée et au RGPD du 27 avril 2016, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de modification, de portabilité, de suppression et d'opposition au traitement de vos données, que vous pouvez exercer à l'adresse suivante : DPO CI, 67-69, avenue Pierre-Mendès-France, 75013 Paris. Pour toute réclamation : www.cnll.fr

Courrier international

Avantages abonnés :

Rendez-vous sur courrierinternational.com

■ La version numérique du magazine dès le mercredi soir

■ L'édition abonnés du site Internet

■ Nos archives, soit plus de 100 000 articles

■ L'accès illimité sur tous vos supports numériques

■ Les applications iOS et Android

■ Réveil Courrier 📧

Votre abonnement à l'étranger :

Belgique :

(32) 2 744 44 33 - abonnements@saipm.com

États-Unis/Canada :

(1) 800 363 1310 - expressmag@expressmag.com

Suisse :

(41) 022 860 84 01 - abonne@edigroup.ch

Ce numéro comporte un encart France Abonnement Entreprise posé sur la totalité des abonnés France Métropolitaine.

RÉDUIRE LES ÉMISSIONS CARBONE, C'EST BIEN AUSSI POUR VOTRE ÉPARGNE

LA NOUVELLE GÉNÉRATION D'ÉPARGNE est une gamme de produits d'épargne, dont la gestion est confiée à des experts français et internationaux, sélectionnés pour leur recherche de performance. Accessible en Assurance vie, Plan d'épargne en Actions et Compte Titres Ordinaire, cette gamme propose un large choix de fonds ISR⁽¹⁾ et Environnement⁽²⁾, dont certains participent au financement d'entreprises engagées dans la transition énergétique. Société Générale a été reconnue Banque de l'année pour le développement durable par *International Financing Review*. Contactez votre conseiller pour en savoir plus et épargnez dès 50€ par mois.



**C'EST VOUS
L'AVENIR**



**SOCIÉTÉ
GÉNÉRALE**

Plus de détails sur la gamme sur : <https://so.ge/epargne-responsable>
Les investissements sur les marchés financiers présentent un risque de perte en capital.

Document à caractère publicitaire – Préalablement à toute souscription, il convient de vous rapprocher de votre conseiller pour que ce dernier puisse s'assurer que la solution d'investissement envisagée est adaptée à votre situation patrimoniale et budgétaire, à vos objectifs et horizon de placement, à votre profil investisseur et vos connaissances et expériences financières, ainsi qu'à votre appétence pour la finance durable. (1) ISR (Investissement Socialement Responsable) est un label créé par l'État pour offrir une meilleure visibilité sur les fonds d'investissement tenant compte de critères Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance. (2) Des fonds permettant d'investir dans des sociétés ayant une stratégie d'impact mesurable, centrées autour de thématiques telles que le climat, l'eau, les énergies renouvelables et l'environnement. Société Générale, S.A. au capital de 1 062 354 722,50 € au 18 juillet 2022 - 552 120 222 RCS Paris – Siège social : 29, bd Haussmann, 75009 Paris. Intermédiaire en assurance, dûment enregistré à l'ORIAS sous le n°07 022 493 (www.orias.fr). Crédit photo : Getty Images – Septembre 2022.

7 jours dans
le monde

Italie. L'euro-scepticisme au pouvoir

La victoire aux élections législatives de Fratelli d'Italia, le parti d'extrême droite de Giorgia Meloni, marque la fin du paradigme proeuropéen, déplore ce quotidien libéral. Désormais, Rome va tester les limites de Bruxelles.



— Il Foglio (extraits) Milan

C'est Giorgia Meloni qui l'emporte, les nationalistes qui s'imposent et les europhiles qui reculent : le reste compte peu.

Pour tous ceux qui ont à cœur la défense de l'Europe et la lutte contre les populismes, pour tous ceux qui jugent indispensable qu'un pays comme l'Italie tienne à distance les partisans du souverainisme, ce 25 septembre restera dans les mémoires.

Hier encore prévalait le modèle Draghi, celui du souverainisme européen, un modèle mêlant atlantisme et européisme. Désormais, place au modèle Meloni, au modèle Salvini, au modèle de l'atlantisme euro-sceptique, qui ne sont pas différents des modèles proposés par Trump, par Orbán, par Le Pen, ou même par Vox.

L'Italie de l'après-25 septembre, c'est une Italie qui s'apprête à devenir le porte-étendard d'un nouvel "euro-scepticisme-européiste" articulé autour d'un objectif affiché : tout faire pour que le processus d'intégration européenne aille en arrière plutôt que de l'avant. En d'autres termes, il s'agit d'un modèle qui prône une approche euro-sceptique de la politique d'immigration, de la

politique de concurrence et de l'état de droit. Une approche qui a tendance à voir en Bruxelles un adversaire plutôt qu'un allié, et en l'Union un tiroir-caisse dans lequel puiser discrètement.

Cette nouvelle Italie menacera constamment de faire passer la législation nationale avant la législation européenne, tout en essayant de s'arrêter à quelques centimètres de la ligne rouge qui l'amènerait devant la Cour de justice.

Quoiqu'elle ait choisi de s'en remettre à des partis affichant un pedigree indéniablement populiste, l'Italie d'aujourd'hui est malgré tout un pays bien différent de celui qui est sorti des élections de 2018.

Il y a quatre ans, les deux partis qui allaient gouverner la péninsule, la Ligue et le Mouvement 5 étoiles (M5S), avaient été élus sur un programme anticastes, antisystème et euro-sceptique. Un programme visant à remettre à plat le rôle de l'Italie en Europe et son positionnement à l'international : en rapprochant l'Italie de démocraties qui ne sont pas à proprement parler libérales, en éloignant de Bruxelles le centre de gravité de la péninsule pour la rapprocher un peu de Moscou, sans tourner le dos non plus à la Chine.

Quatre ans plus tard, le scénario qui se dessine aujourd'hui en l'Italie a de quoi inquiéter, mais pas au point de menacer les fondements de notre pays comme c'était le cas en 2018. L'irréversibilité de l'euro n'est heureusement plus contestée, pas plus que l'appartenance à l'Europe ou l'attachement à l'atlantisme – même si les placards des populistes sont remplis de squelettes poutiniens. Le respect des traités européens ne fait plus ou peu débat : il y a peut-être des choses à changer, mais il ne faudra pas changer de cap.

Mais alors, nous dira-t-on, que peut-il se passer ? Quels risques l'accession au pouvoir d'une droite nationaliste, souverainiste, populiste et euro-sceptique fait-elle peser sur la péninsule ?

Modèle polonais. L'écrivain Norberto Dilmore propose à ce sujet un point de vue intéressant [paru le 6 septembre dans la revue *Il Mulino*], relevant que la victoire d'une droite qui s'inspire du modèle polonais annonce en Italie des scènes qui ont déjà été vues à Varsovie. À savoir des coups de frein au processus d'intégration européenne, exception faite dans les cas où l'on peut y trouver un intérêt financier direct, et le risque permanent d'une violation des traités européens.

Si l'Italie suit le modèle polonais, écrit-il, le nouveau gouvernement tentera de déterminer "où se situent les lignes rouges dont le franchissement conduirait à une rupture avec l'Union (et avec l'axe franco-allemand) et les longera au plus près sans toutefois les franchir (ou alors brièvement)".

Mais que risquerait l'Italie si, au beau milieu de la mise en œuvre de son Plan national de relance et de résilience (PNRR) [déclinaison nationale du plan européen de relance, approuvée le 22 juin par la Commission européenne], elle voyait accéder au pouvoir un gouvernement euro-sceptique qui entend renégocier des volets entiers de ce plan et conduire des réformes qui sont incompatibles avec la législation européenne ? Des réformes qui seraient susceptibles de compromettre les équilibres macroéconomiques du pays, voire de la zone euro ?

L'histoire récente de l'Italie nous apprend qu'il n'y a pas lieu d'être exagérément pessimiste sur les dégâts que les populistes pourraient infliger au pays. Toute la question est de savoir s'ils verront dans le respect des contraintes imposées à l'Italie dans les années à venir non pas une forme de soumission à des grandes puissances, mais une manière de préserver la fiabilité italienne.

Pour ce faire, la droite populiste devra toutefois renier son goût du complotisme, laisser de côté son extrémisme et faire de tous ceux qu'elle qualifie depuis toujours d'ennemis du peuple des alliés avec lesquels s'efforcer de gouverner.

Cette droite populiste, qui s'inspire davantage du modèle Trump-Orbán que du modèle Draghi-Macron, devra alors montrer qu'elle a une vision claire de ce que sont les devoirs de la deuxième industrie manufacturière d'Europe. Elle devra se souvenir qu'un pays qui vit de l'export ne peut pas se permettre de dénoncer la mondialisation, et elle devra lutter contre l'extrémisme qu'elle a elle-même alimenté.

La stabilité et la fiabilité de l'Italie de demain dépendront aussi de la capacité d'une femme politique qui a fait de la cohérence une de ses marques de fabrique à verser dans l'incohérence en montrant qu'elle a l'intention de combattre le populisme qu'elle a nourri ces dernières années. Seulement voilà : imaginer que l'avenir du pays dépend de l'incohérence de Giorgia Meloni fait plus ou moins le même effet qu'avait, dans la fable, la scène de la princesse qui embrassait un crapaud en espérant qu'il se changerait en prince.

— Claudio Cerasa
Publié le 26 septembre

À la une



"L'ITALIE VIRE À DROITE"

Une photo de Giorgia Meloni radieuse, et un titre on ne peut plus clair : "L'Italie vire à droite". Lundi 26 septembre, le quotidien de Turin **La Stampa** annonce la victoire de la coalition des conservateurs aux élections, qui, forts d'environ 44 % des voix, vont pouvoir compter sur une confortable majorité au Parlement. Premier parti avec 26 % des suffrages exprimés, Fratelli d'Italia devrait obtenir le poste de président du Conseil, pour lequel sa présidente, Giorgia Meloni, est logiquement pressentie. Ainsi, pour ce quotidien libéral, on assiste à une victoire de la "droite droite", "une nouveauté absolue dans l'histoire de la République", mais qui, selon le journal, n'est pas le fruit d'une "nostalgie du fascisme". Le nouvel exécutif devrait entrer en fonction fin octobre.

Une consultation inédite

CUBA — Comme prévu, le premier référendum sur une loi jamais organisé par la dictature castriste a été remporté par le pouvoir. Quelque 67 % des votants se sont prononcés le 25 septembre en faveur du texte qui reformera le Code de la famille. Un texte contenant des aspects polémiques tels que le mariage pour tous, la procréation médicalement assistée, voire la gestation pour autrui — cependant sous des conditions très restrictives. Le quotidien officiel du PCC, **Granma**, s'est immédiatement félicité : "Où ! Le mot est bref mais, ce dimanche, il est devenu immense pour le destin de l'île, qui s'est prononcée finalement pour l'inclusion, l'empathie, l'amour." À noter cependant que les camps du non et de l'abstention n'avaient pas été autorisés à faire campagne. Ce qui fait dire au site d'opposition **Diario de Cuba** : "Le régime cubain n'a pas besoin que le peuple donne son avis, il a besoin que le peuple soit du même avis que lui."

Opération kamikaze

ESPACE — "Une collision cosmique regardée dans le monde entier", écrit **NBC News** pour décrire ce qui s'est produit le 27 septembre à 1 h 14 du matin (heure de Paris), à 11 millions de kilomètres de la Terre. Un petit vaisseau spatial de la Nasa a percuté intentionnellement un astéroïde pour tester "la capacité de l'humanité à protéger la Terre d'un impact potentiellement catastrophique" en déviant la course

d'un tel objet. Nommée "Dart" — acronyme de "Double Asteroid Redirection Test" et mot signifiant "flèche" en anglais — et lancée en novembre 2021, la sonde, "de la taille d'un distributeur automatique", s'est écrasée à la vitesse de 22 000 km/h contre ce petit astéroïde d'environ 160 mètres de diamètre orbitant autour d'un astéroïde un peu plus grand, Didymos.

Ouragan monstre



CANADA — "La fureur de Fiona", titre le **Toronto Star** dans son édition dominicale au lendemain du passage de l'ouragan, le 24 septembre, avec des vents à plus de 130 km/h. Les dégâts sont considérables, à l'image de cette maison balayée à Port-aux-Basques, dans la province de Terre-Neuve-et-Labrador, la plus orientale du Canada. Deux personnes au moins sont mortes et près de 200 000 foyers étaient encore sans électricité deux jours plus tard. Soldats et navires de l'armée ont été dépêchés sur place pour prêter main-forte aux équipes de secours et aider au déblayage, qui, selon le journal, "prendra des semaines".

Naufragés du désespoir

MÉDITERRANÉE — Au moins 100 personnes, dont une dizaine d'enfants, sont mortes dans le naufrage, le 21 septembre, au

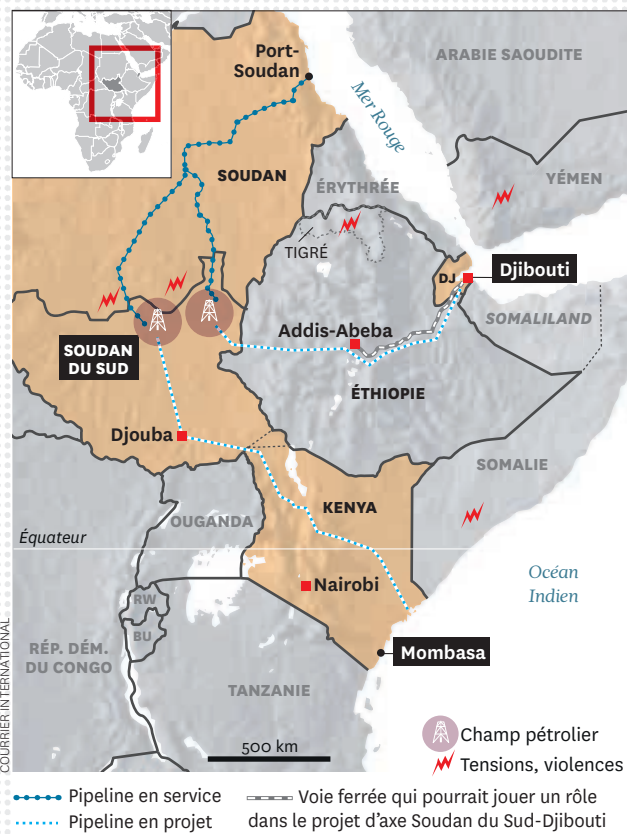
2h01'09"

TEL EST LE NOUVEAU RECORD DU MONDE DU MARATHON établi le 25 septembre à Berlin par le Kényan **Eliud Kipchoge**. À 37 ans, **Eliud le Grand**, comme le surnomme le quotidien de Nairobi **The Standard**, a battu de trente secondes son propre record du monde, établi il y a quatre ans, déjà dans la capitale allemande. En 2019, le double médaillé olympique avait couru à Vienne un marathon en moins de deux heures, mais dans des conditions qui avaient empêché l'homologation du record.

LA CARTE DE LA SEMAINE



Le port de l'indépendance



SOUDAN DU SUD — Trois acres, soit 12 000 m². C'est la superficie du terrain que le Soudan du Sud a acquis dans le port de Djibouti, rapporte le site **Sudan Tribune** le 20 septembre. L'objectif? "Y construire des installations pour gérer les importations et exportations au moment où Djouba cherche à se défaire de sa dépendance vis-à-vis des ports de Mombasa [Kenya] et de Port-Soudan [Soudan]." Le Soudan du Sud dit vouloir miser sur cette route plus courte pour exploiter au mieux ses réserves pétrolières, estimées à 3,5 milliards de barils.

large de la Syrie, d'un bateau transportant des migrants venant du Liban. "Certaines estimations chiffrent aux alentours de 150 le nombre de personnes qui se trouvaient à bord", écrit **L'Orient-Le Jour**, qui fait par ailleurs état d'une vingtaine de rescapés. Poussés par le désespoir, des réfugiés syriens et palestiniens ainsi que des Libanais cherchent coûte que coûte à fuir la crise économique dans laquelle le pays est plongé depuis 2019. En trois ans, la monnaie nationale a perdu plus de 95 % de sa valeur face au dollar, provoquant une

hyperinflation et une paupérisation à grande échelle : 80 % de la population locale et 90 % des quelque 1 million de réfugiés syriens vivent aujourd'hui sous le seuil de pauvreté. En avril, des dizaines de personnes avaient déjà péri dans le naufrage d'une embarcation. Depuis 2020, au moins 38 bateaux transportant plus de 1 500 personnes ont quitté ou tenté de quitter illégalement le Liban par la mer, selon l'ONU. Pour le journal de Beyrouth, ce dernier naufrage est, à ce jour, "l'un des épisodes les plus meurtriers de ce type en Méditerranée orientale".

Le jour où tout a changé



IRLANDE DU NORD — "Il n'y a pas eu de séance photo : aucun président, aucun Premier ministre, aucun roi ni aucune reine n'a fait de visite officielle." Pourtant, en ce dernier jour de l'été, "il était clair que tout avait changé pour de bon en Irlande du Nord", annonce le **Belfast Telegraph**, qui, en une, parle même d'"un autre Ulster", l'autre nom de cette région rattachée au Royaume-Uni. Ce 22 septembre, les données du recensement réalisé l'an dernier ont été publiées. Pour la première fois depuis la partition de l'Irlande, en 1921, les équilibres démographiques ont basculé : l'Irlande du Nord compte aujourd'hui davantage de catholiques (45,7 %), pour l'essentiel proréunification, que de protestants (43,5 %), partisans d'un maintien dans le Royaume-Uni. Avec ce "séisme" se pose désormais une question cruciale : la réunification de l'Irlande devient-elle inéluctable à court terme?

Le rideau est tombé

CAMBODGE — "Khieu Samphan a écouté le verdict avec des écouteurs et portait un masque. Il a semblé s'enfoncer dans son fauteuil à l'annonce de la peine", décrit le **Khmer Times**. Le tribunal spécial pour juger les hauts dirigeants khmers rouges a rendu son ultime décision le 22 septembre. Il a confirmé, en appel, la condamnation à la prison à perpétuité pour génocide de Khieu Samphan, président du Kampuchea démocratique, dont le régime, dirigé par Pol Pot, est responsable de la mort d'au moins 1,7 million de Cambodgiens entre 1975 et 1979. Après cette décision, ce tribunal va fermer ses portes. L'heure est au bilan : plus de quinze ans de procédure et 330 millions de dollars dépensés avec, finalement, trois anciens dirigeants condamnés.

d'un continent à l'autre.

europe



Moyen-Orient...	16
Amériques.....	18
France.....	20
Afrique.....	22
Asie.....	24

Russie. La fuite en avant



FOCUS

La mobilisation partielle décrétée par Vladimir Poutine, les référendums dans quatre oblasts d'Ukraine et les menaces directes du président russe signent un point de non-retour dans une guerre qui ne dit toujours pas son nom en Russie. Pour l'éviter, nombre d'hommes russes fuient leur pays, tandis que le Kremlin est de plus en plus isolé sur la scène internationale. Et brandit la menace nucléaire. *“Ce n'est pas du bluff”*, assène la presse russe.



“Ça y est, je pars au front”

Un journal de Sibérie raconte la mobilisation militaire depuis les provinces de la république de Bouriatie, située sur la rive sud du lac Baïkal, vers sa capitale, Oulan-Oude.

—Lioudi Baïkala, *Irkoutsk*

Sur les réseaux sociaux, les Bouriates ont immédiatement baptisé la nuit du 21 au 22 septembre “la nuit du jugement dernier”. Dans la soirée du 21, les fonctionnaires et les enseignants ont préparé les convocations avant de

commencer à les distribuer dans les foyers. “Nous avons reçu oralement l'ordre de sortir les hommes mobilisés de leur lit, de les faire monter dans des voitures et de les emmener immédiatement au commissariat militaire, raconte une employée d'une administration de district de Bouriatie. De là, tout le monde a été envoyé à Oulan-Oude.”

Dans la capitale, rue Choumiatski, une femme âgée emmitouffée dans une écharpe en laine tient un sac en plastique avec cinq cartouches de cigarettes Pierre 1^{er}. Elle attend l'arrivée au point de ralliement de son gendre. Cet habitant de la région de Bargouzinsk, 35 ans, a reçu son ordre de mobilisation cette nuit. Il ne devrait pas tarder à arriver à Oulan-Oude.

“J'ai déjà trois fils là-bas, souffle la femme. Et maintenant ils vont prendre mon gendre. Et tout le monde veut se battre, tout le monde. Les hommes sont vraiment fous.” Son téléphone sonne, elle répond en criant : “Pacha, vous arrivez ? Oui, j'ai les cigarettes. Dis-leur à tous que tu as quatre enfants, tu m'entends ? Peut-être qu'ils vont te relâcher.”

Depuis le matin, les cars remplis d'hommes mobilisés se succèdent rue Choumiatski au point de collecte du commissariat militaire de la république de Bouriatie. C'est un grand terrain clôturé qui jouxte un immeuble d'habitations de plusieurs étages. À dix minutes à pied se trouve un champ de tir à l'arc où ont lieu les cérémonies commémoratives pour les militaires morts en Ukraine.

Les hommes du district Tounkinski sont les premiers

“Dis-leur que tu as quatre enfants. Peut-être qu'ils vont te relâcher.”

UNE FEMME RUSSE S'ADRESSANT À SON GENDRE

arrivés. D'après un fonctionnaire de l'administration locale, 130 hommes, sur les 20700 habitants de cette région, sont arrivés cette nuit. La Bouriatie compte 980 000 habitants, donc le nombre de mobilisés pourrait atteindre 6 000 ou 7 000 hommes.

Parmi les personnes déjà mobilisées figure le directeur de l'école de la ville de Kyren. Personne n'exprime ni ressentiment ni réticence à combattre. “Ils savaient tous qu'il y aurait une mobilisation et ils se sont préparés intérieurement à ce qu'on vienne les chercher”, déclare un fonctionnaire qui ne souhaite pas être nommé.

Il y a six ou sept heures de route entre le district Tounkinski et Oulan-Oude. En chemin, les mobilisés reçoivent un repas

← Dessin de Dario paru dans El Imparcial, Mexico.

“Je pense que notre pays ou la Bouriatie vaincra la Chine, euh... l'Ukraine, je veux dire.”

Sergueï, 49 ans

de raviolis à la vapeur appelés *buuz* (plat traditionnel bouriate). “Ils en ont mangé une bonne dizaine chacun”, raconte la femme de l'un d'eux dans le groupe Viber “Solidarité 03. District Tounkinski”.

Le groupe a commencé à collecter des fonds pour acheter des cigarettes et des chapkas pour les futurs soldats. Les femmes disent qu'il faudrait transmettre à leurs maris de petits sachets de sable saint du temple bouddhiste Bourkhan Baabaï.

Les gars du district Tounkinski arrivent au point de ralliement à bord de deux minibus Ford blancs et deux bus scolaires. Les hommes, presque tous en tenue de camouflage, descendent fumer une cigarette. Beaucoup gardent sur eux le sac préparé par leur femme ou leur mère.

“J'ai 45 ans, j'ai fait mon service militaire il y a mille ans, je ne suis jamais allé dans les points chauds, soupire un gros monsieur mal rasé. Mais allons jouer du fusil puisqu'il le faut.” Les gars du district Tounkinski finissent leur cigarette et remontent dans les véhicules, puis entrent dans l'enceinte du centre militaire. L'un d'eux, en attendant les autres, tambourine du poing dans le couloir du car et chante “encore une nuit grise, je n'ai confiance qu'en elle”.

Dix minutes plus tard, c'est l'arrivée des mobilisés de la région d'Eravninsk. Puis arrivent les cars de Zaïgraïevsk, Kouroumkansk, Bargouzinsk.

Sergueï, habitant d'Eravninsk, descend d'un bus scolaire, une bouteille de bière à la main. Il porte une chemise à carreaux et une doudoune sans manches. Il reste là, un peu chancelant. Il sourit à un groupe de gars de Kouroumkansk, ils sont debout en cercle et boivent de la vodka, directement au goulot.

“Prends-moi en photo, je suis d'accord”, dit Sergueï en me faisant signe. Je pense que notre pays ou la Bouriatie vaincra la Chine, euh... l'Ukraine, je veux dire.” Sergueï a 49 ans. Il a servi, mais il y a



COURRIER INTERNATIONAL

très longtemps, d'après lui. Il a une femme et deux filles; la cadette vient d'entrer à l'école primaire. “Elle m'a demandé où j'allais, raconte Sergueï à tue-tête. Je lui ai dit : je pars au boulot. Putain, drôle de boulot, non ?” Sergueï dit qu'il ne craint pas de mourir. “C'est vrai que j'ai fait mes adieux à ma femme et à mes filles”, ajoute-t-il, et les larmes lui montent aux yeux. “Allez, je pars au front”, dit-il très fort dans un hoquet.

Les mobilisés de Bouriatie vont être envoyés à Tchita ou Blagovetchensk. Où ils auront leur entraînement militaire. Ensuite, direction l'Ukraine.—
Publié le 22 septembre

SOURCE



LIoudi BAÏKALA

Irkoutsk, Russie

baikal-journal.ru

“Les Gens du Baïkal” est un site d'information de la région d'Irkoutsk créé en février 2020. “C'est un projet indépendant”, précisent ses fondateurs. À cause de l'exode rural, les habitants des campagnes et des villages se voient coupés de la modernité des moyens de communication, expliquent-ils. “Souvent, ils n'ont personne à qui en parler, parce que les journalistes ne vont pas jusque chez eux. Nous décrivons leur vie dans la Sibirie profonde.”

Témoignages. Comment j'ai aidé mon frère, mon fils, à désertier

●●● Le site russe d'opposition en exil Meduza a relayé le 23 septembre les témoignages de Tatiana et de Janetta, deux habitantes de Saint-Pétersbourg. Voici deux extraits de ces récits, rédigés à la première personne.

TATIANA : “Dès l'annonce des amendements à la loi sur les réfractaires et les déserteurs (adoptés par la Douma le 20 septembre, veille de l'annonce par Poutine de la mobilisation partielle), j'ai dit à mon frère : ‘Fais tes valises et pars.’ Tôt le lendemain matin, un ami l'appelle pour lui dire qu'il prend la direction de la frontière finlandaise. ‘Emmène-moi, je suis prêt.’ Sa décision a été prise en une minute. Quelques heures plus tard, il passait en Finlande. Heureusement, il avait un visa Schengen valable cinq ans.”

JANETTA : “Après le 24 février, nous avons demandé et obtenu un permis de séjour en Estonie, grâce à des racines familiales que nous avons là-bas. Selon notre plan, mon fils de 28 ans devait passer la frontière dès le 21 septembre, avant même que la mobilisation ne soit annoncée. Par chance, nous vivions à Saint-Pétersbourg, à 180 kilomètres seulement de l'Estonie. Nous avons accompagné notre fils jusqu'à la frontière, et il l'a franchie en trois minutes vers minuit.”

Contexte

Un “vivier” de recrues parmi les travailleurs venus d'Asie centrale

●●● “Alors que la Russie se mobilise, les ambassades d'Asie centrale mettent en garde les citoyens contre une guerre étrangère”, note **The Diplomat** au lendemain du discours de Poutine. “Les risques que les travailleurs migrants d'Asie centrale soient poussés à rejoindre l'effort de guerre de la Russie se sont intensifiés parallèlement au désespoir de Moscou”, relève le journal. De fait, les migrants d'Asie centrale représentent la plus grande communauté

de travailleurs étrangers en Russie, précise *The Diplomat*. En 2021, selon les statistiques du gouvernement russe, plus de 4,5 millions de citoyens ouzbeks et près de 1 million de Kirghiz travaillaient en Russie. Cette importante population pourrait être incitée à rejoindre l'armée russe. C'est un vivier de jeunes hommes que la Russie vise clairement à recruter, insiste la revue. Qui redoute que l'offre de salaire et de citoyenneté de Moscou soit attrayante pour beaucoup.

Exode

La Géorgie ne veut pas des Russes

●●● “On ne parle pas russe ici”, indique le panneau suspendu au-dessus d'un comptoir du centre de Tbilissi. Le ton est donné. Dans la capitale de la Géorgie, un pays “qui sait très bien ce qu'être occupé par la Russie signifie”, les messages de soutien à l'Ukraine sont partout, et des graffitis invitent les Russes, “bons ou mauvais”, à rester chez eux. “Les nouveaux arrivants sont accueillis avec plus de suspicion que les 40 000 personnes qui ont franchi la frontière dès février”, note le **Sunday Times** sur place. Les gens se demandent

pourquoi ils sont restés en Russie durant sept mois en sachant que des atrocités étaient commises par Poutine. De plus, le premier afflux de Russes a provoqué une hausse des loyers dans la capitale.” Alors qu'à Tbilissi on parle d’“occupation pacifique” organisée par Moscou, relate le journal russe **Nezavissimaïa Gazeta**, et que l'opposition réclame la fermeture des frontières aux hommes russes de 18 à 55 ans, sur les réseaux sociaux, les Géorgiens suggèrent avec ironie de ne pas accueillir trop de réfugiés car ils “risqueraient bientôt de demander leur indépendance”.

3000000

C'EST OFFICIELLEMENT LE NOMBRE DE RÉSERVISTES

mobilisés à la suite des décisions de Vladimir Poutine, mais les dispositions du décret permettent de faire passer ce chiffre à 1 million. “Si Poutine et son ministre de la Défense ont pris le plus grand soin de répéter que la convocation ne concernait que les ‘personnes dotées d'une expérience militaire’ et que ‘les étudiants [n'avaient] aucune raison de s'inquiéter’, la mobilisation soudaine d'hommes pour la plupart peu disposés à partir au combat est arrivée, comme on dit en russe, tel un coup de tonnerre dans un ciel sans nuages”, souligne le **Daily Telegraph**. “Ils disent que l'appel ne concerne que les anciens militaires de carrière. Mais tout le monde se dit que la prochaine étape, ce sera tous ceux qui ont fait leur service”, renchérit une Moscovite citée par le journal.



✓ Dessin de Chappatte paru dans *Le Temps*, Genève.

Vu de Bulgarie

Un début de fronde

La “mobilisation partielle” décrétée par Vladimir Poutine dans le cadre de la guerre en Ukraine a suscité les critiques de plusieurs officiels de haut rang, d’habitude proches des positions du Kremlin.

●●● Plusieurs officiels russes de haut rang ont exprimé pendant le week-end du 24 au 25 septembre leur mécontentement concernant la façon dont se déroule la “mobilisation partielle” décrétée par Vladimir Poutine le 21 septembre, explique **Dnevnik**. Le quotidien bulgare souligne combien ces réactions détonnent dans un espace public marqué par la censure et la peur. L’annonce de cette mobilisation a provoqué plusieurs manifestations de protestation dans le pays et une vague de départs vers l’étranger. Entre-temps, de nombreuses sources ont dénoncé une mobilisation faite dans la confusion et ne respectant visiblement pas les critères énoncés par les autorités militaires et politiques russes. Des hommes n’ayant aucune expérience de l’armée, des gens atteints de maladies chroniques ou des professionnels dont le pays a besoin – notamment des médecins urgentistes, des professeurs d’université et de jeunes spécialistes informatiques – se sont plaints d’avoir été enrôlés pratiquement de force dans les *voenkomat* (littéralement “commissariats militaires”) à travers le pays.

S’adressant aux gouverneurs des provinces russes, qui président également les commissions d’enrôlement de l’armée, la présidente du Sénat russe, Valentina Matvienko, a dénoncé sur Telegram des “excès totalement inacceptables”. Viatcheslav Volodine, son homologue de la Douma, la chambre

basse du Parlement russe, a également exprimé son inquiétude. “Si des erreurs ont été commises, elles doivent être immédiatement corrigées”, a-t-il ainsi écrit sur sa chaîne Telegram. Pour sa part, Valeri Fadeïev, qui dirige le Conseil des droits de l’homme auprès du Kremlin, une organisation d’habitude particulièrement atone, a annoncé qu’il avait écrit au ministre de la Défense russe, Sergueï Choïgou, pour qu’il “règle d’urgence” les problèmes liés à la manière dont les exemptions de mobilisation sont appliquées. Selon lui, certaines convocations ont été remises à 2 heures du matin, “comme si nous voulions tous éviter de servir notre pays”. “Tous ces commentaires sont faits dans un environnement qui a introduit une censure de facto pour les opinions qui diffèrent de celles des autorités officielles”, rappelle *Dnevnik*, ajoutant que “ceux qui les expriment ne sont pas connus pour avoir des positions différentes de celles du Kremlin”. Elles sont néanmoins le signe d’un mécontentement public qui commence à faire tache d’huile, conclut le journal.

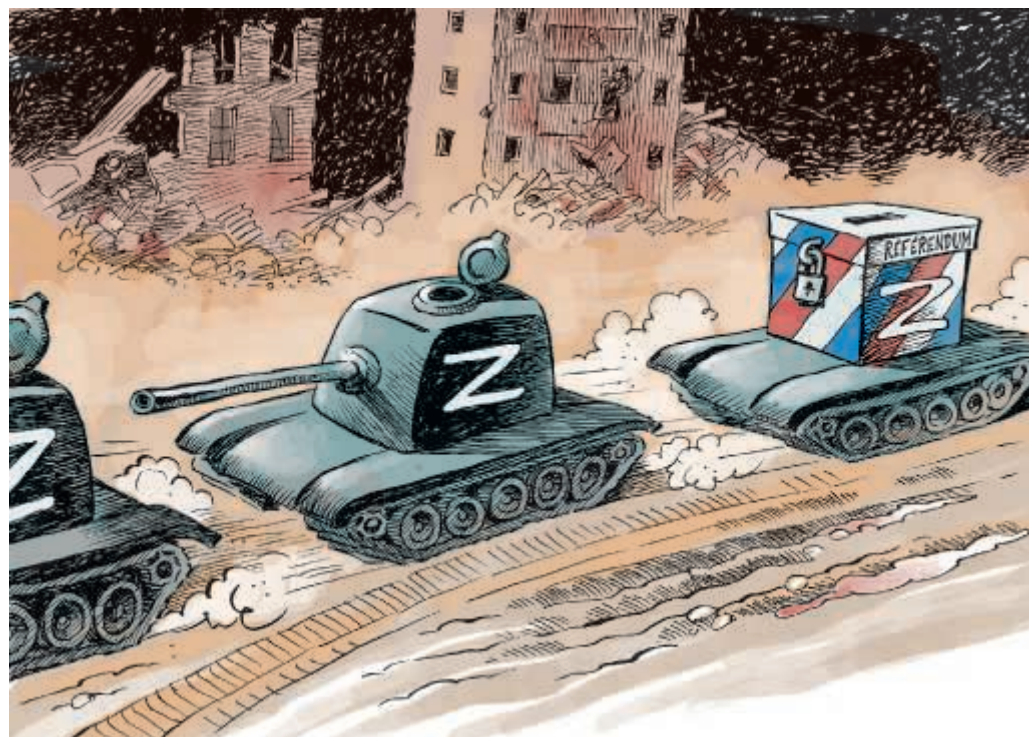


SUR NOTRE SITE

courrierinternational.com

Mobilisation, menace nucléaire, annexions... Autant d’aveux de faiblesse de la part de Vladimir Poutine.

Les décisions annoncées par Vladimir Poutine le 21 septembre montrent à quel point la Russie a perdu du terrain en Ukraine, analyse le **Wall Street Journal**.



Tout sauf du bluff

Pour justifier la mobilisation, Vladimir Poutine a évoqué une menace existentielle. Si la Russie est en danger, traduit ce quotidien russe, tous les moyens sont bons pour la sauver. Même l’arme nucléaire.

—**Nezavissimaïa Gazeta**
Moscou

La mobilisation partielle annoncée par Vladimir Poutine est motivée par la nécessité d’assurer le contrôle des territoires situés le long de la “ligne de contact”, longue de 1 000 kilomètres. Des territoires qui vont sans doute se prononcer pour leur rattachement à la Russie, bénéficiant ainsi de la protection complète et du parapluie nucléaire de leur ancienne-nouvelle patrie. Trois cent mille personnes mobilisées, ce n’est qu’une petite partie des 25 millions de réservistes que compte la Russie. Ainsi, l’opération militaire spéciale est entrée dans une nouvelle phase : l’entérinement du contrôle des territoires qui feront bientôt partie de la Fédération de Russie. Le Kremlin semble penser que cela mettra un terme à la phase de combats intenses.

Ce n’est pas un hasard si Poutine a évoqué l’arme nucléaire

comme garante de la sécurité nationale dans la doctrine militaire, arme dont l’utilisation n’est pas du bluff. Tout sauf du bluff.

Dans son discours, Poutine a une fois de plus décrit la dimension existentielle du conflit qui oppose la Russie à l’Occident. L’Ukraine n’est qu’un terrain, un théâtre et un pourvoyeur de chair à canon. La politique de l’Occident vis-à-vis de la Russie a pour objectif ultime de nous anéantir. Le président russe explique : “L’objectif de cet Occident est d’affaiblir, de diviser et finalement de détruire notre pays. Ils ne s’en cachent pas : en 1991, ils ont fait éclater l’Union soviétique, c’est désormais au tour de la Russie elle-même de se désintégrer en une multitude de régions et de zones en proie à des conflits mortifères.”

D’après le président russe, les plans de l’Occident reposent sur la russophobie – une intolérance ethnique et politique à l’égard des Russes et de leur État. Poutine dénonce : “Les héritiers de

Bandera [Stepan Bandera (1909-1959), idéologue nationaliste ukrainien] et des criminels nazis tuent des civils, torturent, emprisonnent, ils mènent des opérations punitives, massacrent et humilient les populations.” Le ministre de la Défense, Sergueï Choïgou, a pointé du doigt les 270 satellites occidentaux impliqués dans le conflit actuel pour le compte de l’Ukraine. Du reste, le partage de données d’espionnage spatial avec l’armée ukrainienne est de notoriété publique [une allusion aux données satellite privées effectivement partagées avec les autorités ukrainiennes].

Devoir moral. Naturellement, cet argumentaire s’adresse d’abord aux Russes. Toute mobilisation, même partielle, nécessite une base idéologique. Ce sera donc notre idéologie.

Poutine invoque par ailleurs, pour justifier l’ensemble des mesures qui seront prises, la responsabilité morale de la Russie. “Moralement, nous n’avons pas le droit de livrer ainsi ces personnes qui nous sont proches à leurs tortionnaires, nous ne pouvons que répondre à leur volonté d’autodétermination.” C’est un élément particulièrement important dans la justification de ses décisions. Les obligations morales ne coïncident pas toujours avec les règles et les procédures strictement légales.



ÉDITO

Il est clair que l'Occident ne reconnaîtra pas les résultats des référendums et renforcera les mécanismes isolationnistes et punitifs des sanctions. On peut s'attendre à une réduction des canaux de communication avec les pays sur lesquels nous comptons pour contourner les sanctions. La Chine, l'Inde et la Turquie sont trop dépendantes des marchés occidentaux pour sacrifier leurs intérêts économiques au nom de leur soutien à la Russie. Notre marché est réduit et peu attractif pour eux.

Ainsi, les marchés extérieurs seront de moins en moins présents pour répondre à la demande intérieure. Or, aujourd'hui, il est impossible de répondre à tous les besoins uniquement par la production locale. Des déficits ponctuels sont donc à redouter. C'est là que va se nicher le principal risque politique pour le pouvoir. On verra si la question existentielle de la survie de la Russie sera une raison suffisamment convaincante aux yeux des Russes pour qu'ils supportent ces pénuries. La logique du consommateur est par définition pragmatique, égoïste et apolitique.

L'important est de savoir comment les forces ukrainiennes vont réagir après les décisions annoncées par le Kremlin. Une nouvelle offensive touchera-t-elle les régions où auront eu lieu les référendums? Les Américains vont-ils commencer la livraison de missiles à plus longue portée?

Autant de questions qui ont sans doute été soulevées par les dirigeants russes dans leur prise de décision. C'est probablement la conviction que l'existence de la Russie est menacée qui les a conduits à la conclusion qu'il faut se défendre quel qu'en soit le coût. Au prix de l'ostracisation, de privations et de victimes. Il est évident que Vladimir Poutine est convaincu du bien-fondé de son action. Chacune de ses inquiétudes a été à ses yeux amplement confirmée par les faits survenus durant ces sept derniers mois.

Au sommet du pouvoir et jouissant du soutien des citoyens russes, Poutine a la capacité d'influer sur le destin non seulement des personnes, mais des nations du monde entier. Voilà une réalité qu'il serait peu avisé d'ignorer. Parce que ce n'est pas du bluff. —

Publié le 21 septembre

Contexte

Le 21 septembre, Vladimir Poutine a prononcé un discours de quatorze minutes dont voici les quatre points marquants.

● RHÉTORIQUE DÉFENSIVE

Comme le souligne l'article de *Nezavissimaïa Gazeta* ci-contre, c'est l'affirmation que la Russie est en danger qui sous-tend tout le discours et légitime les actes du Kremlin.

● MOBILISATION PARTIELLE

Le président russe a annoncé une "mobilisation partielle" du pays dans le cadre de la guerre en Ukraine, avec 300 000 réservistes mobilisés.

● RECONNAISSANCE DES RÉFÉRENDUMS

La veille, quatre régions ukrainiennes sous contrôle russe annonçaient l'organisation de référendums de rattachement à la Russie.

"Nous allons appuyer leur démarche", a déclaré Poutine.

● LA MENACE NUCLÉAIRE

"Nous utiliserons tous les moyens à notre disposition pour protéger la Russie et notre peuple. Ce n'est pas du bluff", a également lancé le président russe.

Vladimir Poutine ne cherche plus qu'à sauver la face

Vu du Royaume-Uni. Au pied du mur, le président russe n'a désormais qu'un but : rester au pouvoir.

Mauvaise semaine pour les nationalistes russes, se délecte *The Daily Telegraph*, à Londres. D'abord, l'armée s'est effondrée face à une offensive ukrainienne dans la région de Kharkiv. Ensuite, des prisonniers du régiment Azov ont été échangés contre un des amis personnels de Vladimir Poutine.

Puis le président russe a fini par dégainer, mercredi 21 septembre, la carte de la mobilisation partielle et des référendums d'annexion. Après sept mois de conflit, il se retrouve dos au mur. Acculé par l'armée ukrainienne d'un côté et par les ultranationalistes de l'autre. "On aigüise les couteaux en coulisse", commente *The Times*. "Poutine paraît aujourd'hui plus affaibli qu'il ne l'a jamais été, insiste le quotidien conservateur britannique. Chaque défaite, chaque revers sur le champ de bataille érode un peu plus son autorité. Et les gens se demandent déjà à voix basse ce qu'il adviendra quand elle sera définitivement évaporée."

Vladimir Poutine a recalibré ses objectifs stratégiques de nombreuses reprises depuis le 24 février : "dénazifier", selon ses termes, l'appareil d'État, prendre Kiev, s'emparer du Donbass. "Mais désormais, il sait qu'il ne peut plus gagner, donc son seul but est de sauver la face et de rester au pouvoir", assure *The Sunday Times*. Pour ce faire, il lui fallait communiquer un semblant de bonnes nouvelles." D'où cette double annonce. L'intégration des régions occupées dans la Fédération de Russie "sera présentée avec fracas à la population comme la preuve que la cause [russe] est fondamentalement juste", analyse Mark Galeotti, spécialiste britannique du Kremlin, dans les colonnes de l'hebdomadaire londonien. En parallèle, outre les réservistes mobilisés, Moscou

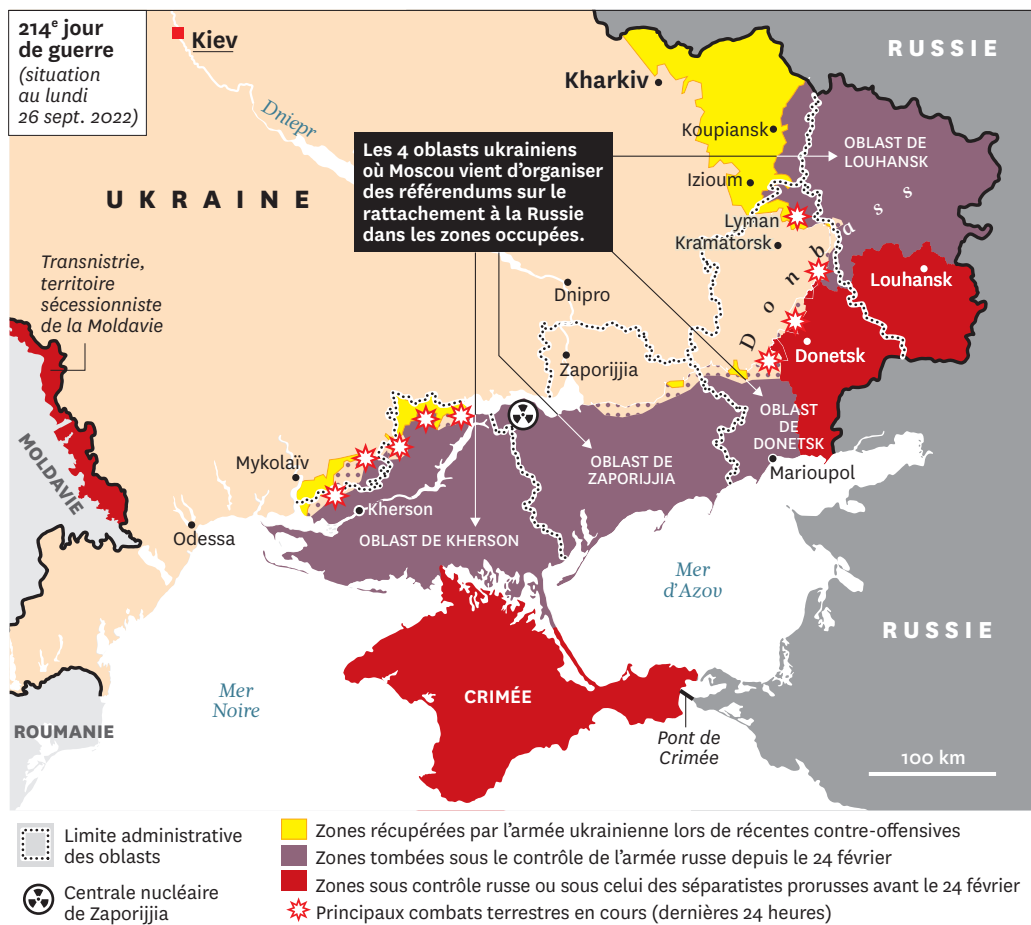
pourra dépêcher des hommes supplémentaires dans les territoires annexés.

À ce stade du conflit, "le seul véritable espoir de Poutine, c'est que la volonté de l'Occident de soutenir l'Ukraine se fissure avec la morsure de l'hiver", avance Mark Galeotti. "Le problème de Poutine tient en partie au fait qu'il lui est presque impossible à la fois de

satisfaire les faucons, de gagner la guerre et de continuer à bénéficier du soutien de l'opinion publique russe", estime *The Daily Telegraph*. Paralysé par

le manque d'options, l'homme fort du Kremlin a choisi, pour l'heure, de privilégier les premiers au risque de s'aliéner les derniers. "Pendant plus de vingt ans, le pouvoir de Vladimir Poutine a reposé sur un compromis avec les Russes, souligne le journal conservateur. Ne vous mêlez pas de la politique, et nous veillerons à ce que la politique ne se mêle pas de vos affaires. C'est un arrangement qui a survécu à la crise financière de 2008, à la guerre de 2014 et aux sanctions occidentales qui en ont découlé. Mais aujourd'hui, ce contrat est bel et bien rompu."

— *Courrier international*



À la une



"ACCULÉ", Poutine est dépeint le doigt sur le bouton nucléaire en une de l'édition du 24 septembre de *The Spectator*. Selon le magazine conservateur, "le président russe devient de plus en plus imprévisible".

COURRIER INTERNATIONAL D'APRÈS INSTITUTE FOR THE STUDY OF WAR (ISW)



✓ Sur la partition : “Peur en Z mineur.”
Dessin d’**Oliver** paru
dans **Der Standard**, Vienne.

Réactions

Armes nucléaires : la mise en garde de Washington

Les États-Unis ont fait savoir à la Russie qu’il y aurait “des conséquences catastrophiques” en cas de frappe nucléaire, averti le conseiller à la sécurité nationale de Joe Biden.

●●● Dimanche 25 septembre, Jake Sullivan, conseiller à la sécurité nationale du président Joe Biden, a déclaré sur la chaîne **ABC News** : “Nous avons communiqué directement aux Russes au plus haut niveau, en privé, qu’il y aura des conséquences catastrophiques pour la Russie s’ils utilisent des armes nucléaires en Ukraine.” Jake Sullivan “est resté délibérément vague sur la nature militaire, économique ou diplomatique de ces conséquences” qui, selon **The New York Times**, ne comprendraient probablement pas une frappe nucléaire. “Les responsables américains ont vite précisé

qu’ils n’avaient observé aucun mouvement dans le stock de quelque 2000 armes tactiques que possède la Russie, [...] malgré les menaces du président Poutine, qui a lancé lors de son allocution télévisée la semaine dernière : “Ce n’est pas du bluff.” Pour le quotidien new-yorkais, l’utilisation du mot “catastrophiques” “montre à quelle vitesse les discours se sont durcis” ces derniers mois. En mai dernier, le président Biden évoquait dans les colonnes du **New York Times** de “graves conséquences”. “Au sein du renseignement américain, on pense toujours qu’il y a peu de risques que des armes nucléaires soient utilisées dans le conflit. Mais cette probabilité aurait augmenté de façon significative par rapport à février-mars”, précise le journal, du fait des revers de l’armée russe.

Verbatim

“L’Afrique a assez subi le fardeau de l’histoire, elle ne veut pas être le foyer d’une nouvelle guerre froide, mais plutôt un pôle de stabilité et d’opportunités ouvert à tous ses partenaires, sur une base mutuellement bénéfique.” Lors de la 77^e Assemblée générale de l’ONU, le 20 septembre, le président sénégalais, Macky Sall, également à la tête de l’Union africaine, a prononcé un discours attendu, réaffirmant la position africaine sur la guerre russe contre l’Ukraine.

Macky Sall,
PRÉSIDENT DU SÉNÉGAL

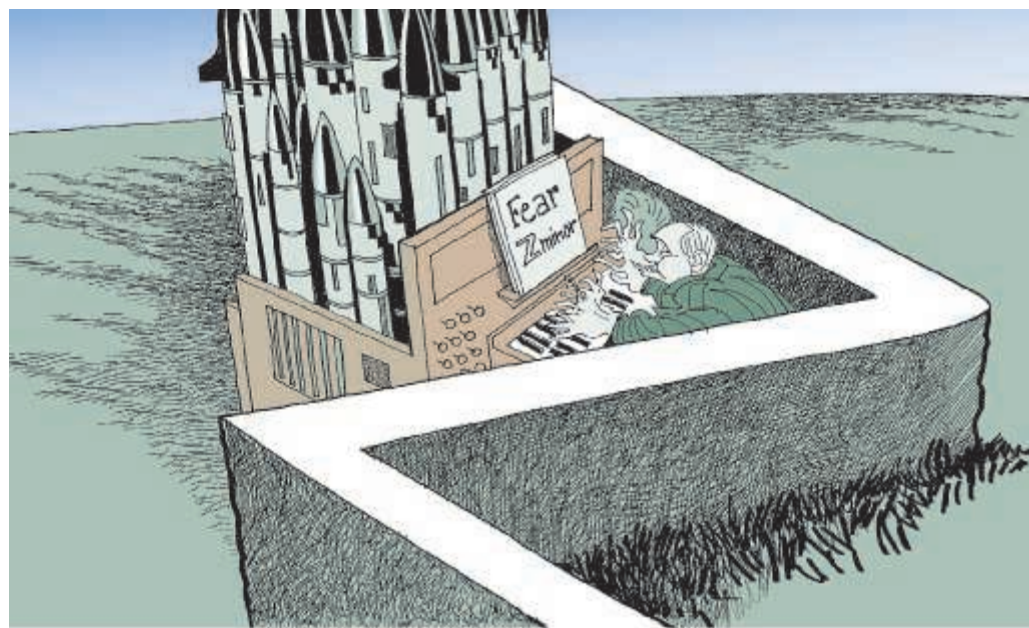


SUR NOTRE SITE

courrierinternational.com

La Fédération de Russie sera-t-elle démantelée ? Les référendums organisés dans des régions d’Ukraine partiellement occupées seraient une mesure désespérée, preuve que

la Russie serait au bord de la dislocation, une dissolution souhaitable, estime Serhiy Hrabovskiy, dans le quotidien **Den**. L’historien ukrainien appuie son argumentation sur un précédent historique : le retour à l’indépendance ou à leur pays d’origine des territoires annexés ou conquis par l’Allemagne après la Seconde Guerre mondiale. Un article traduit en français sur notre site.



Pékin prêche la paix

Pendant six mois, la Chine a conservé une attitude prudente, tout en maintenant sa proximité avec la Russie. Désormais, elle opte pour un discours en faveur de la paix en Ukraine.

La Chine était très attendue par les délégations, elle a derrière elle la volonté populaire”, titre le **Huanqiu Shibao** à l’issue d’une semaine diplomatique intense pour Pékin. Le quotidien nationaliste commente les réactions au discours du ministre des Affaires étrangères, Wang Yi, devant l’Assemblée générale des Nations unies, à New York, le 24 septembre, qui selon lui a reçu un accueil très favorable.

La question de l’Ukraine était certes en filigrane lorsque le ministre a mêlé ses appels à la coopération en faveur de la paix, sa foi dans la capacité de la Chine à y contribuer, ses attaques à peine voilées contre les États-Unis, et a dénié tout droit de regard de la communauté internationale sur la question de Taïwan. “Causer des turbulences et faire la guerre, c’est comme ouvrir une boîte de Pandore et, lorsque l’on déclenche une guerre par procuration, on peut facilement en subir le contre-coup”, a averti Wang Yi lors de son discours d’une vingtaine de minutes.

Pékin accuse régulièrement les États-Unis et l’Occident de mener en Ukraine une guerre par procuration contre la Russie. Selon le quotidien hongkongais **South China Morning Post**, ce discours, “émaillé de piques adressées aux États-Unis”, a aussi souligné la

volonté de Pékin de “mettre fin à la guerre en Ukraine” et réaffirmé la fermeté de sa politique à l’égard de Taïwan – à laquelle était consacrée une large partie de la prise de parole.

“Aucun pays n’est au-dessus des autres, et aucun pays ne devrait abuser de son pouvoir pour intimider d’autres pays souverains”, a ajouté Wang lors de cette première session plénière depuis l’invasion de l’Ukraine par la Russie en février dernier. Une formulation maintes fois réitérée depuis février, par laquelle Pékin évite toute désignation d’un coupable.

Selon les propos rapportés par **Nikkei Asia**, Wang a néanmoins réaffirmé que “la priorité est de faciliter des pourparlers de paix” : “La solution fondamentale consiste à répondre aux préoccupations légitimes de toutes les parties en matière

de sécurité et à mettre en place une architecture de sécurité équilibrée, efficace et durable. Nous appelons toutes les parties concernées à éviter que la crise ne déborde et à protéger les droits légitimes et les intérêts des pays en développement.”

La Chine se montre plus encline aux appels à la paix depuis l’évocation renouvelée du risque nucléaire. “Il y a quelques jours, le président russe déclarait que ‘des responsables de haut niveau de l’Otan avaient proféré des menaces nucléaires contre la Russie’”, écrivait le journal pékinois **Huanqiu Shibao** le 22 septembre, au lendemain du discours de Vladimir Poutine, dans un éditorial titré “En matière de guerre nucléaire, il ne sera pas possible de revenir en arrière”. Le journal nationaliste rappelle que “Poutine a affirmé que la Russie ‘possède de nombreuses armes pour riposter’” et que “ce n’est pas du bluff”.

Le titre n’oublie pas de pointer du doigt les États-Unis et l’Occident. D’après lui, si le système de non-prolifération nucléaire est plus fragile que jamais, “les États-Unis et l’Occident en sont en grande partie responsables”. Le **Huanqiu Shibao** semble adresser cette même critique à la Russie, sans toutefois la nommer, quand il affirme que “les armes nucléaires ne doivent pas être une grenade à main attachée à la taille, prête à être agitée pour effrayer les gens”.

“La spirale de la guerre est souvent inattendue, et il n’y a pas de remède au regret en matière de guerre nucléaire”, conclut le titre.

— **Courrier international**



Revue de presse



BETC Bouygues Telecom - Société anonyme au capital de 929 207 595,48 € - Siège social: 37-39, rue Boissière - 75116 PARIS - 397 480 930 RCS PARIS.

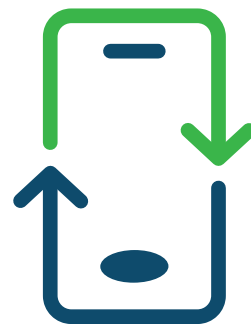


On n'arrêtera jamais de faire tomber nos smartphones.

Bouygues Telecom vous aide à faire réparer votre smartphone pour le faire durer plus longtemps.

Tous nos clients forfait Sensation bénéficient de **30 % de remise sur la réparation express de leur smartphone.**

Nos conseillers vous accueillent dans **nos 500 boutiques.**



solutions smartphone durable

RÉPARÉ · REPRIS · RECONDITIONNÉ · RECYCLÉ

Réparation sous 1 à 5 jours ouvrés avec remise de 30 % valable deux fois par an jusqu'au 04/02/23 pour les clients Sensation (engagement 12 ou 24 mois) auprès de notre partenaire WeFix. Conditions sur bouyguetelecom.fr. 📦 Kit mains-libres recommandé.



Iran. Les femmes défient les mollahs

Cheveux au vent, elles manifestent depuis le 16 septembre contre l'obligation du port du voile. Mais la répression meurtrière du régime islamique, en place depuis 1979, risque de venir à bout de ce nouvel élan révolutionnaire.



CARTOON MOVEMENT

A lors que le président iranien, Ebrahim Raïssi, participait à New York à l'Assemblée générale de l'ONU et prononçait un discours sur "la lutte contre l'injustice" et l'impérialisme occidental, en Iran, la rue n'en finissait plus de gronder, malgré une violente répression et des restrictions d'accès à Internet. La cause de cette colère est la mort, le 16 septembre, de Mahsa Amini, une jeune femme de 22 ans qui a succombé, à l'hôpital, à la suite de mauvais traitements infligés par la police des mœurs. Elle est devenue

depuis le symbole de l'oppression de tout un peuple par le régime islamique.

Selon le site **Middle East Eye (MEE)**, les manifestations qui secouent plusieurs villes du pays depuis le 16 septembre – jusqu'à la ville sainte de Qom, au sud-ouest de Téhéran – ont gagné en ampleur et se caractérisent par une forte participation féminine, des actes de défiance inédits, la transgression de tabous jusqu'ici intouchables et une mobilisation de toutes les classes sociales et générations. "Sur des images qui ont frappé les esprits

par leur puissance comme par leur rareté, des Iraniennes dansent en pleine rue avec leur voile dans la main [...] ou encore marchent fièrement la tête nue dans les allées grouillantes de différentes villes du pays", souligne le quotidien libanais **L'Orient-Le Jour**.

Dans une des vidéos devenues virales sur les réseaux sociaux, on voit des femmes ôter leur voile et le jeter dans le feu au milieu des applaudissements d'une foule en liesse, une scène jusqu'ici inédite dans ce pays soumis à un régime islamique depuis 1979.

"Femme, vie et liberté" ou "Mort au dictateur" sont les slogans phares de ce mouvement, qui prend de plus en plus l'allure d'une contestation antirégime. Risquant leur vie, certains manifestants n'hésitent pas à incendier des véhicules de police et à résister à mains nues aux forces de l'ordre. Il s'agit du plus important mouvement qu'ait connu l'Iran depuis novembre 2019 : celui-ci avait alors fait l'objet d'une violente répression, qui avait fait au moins 300 morts selon les ONG.

Sur le plan politique, le principal parti réformateur du pays a appelé les autorités, dans un communiqué publié le 24 septembre, à mettre fin, dans le pays, à l'obligation du port du voile islamique, en vigueur depuis 1983.

Terrible bilan humain. Si la mort de Mahsa Amini a mis le feu aux poudres, la colère des Iraniens couvait déjà pour plusieurs raisons : restrictions des libertés individuelles et collectives, arrestations arbitraires, scandales de corruption, situation économique délétère... Il s'agit cette fois du drame de trop.

Selon un journaliste politique iranien, cité par **MEE**, le mouvement actuel est différent de ceux qui l'ont précédé. "Lors des manifestations de 2019, les personnes issues des classes défavorisées étaient majoritaires. Aujourd'hui, des gens de toutes les classes, avec des opinions différentes, descendent dans la rue" pour exprimer leur malaise.

Face à l'ampleur du phénomène, les autorités ont décidé de durcir la répression. Selon l'ONG Iran Human Rights (IRS), établie

en Suède, le bilan humain s'élevait à 76 morts au 26 septembre. L'ONG Amnesty International accuse les forces de l'ordre de tirer à bout portant sur la foule.

Mais le mouvement ne s'est pas apaisé, la colère populaire a été exacerbée notamment par l'annonce de la mort de plusieurs jeunes manifestants.

"Pas d'objectif clair". Les autorités iraniennes ont, en parallèle, interpellé plus de 1200 personnes, principalement dans le nord du pays. Elles ont décidé par ailleurs, le 22 septembre, de restreindre l'accès à Internet et aux réseaux sociaux après la prolifération de vidéos de manifestants réclamant la chute du régime, selon **Al-Jazeera**.

L'ONG NetBlocks, spécialisée dans la cybersécurité, a signalé plusieurs interruptions quasi totales de la connexion à Internet "à l'échelle nationale", affirmant que les perturbations actuelles étaient les "plus graves" depuis les manifestations de 2019.

Cette fois-ci, le régime a justifié ces mesures en fustigeant "des actions menées par des contre-révolutionnaires à l'encontre de la sécurité nationale via ces réseaux sociaux", a indiqué l'agence iranienne **Fars News**.

Face à la crainte d'un essoufflement de la contestation et d'une répression féroce qui suivrait la coupure d'Internet dans le pays, des Iraniens vivant à l'étranger se sont mobilisés, jusqu'à lancer un appel désespéré au milliardaire Elon Musk pour qu'il déploie ses satellites Starlink et fournisse un accès à Internet aux Iraniens. "Bien que cette manifestation soit importante en nombre et en portée, il est peu probable qu'elle aboutisse à un résultat concluant en raison d'un manque de leadership et d'organisation", tempère un chercheur politique sous le couvert de l'anonymat, cité par **Middle East Eye**.

"Il n'y a pas d'objectif clair. Certaines personnes veulent la fin du hijab obligatoire, d'autres veulent l'abolition de la police des mœurs, et d'autres encore veulent le renversement de la République islamique, ajoute-t-il. Le système n'a d'autre choix que de résister. S'il recule, les répercussions seront

↳ Dessin de Jawad Morad, Belgique.

Chronologie

SIX MOIS DE COLÈRE ET DE CONTESTATION

29 mars — 2 000 spectatrices sont empêchées d'assister à un match de foot à Mashhad. Tollé général.

28 avril — Un rapport de deux ONG dénonce le nombre croissant d'Iraniennes exécutées par les autorités.

10-25 mai — La fin de subventions pour des produits de première nécessité provoque des manifestations dans une vingtaine de villes iraniennes.

23 mai — L'écroulement d'un immeuble à Abadan fait 41 morts et provoque la colère de la population, qui met en cause la corruption et l'incurie des autorités.

8 juin — Le déraillement d'un train fait des dizaines de morts et de blessés.

12 juin — La monnaie iranienne atteint un plus bas historique, alors que les pourparlers pour relancer l'accord international sur le nucléaire sont dans l'impasse.

23 juin — Plusieurs jeunes filles ayant retiré leur hijab lors d'un rassemblement de skateboard à Chiraz sont arrêtées.

8-11 juillet — Les réalisateurs Jafar Panahi, Mohammad Rasoulof et Mostafa Al-Ahmad sont arrêtés, accusés d'encourager des troubles et de "perturber la sécurité psychologique de la société".

16 septembre — Mahsa Amini meurt trois jours après son arrestation par la police des mœurs à Téhéran.

graves, et s'il abolit la police des mœurs, la prochaine étape serait la fin du hijab obligatoire, qui fait partie de l'identité du système. Donc, il ne reculera pas."

Le ton de la période à venir a d'ailleurs été donné par le président Raïssi, qui a prévenu que l'Iran "traitera[it] de manière résolue ceux qui mettront en péril la sécurité du pays". Le chef du pouvoir judiciaire, Gholamhossein Mohseni Ejei, a renchéri, soulignant "la nécessité d'une action décisive et sans clémence", faisant craindre un bain de sang.

— **Courrier international**



Écoutez

**CEUX
QUI AIMENT
OUVRIR
LE DÉBAT**

LAURENCE FERRARI

18H-19H

PUNCHLINE

Europe 1



amériques

États-Unis. Vols de migrants, le filon de Ron DeSantis

En déplaçant des migrants vers des “États sanctuaires”, le gouverneur de Floride, candidat à sa réélection et candidat putatif à la présidentielle de 2024, a fait de l’immigration un enjeu central des élections de mi-mandat du 8 novembre. Comme Trump en 2016.



—The Christian Science Monitor
(extraits) Boston

De Coral Gables (Floride)

Ron DeSantis, le gouverneur républicain de Floride est sous le feu des projecteurs. Son dernier coup médiatique – transporter par avion des migrants du Texas sur l’île cossue de Martha’s Vineyard, dans le Massachusetts, le 14 septembre – a attiré l’attention du pays tout entier et accru les spéculations sur sa probable candidature à la présidentielle de 2024.

Pour la gauche, cette manœuvre est un numéro cruel qui exploite des êtres humains désespérés et en fait des pions politiques. Pour les conservateurs, l’action du gouverneur DeSantis est un coup de génie : elle vient souligner l’afflux de migrants qui franchissent la frontière sud et remet la question de l’immigration sur la table juste avant les élections de mi-mandat du 8 novembre.

Le 18 septembre, Ron DeSantis a d’ailleurs reçu une *standing ovation* lors d’un meeting conservateur qui s’est tenu au Kansas. Et Donald Trump, qui réside lui aussi en Floride et a soutenu la candidature de DeSantis au poste de gouverneur en 2018, fulminerait en privé de voir cet homme qu’il a pris sous son aile rafler toute l’attention médiatique sur la question de l’immigration, un de ses sujets préférés.

Mais DeSantis a beau afficher ce qu’il a appris de Trump, il fait les choses différemment – pour le meilleur ou pour le pire. “Personnellement, je considère que c’est de la frime, souligne un stratège conservateur. Mais c’est génial pour récolter des fonds dans l’ensemble du pays, et ça renforce la stature de présidentiable de DeSantis.”

Le gouverneur de Floride, qui cherche actuellement à se faire réélire à son poste à l’occasion des élections de mi-mandat du 8 novembre prochain, pense avoir trouvé le bon filon. Il a déclaré à la presse qu’elle devait s’attendre à d’autres vols à

destination des “États sanctuaires” – ces localités qui se sont engagées à accueillir et protéger les migrants en situation irrégulière. Il a précisé que le Parlement de Floride avait affecté 12 millions de dollars au transport de migrants. Les deux vols à destination de Martha’s Vineyard ont, quant à eux, coûté 615 000 dollars.

La façon dont le gouverneur de Floride a organisé et orchestré ces vols reflète, selon certains, la différence fondamentale entre Trump, qui est connu pour agir à l’instinct, et DeSantis. “DeSantis est bien plus stratège, souligne l’universitaire Susan MacManus, professeure émérite à l’université de Floride du Sud. Il étudie soigneusement les grandes questions et cherche à savoir ce qui nécessite le plus d’attention de son parti. Puis, il choisit un lieu et un moment pour maximiser l’attention médiatique.”

Le traitement accordé aux journalistes par Trump et DeSantis présente des similitudes mais également des différences

↙ “S’en prendre aux migrants. Ça y est, il recommence... à me piquer mes idées.”

Sur les avions : Ramener la haine en Amérique. Dessin de Bill Day paru sur FloridaPolitics.com, États-Unis.

fondamentales. Les deux hommes expriment de l’antipathie pour les médias et s’en servent comme faire-valoir pour marquer des points politiques. Mais leurs stratégies médiatiques sont bien différentes. Malgré ses dénonciations, Trump aime bien ferrailer avec les journalistes. Quand il était président, il avait maintenu la tradition du pool de journalistes qui le suivait à Washington comme en déplacement. Il est beaucoup plus difficile de couvrir DeSantis. “Il n’aime pas les questions, confie Aubrey Jewett, chercheur en sciences politiques à l’Université de Floride Centrale. Je ne sais pas dans quelle mesure il est vraiment convaincu d’être traité [injustement] par les journalistes et dans quelle mesure c’est du cinéma politique.”

Plus jeune et plus avisé. La grande exception, c’est la chaîne de télévision Fox News, dont la couverture favorable a contribué à le propulser au poste de gouverneur il y a quatre ans, tout en attirant sur lui l’attention de Donald Trump. Certains observateurs relèvent aujourd’hui que Fox News semble prendre ses distances avec Trump, alors que DeSantis continue d’apparaître régulièrement sur la chaîne.

Si le gouverneur de Floride incarne pour certains une version plus jeune et plus avisée de l’ancien président, d’autres trouvent qu’il lui manque le sens du spectacle et le charisme qui faisaient que Trump avait tant de succès auprès du public. Trump aime plus le contact avec les gens, précisent certains conservateurs qui connaissent les deux hommes. Ron DeSantis, lui, a fait de gros progrès quand il s’adresse à un large public, mais il peut se montrer distant en petit comité.

À l’approche des élections de mi-mandat, les deux hommes parcourent le pays et multiplient les apparitions à des meetings pour rallier les électeurs conservateurs, récolter des fonds et soutenir les candidats conservateurs en campagne dans les circonscriptions les plus disputées. L’enjeu est de taille : le contrôle de la chambre des Représentants et du Sénat de Washington, ainsi que plusieurs postes de gouverneur, dont celui de Ron DeSantis.

Mais pour le moment, c’est DeSantis qui semble faire rêver les conservateurs – et déclencher l’ire de la gauche – en mettant en lumière le problème d’immigration du pays, exactement comme Trump l’avait fait en 2016. Et les réactions à l’affaire de Martha’s Vineyard “reflètent totalement le clivage de ce pays”, analyse Susan MacManus. Les habitants de l’île ont été

salués pour la compassion et l'aide matérielle qu'ils ont apportée à la cinquantaine de migrants, en majorité originaires du Venezuela, débarqués par surprise le 14 septembre de deux petits avions. Puis ils ont été critiqués quand ces migrants ont été transférés dans une base militaire de Cape Cod. Certains les ont même taxés d'hypocrisie. C'est Charlie Baker, le gouverneur républicain du Massachusetts, qui est à l'origine de ce transfert, il a allégué que les intéressés auraient un meilleur accès aux services dont ils ont besoin.

Ici, en Floride, où les Latinos constituent un élément essentiel de l'électorat, le fait que les migrants envoyés à Martha's Vineyard soient en majorité vénézuéliens provoque une certaine perplexité. La communauté vénézuélienne de Floride penche du côté républicain, en partie en réaction au régime socialiste de son pays d'origine. Mais il est trop tôt pour savoir quelles seront les retombées politiques – à l'échelle de l'État et du pays – du projet de DeSantis de multiplier les transferts de migrants. Pour le moment, les conservateurs expriment un soutien enthousiaste, tandis que la gauche est horrifiée. "Dans notre communauté, c'est toxique", confie la sénatrice démocrate Annette Taddeo, qui est opposée à la républicaine Maria Salazar dans une circonscription du sud de la Floride. M^{me} Taddeo est d'origine colombienne, et M^{me} Salazar d'origine cubaine.

En revanche, deux femmes qui brandissaient récemment des pancartes estampillées Ron DeSantis au coin d'une rue de Lauderdale-by-the-Sea soutiennent totalement la tactique du gouverneur : "DeSantis n'aurait pas pu mieux faire."

—Linda Feldmann
Publié le 19 septembre

Contexte

●●● C'est le gouverneur républicain du Texas, Greg Abbott, qui a inauguré la tactique du transfert de demandeurs d'asile vers les "États sanctuaires" du nord du pays. Dès avril, il a affrété des bus pour transporter des migrants vers Washington, New York et Chicago. Comme le note le **Texas Monthly**, il a servi d'exemple aux gouverneurs de Floride et d'Arizona. Le nombre record de migrants arrêtés au moment où ils tentent d'entrer aux États-Unis – plus de 2 millions en un an, selon le **New York Times** – pourrait accentuer le phénomène. De quoi pousser les élus républicains à la surenchère pour prouver que Joe Biden préside à une crise migratoire sans précédent.

Trump croule sous une avalanche d'enquêtes

C'est un véritable déluge d'enquêtes pénales, parlementaires et civiles qui visent désormais l'ancien président. De quoi doucher ses espoirs de se réinstaller un jour à la Maison-Blanche ?

—The Guardian (extraits) Londres

ANew York, l'action civile engagée contre Trump et trois de ses enfants pour fraude fiscale pourrait bien faire capoter le projet de retour en selle de l'ancien président. Le 21 septembre, Trump et trois de ses enfants ont en effet été accusés d'avoir menti à l'administration fiscale, à des établissements de crédit et à des compagnies d'assurances dans le cadre d'une fraude fiscale d'une "ampleur considérable" consistant à falsifier systématiquement la valeur de leurs biens à des fins d'enrichissement personnel.

Cette procédure civile engagée par la procureure générale de New York, Letitia James, intervient au moment où le FBI mène l'enquête sur des documents sensibles que Trump avait en sa possession à Mar-a-Lago, en Floride, et où un grand jury de l'État de Géorgie est en train de déterminer si lui et d'autres ont tenté d'influencer des agents électoraux locaux après sa défaite contre Biden.

L'ancien président a laissé entendre à plusieurs reprises qu'il avait l'intention de se représenter à la Maison-Blanche en 2024. Or cette avalanche d'enquêtes pénales, civiles et parlementaires pourrait bien réduire ses espoirs à néant. "Il est cuit, tranche Allan Lichtman, professeur d'histoire à l'American University de Washington, *Trump a trop de casseroles pour pouvoir se représenter, quand bien même il échapperait à la prison et au dépôt de bilan. Et je ne suis pas sûr qu'il échappe à la prison.*"

Fausse déclaration. Au terme de trois ans d'enquête, Letitia James, la procureure générale de New York, a conclu que Trump avait produit des déclarations frauduleuses au sujet de son patrimoine et de fausses valorisations d'actifs en vue d'obtenir des prêts, de toucher des prestations d'assurances et de payer moins d'impôts. Le bureau de la procureure a demandé que l'ancien président verse un minimum de 250 millions de dollars d'indemnités et que sa famille se voit interdire toute activité commerciale dans l'État de New York. Si Letitia James ne peut pas porter d'accusations à caractère pénal contre Trump, elle a fait savoir qu'elle transmettait des allégations de délits pénaux au parquet fédéral de Manhattan

ainsi qu'à l'administration fiscale. Pour sa défense, Trump a martelé comme à l'accoutumée que ces poursuites relevaient d'une "nouvelle chasse aux sorcières".

Selon certains observateurs, cette procédure écorne sérieusement l'image que Trump aime donner de lui-même. Pour

"Il est cuit. Il a trop de casseroles pour pouvoir se représenter. Et je ne suis pas sûr qu'il échappe à la prison."

Allan Lichtman,
PROFESSEUR D'HISTOIRE

le professeur de droit constitutionnel de Harvard Laurence Tribe "Trump s'inquiète sans doute plus de [voir son empire s'écrouler] que d'avoir à enfiler une combinaison orange [de détenu]".

Nul ancien président n'a jamais fait l'objet d'autant d'enquêtes, ni d'aussi graves. [En août] des agents du FBI ont perquisitionné sa propriété de Mar-a-Lago et mis la main sur des documents officiels "strictement confidentiels". Trump risque la mise en examen pour violation de la loi sur l'espionnage, obstruction d'une enquête fédérale et négligence dans la gestion de documents officiels sensibles. Comme souvent dans sa carrière, il a tenté de mettre des bâtons dans les roues de la justice. Il a gagné du temps en convainquant un tribunal de nommer le juge Raymond Dearie

comme arbitre indépendant pour examiner les documents en question. Or celui-ci a l'air de tout sauf d'un béni-oui-oui.

L'ancien président fait également l'objet d'une enquête menée par le grand jury de l'État de Géorgie pour avoir tenté de faire annuler les résultats de l'élection dans l'État en 2020. Le ministère de la Justice enquête également actuellement sur son rôle dans l'assaut du Capitole le 6 janvier 2021 par une horde de ses partisans. À quoi s'ajoute la commission d'enquête sur le 6 janvier conduite parallèlement à la Chambre des représentants.

En outre, la Trump Organization – qui gère hôtels et golfs à travers le monde – devrait comparaître au pénal le mois prochain, accusée d'avoir octroyé des bonus non déclarés à certains de ses cadres. Cela n'empêche pas Trump de poser les jalons d'une éventuelle campagne présidentielle et d'accuser le gouvernement de Joe Biden de chercher à le torpiller politiquement.

Interrogé par une radio conservatrice sur ce qui se produirait s'il était mis en examen dans l'affaire des dossiers classifiés de Mar-a-Lago, il a répondu : "Je pense que nous aurions dans ce pays des problèmes qu'on n'y a sans doute jamais vus. Je ne crois pas que les habitants des États-Unis le toléreraient."

—David Smith

Publié le 22 septembre



SOURCE

THE GUARDIAN

Londres, Royaume-Uni
Quotidien, 134 443 ex.
theguardian.com

Né en 1821, ce titre emploie certains des chroniqueurs les plus respectés du pays. Orienté au centre gauche, *The Guardian* est le journal de référence de l'intelligentsia, des enseignants et des syndicalistes.

Tourner la page de la dictature

CHEZ VOTRE MARCHAND
DE JOURNAUX – 8,50 EUROS





france



← **Nicholas Hodler**, directeur général du géant verrier Arc, devant l'entrée de l'usine, à Arques (Pas-de-Calais).

↘ **Ligne d'assemblage de verres dans l'usine Arc.**

Photos *Andréa Mantovani* / *The New York Times*

aluminium, réduit d'un tiers la production de son haut-fourneau en Norvège. Aux Pays-Bas, Nyrstar, plus gros producteur de zinc, a interrompu la production jusqu'à nouvel ordre.

Même le papier toilette n'y échappe pas : en Allemagne, la société Hakle, l'un des plus gros fabricants, a annoncé qu'elle était devenue insolvable du fait d'une "crise historique de l'énergie".

Une crise qui préoccupe les habitants d'Arques. L'économie de cette ville est liée à la fabrication du verre depuis plus d'un siècle. Le groupe Arc tel qu'il existe aujourd'hui a été fondé en 1825 sous le nom de Verrerie Cristallerie d'Arques, il s'agissait alors d'un petit fabricant

—The New York Times
New York

Le four chauffé à 1500 °C rougeoyait. Les ouvriers de l'usine de verre d'Arc International le chargeaient de sable, qui entrait lentement en fusion. Non loin de là, dans les ateliers, des machines injectaient de l'air chaud dans la masse de verre et la transformaient en milliers de verres à vin délicats, destinés aux restaurants et aux foyers du monde entier. Nicholas Hodler, directeur général du groupe Arc, examinait la chaîne de montage qui scintillait dans la lueur bleutée des flammes de gaz naturel.

Depuis des années, Arc a bénéficié d'une énergie à bon marché, ce qui a contribué à en faire le plus grand fabricant mondial de vaisselle en verre – et un employeur essentiel dans cette région ouvrière du nord de la France [Pas-de-Calais].

Mais les répercussions de la coupure du gaz russe en Europe mettent l'entreprise en difficulté. La hausse des prix de l'énergie

Économie. L'industrie dans le noir

La hausse des coûts de l'énergie conduit de nombreuses entreprises à réduire leur activité, avec des conséquences directes sur le plan local mais aussi sur la santé économique du pays. Exemple dans une verrerie du Pas-de-Calais.

est telle que Nicholas Hodler a dû réviser ses prévisions de conjoncture six fois en deux mois. Récemment, l'entreprise a mis un tiers de ses 4500 salariés au chômage partiel. Sur les neuf fours de l'usine, quatre vont être arrêtés; les autres passeront du gaz naturel au gazole, un carburant meilleur marché mais plus polluant.

"C'est la situation la plus dramatique que nous ayons connue, explique Nicholas Hodler, en criant pour couvrir le cliquetis des verres. Pour des entreprises très consommatrices d'énergie comme la nôtre, c'est un vrai coup dur."

Arc n'est pas la seule dans ce cas. La flambée des prix de l'énergie pénalise lourdement

l'industrie européenne, obligeant les usines à réduire rapidement la production et à mettre des milliers de leurs salariés au chômage partiel. Même si de telles mesures sont censées être temporaires, elles accroissent le risque d'une forte récession en Europe. La production industrielle de la zone euro a baissé de 2,3 % en juillet par rapport à 2021, la plus forte diminution en plus de deux ans.

D'autres secteurs, comme la métallurgie, la papeterie, la production d'engrais et tant d'autres ont annoncé des mesures d'économies. En effet, ils sont tributaires du gaz et de l'électricité pour transformer des matières premières en produits finis, depuis les portières de voitures jusqu'aux boîtes en carton. Selon Eurométaux, l'association industrielle européenne des métaux, la moitié de la production d'aluminium et de zinc a été arrêtée.

Le plus grand sidérurgiste d'Europe, Arcelor Mittal, a mis à l'arrêt des hauts-fourneaux en Allemagne. Alcoa, un fabricant mondial de produits en

"Pour des entreprises très consommatrices d'énergie comme la nôtre, c'est un vrai coup dur."

Nicholas Holder, DIRECTEUR GÉNÉRAL DU GROUPE ARC

local de verres à pied en cristal. Aujourd'hui, Arc dispose d'un site de production gigantesque, dont la superficie équivaut à la moitié de Central Park. Arc fait travailler indirectement quelque 15000 personnes dans la région, depuis les usines de carton qui emballent ses produits en verre jusqu'aux sociétés de transport qui les acheminent. La société possède aussi des usines en Chine, à Dubai et au New Jersey.

"L'arrêt des fours est une mauvaise nouvelle", regrette un salarié qui travaille dans cette usine depuis vingt-huit ans et qui s'exprime sous anonymat. "C'est sûr, la hausse des coûts de l'énergie a des répercussions, ajoute-t-il. Mais c'est effrayant de voir la vitesse à laquelle ça se passe."



REPORTAGE

Dans une certaine mesure, cette crise est une retombée des sanctions européennes décidées contre la Russie après son invasion de l'Ukraine. Les entreprises européennes accusent le coup. Cette situation sape la confiance dans ces sociétés et leur capacité à planifier.

La semaine dernière, la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a proposé d'amortir le choc en plafonnant [à 180 euros par mégawattheure] les revenus des producteurs d'électricité bon marché et en obligeant les compagnies pétrolières à partager les bénéfices qu'elles tirent de la hausse des prix de l'énergie.

Trop tard. Mais ces solutions risquent de survenir trop tard. Les coûts ont déjà grimpé à des seuils trop élevés par rapport aux moyens financiers de nombreux industriels. Des milliers de sociétés européennes voient arriver à échéance les contrats d'énergie à prix fixe qu'elles ont souscrits quand les tarifs étaient moins élevés, et doivent les renouveler en octobre aux prix actuels.

Les tarifs de l'électricité sur un an, qui sont liés au prix du gaz, sont environ de 1 000 euros le mégawattheure en Allemagne et en France, tandis que le gaz naturel atteint des sommets, à environ 230 euros le mégawattheure.

Après 1989, quand l'Allemagne [de l'Est] est passée du communisme au capitalisme, la porcelaine d'Eschenbach a tenu le choc. Mais quand ses contrats vont devoir être renouvelés à la fin de l'année, la société va se retrouver avec une facture énergétique annuelle de 5,5 millions d'euros, soit six fois ce qu'elle débourse aujourd'hui, déplore son directeur, Rolf Frowein : "Cela voudrait dire que nous devrions plus que doubler nos prix. Personne ne paiera des sommes pareilles pour nos tasses et nos assiettes."

Eschenbach, une société vieille de 130 ans, établie dans le Land

oriental de Thuringe, est en pourparlers avec les autorités locales pour trouver une solution. Des dizaines de petites et moyennes entreprises allemandes sont confrontées au même problème et craignent de devoir mettre la clé sous la porte.

À une heure de l'usine d'Arc, Aluminium Dunkerque, le plus grand producteur français d'aluminium, va mettre au chômage technique une partie de son personnel de 620 personnes et réduire la production de plus de 20 %, sa facture énergétique



risquant d'être multipliée par quatre. "Nous passons dix fois plus de temps qu'avant à nous occuper de questions liées à l'énergie, déplore son directeur général, Guillaume de Goÿs. Nous espérons que la crise n'aura qu'un temps, mais si elle dure l'industrie européenne va avoir de très gros ennuis."

Nicholas Hodler s'efforce de tirer Arc de ce mauvais pas, après des années de difficultés financières liées à une expansion excessive et, plus récemment, aux confinements. En décembre, peu après qu'il a pris ses nouvelles fonctions, après un changement de direction, Arc a reçu un prêt d'urgence de 45 millions d'euros garanti par l'État français, et demande maintenant de nouvelles aides aux pouvoirs

publics pour pouvoir honorer ses factures d'énergie.

Ce site industriel, qui consomme autant d'énergie que 200 000 foyers, fabrique toutes sortes de produits liés aux "arts de la table", notamment des assiettes Luminarc et de la verrerie Cristal d'Arques pour les particuliers et l'hôtellerie-restauration. Au total, Arc produit 4 millions de verres par jour, ainsi que, par exemple, des bougeoirs pour Bath & Body Works [chaîne américaine de produits de beauté et d'articles pour la maison] ou des verres promo-

tionnels pour Heineken. Pour cela, l'entreprise utilise des fours qui doivent rester allumés vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Mais depuis cet été, la facture énergétique d'Arc est passée à 75 millions d'euros, alors qu'elle était à 19 millions d'euros il y a un an.

Empreinte carbone. Pour couvrir le tout, les consommateurs ont brusquement cessé d'acheter des articles comme les machines à laver, pour lesquelles Arc fabrique des hublots, ce qui a fait dégringoler les commandes.

"Les gens sont préoccupés par les factures énergétiques qu'ils vont avoir cet hiver, fait valoir Nicholas Hodler. Ils se disent : 'J'attendrai pour acheter cet article non essentiel.'"

En septembre, 1 600 ouvriers ont été invités à rester chez eux deux jours par semaine.

Face à cette situation inextricable, la direction d'Arc cherche désespérément des solutions, dont certaines sont douloureuses.

En septembre, 1 600 ouvriers ont été invités à rester chez eux deux jours par semaine pour réduire les coûts. Et, pour la première fois, les fours d'Arc vont être alimentés au gazole et non plus au gaz, qui était fourni directement à l'usine par un gazoduc. Le gazole va accroître l'empreinte carbone d'Arc de 30 %, et doit être livré en très grosses quantités par camions-citernes.

L'idée de devoir arrêter des fours était plus décourageante encore. "On ne peut pas se contenter de mettre à l'arrêt un four de verrerie – cela le détruirait, explique Hodler. La chaleur des fours doit diminuer lentement, mais ensuite il faut plus d'un mois pour les faire remonter à la température initiale."

Deux fours qui devaient être révisés pourraient rester hors service pendant un certain temps, poursuit-il. Deux autres vont être temporairement arrêtés pour tenir compte de la baisse de la demande. "Nous ne voulons pas stopper entièrement l'activité, commente Nicholas Hodler. Mais il n'est pas question de produire si nous perdons de l'argent."

Résultat : les habitants d'Arques sont très inquiets. Au Cristal, un café où les ouvriers de l'usine d'Arc ont leurs habitudes, l'avenir des fours est dans toutes les conversations. "Arc fait travailler toute la région", observe Valérie Harle, la propriétaire de l'établissement. Fondé en 1939, ce café a été nommé en l'honneur de Georges Durand, qui a fait de la cristallerie d'Arques, jusqu'alors une petite usine, un

véritable empire. Elle poursuit : "Si les fours sont à l'arrêt, il n'y a plus de travail."

Pour Véronique Cognoti, une résidente de longue date, les habitants de la région craignent un effet domino. "Beaucoup d'autres entreprises dépendent de cette usine, note-t-elle. Les sociétés de transport, les fabricants de carton, tous vont être pénalisés."

À une table proche, un homme qui parle sous le couvert de l'anonymat explique qu'il a été mis au chômage technique ce mois-ci, depuis qu'Arc a réduit sa production. Il travaille pour une usine de carton située à proximité, qui fabrique des emballages pour le verrier. "Vu les prix de l'énergie, l'usine ne travaille plus autant qu'avant, et il y a déjà une réaction en chaîne", assure-t-il.

Il touche 80 % de son salaire pour rester chez lui pendant que son usine est mise à l'arrêt, mais cela vient s'ajouter à une perte de salaire de 130 euros. De plus, il doit déboursier désormais près de 100 euros pour faire le plein de sa petite voiture, contre environ 50 euros au début de l'année. "Cela va devenir un très gros problème", conclut-il.

— Liz Alderman
(avec Melissa Eddy
en Allemagne)

Publié le 19 septembre

SOURCE



THE NEW YORK TIMES

New York, États-Unis

Quotidien

nytimes.com

Avec 1 600 journalistes, 35 bureaux à l'étranger et quelque 5 millions d'abonnés, *The New York Times*, créé en 1851, est le quotidien de référence des États-Unis. La famille Ochs-Sulzberger, qui, en 1896, en a pris le contrôle, est toujours à la tête du journal de centre gauche.

LES MOTS DES AUTRES

L'actualité racontée par les langues étrangères. Un podcast de Courrier international.

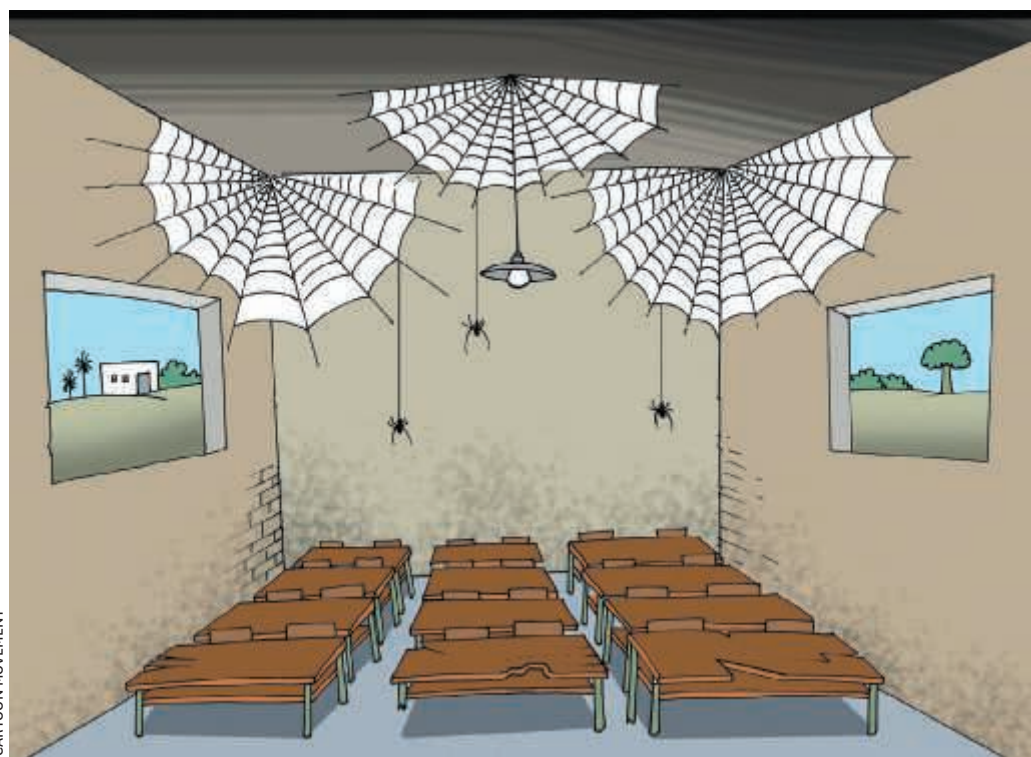
À ÉCOUTER SUR NOTRE SITE ET SUR VOTRE APPLICATION DE PODCAST PRÉFÉRÉE



afrique

Afrique du Sud. À Soweto, on achève bien les écoles

Dans ce township de la banlieue de Johannesburg, les fermetures d'établissements scolaires se succèdent, laissant les élèves sans solution éducative. Un abandon qui reflète le triste état du système éducatif du pays.



CARTOON MOVEMENT

—Daily Maverick (extraits)
Johannesburg

Ces dernières années, plusieurs écoles publiques de Soweto ont fermé leurs portes. Très rarement consultée au préalable, la population de ce township sud-africain [à 15 kilomètres de Johannesburg, dans la province du Gauteng] a pris l'initiative de donner une seconde vie aux bâtiments abandonnés. Difficile de croire que ces écoles ont un jour été les joyaux de leur quartier lorsque certaines servent désormais de repaire aux toxicomanes la nuit et de lieu de rassemblement pour des événements religieux le jour.

Nombre de ces établissements tombent en ruine. Victimes des

ravages du temps qui passe et du manque d'entretien, ils sont pour la plupart vandalisés ou inutilisables. «La fermeture des écoles s'explique par le faible nombre d'inscrits, qui était bien inférieur au taux moyen des autres établissements», se défend Elijah Mhlanga, porte-parole du ministère de l'Éducation.

Locaux reconvertis. D'après le ministère de l'Éducation de la province du Gauteng, les fermetures d'établissements scolaires sont imputables à trois raisons : la diminution du nombre d'élèves, les classes à plusieurs niveaux où l'enseignement et les apprentissages étaient compromis, ou la localisation des écoles sur des terres agricoles en milieu rural.

De nombreuses initiatives d'habitants ont donc vu le jour après la fermeture des établissements scolaires. Parmi elles, des créations d'entreprise, des services de garderie, des rassemblements religieux, des ateliers de jardinage ou encore des centres de désintoxication. L'entreprise d'Ashley Matuneng, jeune tailleur installé dans les locaux de l'ancienne école primaire de Matubeng [à Soweto], en est un exemple. Si le Sowetien n'a pas souhaité répondre à nos questions lors de notre passage, il affirme néanmoins gérer ses activités dans l'établissement depuis quatre ans.

Toutes les écoles n'ont pas eu le même destin. Celle de Tirisano — dont les élèves et le corps enseignant ont été réorientés vers

l'école voisine de Sekwati après la fusion des deux établissements — a été pillée par des voyous avant d'être démolie, début 2019.

Steve Mabona, porte-parole du ministère de l'Éducation du Gauteng, décrit la procédure de fermeture des écoles publiques : «D'une part, les écoles fermées par le passé ont été rendues au ministère du Développement des infrastructures du Gauteng, car tous les bâtiments sont sa propriété. D'autre part, notre politique stipule que, lorsque la direction d'une école décide de fermer son établissement, le [conseil d'administration de l'école] organise une réunion dont l'ordre du jour, le procès-verbal et les registres de présence doivent être conservés. Tous les parents doivent parvenir à un consensus et une réunion de quartier, préalablement annoncée dans le journal local, doit être organisée afin de débattre des raisons de la fermeture ou de l'intention de fermeture de l'école», poursuit-il, avant d'ajouter que la décision doit être approuvée par l'ensemble de la communauté.

Aucune consultation. Le directeur de district monte ensuite un dossier rassemblant tous les documents afférents et publie un avis dans la presse écrite. Au terme d'un délai de trente jours après la publication, les écoles concernées sont alors officiellement retirées du registre. «Si aucune objection n'est faite, le ministère de l'Éducation du Gauteng rédige la déclaration de fermeture de l'école, approuvée par les membres du conseil exécutif, où il précise les raisons ayant conduit à cette décision. Sachez que le ministère est plutôt réticent à fermer ces établissements et à les rendre au ministère du Développement des infrastructures, affirme Steve Mabona. Les écoles sont ensuite réaffectées en écoles spécialisées (Special Schools), en centres de développement de la petite enfance (Early Childhood Development Centres), ou en tout autre type d'établissement, selon les besoins de la communauté.»

De nombreux Sowetiens, y compris ceux vivant à deux pas des écoles fermées, assurent pourtant ne pas avoir été informés des procédures de fermeture.

Kelemogile Mogashoa dirige une association à but non lucratif dans l'école primaire de

↳ Dessin de Derkaoui Abdellah, Maroc.

Matubeng. Avant de lancer son projet, qui comprend entre autres un programme d'alimentation et un centre de désintoxication, elle a demandé l'autorisation au concierge de l'école : «J'ai demandé au concierge si je pouvais utiliser les locaux de l'école, je ne paie rien pour cela, mais toutes les activités sont financées sur mes deniers personnels», explique-t-elle. Elle précise que le réseau électrique de l'école était intact, mais qu'un point d'eau manque toujours, faute d'avoir pu acheter un robinet.

Conformément à la loi sud-africaine de 1996 sur les écoles, toute fermeture d'un établissement scolaire public doit passer par la consultation préalable des

Selon des travaux d'experts, 80 % des élèves de 9 à 10 ans ne comprennent pas ce qu'ils lisent.

habitants. Le conseil exécutif ne doit pas agir avant d'avoir organisé une réunion publique, qu'il aura annoncée suffisamment en amont afin de permettre à la communauté de lui soumettre ses remarques sur le sujet. Observations dont la personne chargée de la fermeture de l'école doit tenir compte, précise encore le texte.

Pourtant, de nombreux Sowetiens et anciens élèves insistent sur le fait qu'ils n'ont pas été consultés avant la fermeture des écoles. «Je n'ai pas le souvenir de la moindre consultation», affirme Phutheko Modirwa, ancien élève de l'école primaire de Lerechabetse, qui vit dans le quartier de Moletsane [à Soweto]. Son école comptait parmi les 26 établissements fermés en 2013 par Angie Motshekga, la ministre de l'Éducation. «C'est dommage que l'école ait dû fermer, mais nous ne sommes pas en mesure de contester la décision. [...] J'ai vu quelques personnes dans les bâtiments, mais je ne sais pas ce qu'ils font», confie-t-il.

Thami Nkosi, un habitant de 59 ans qui vit dans le même quartier, assure quant à lui que trois écoles primaires du coin ont fermé sans que personne soit consulté.

D'après le ministère de l'Éducation, une école primaire doit compter au moins entre 135



et 310 élèves pour rester ouverte. Le seuil minimal pour l'enseignement secondaire est quant à lui fixé à 200 élèves. Telles sont du moins les normes minimales établies en Afrique du Sud en matière d'infrastructures scolaires, publiées au journal officiel (*Government Gazette*).

Comme le rappelle son secrétaire général, Matakanye Matakanye, la National Association of School Governing Bodies (Association nationale des conseils d'administration scolaires) non seulement s'oppose à la fermeture d'écoles, mais elle demande même "à l'État d'en construire davantage".

Transports défaillants. "Ils ne respectent pas la loi, ils maltraitent les populations en leur imposant des fermetures et en envoyant les élèves dans des établissements éloignés. Ils ne mettent même pas en place les transports scolaires qu'ils promettent", déplore-t-il. Ainsi, élèves et enseignants de l'école primaire de Bakgomana, qui ont vu leur établissement fermer, attendent toujours une solution de transport. "Au moment même où nous parlons, poursuit Matakanye Matakanye, les enfants du district de Sedibeng ne vont pas à l'école."

D'après le ministère provincial, "tout le matériel des écoles a été inventorié [au moment de leur fermeture] [...] afin d'être envoyé aux nouveaux établissements d'accueil ou réparti dans d'autres écoles de la province". Dans le cadre d'un processus de "rationalisation et de redéploiement" qui a d'ailleurs été largement critiqué, les écoles d'accueil sont censées recevoir les élèves des établissements fermés ainsi qu'une partie de leurs équipements.

Une politique qui ne concerne pas les enseignants, assure le porte-parole du ministère de l'Éducation du Gauteng, Steve Mabona. "Les enseignants en sur-nombre sont généralement mutés dans les écoles en sous-effectifs, ou continuent de faire cours au même endroit en tant qu'éducateurs supplémentaires", poursuit-il.

Elijah Mhlanga, porte-parole du ministère de l'Éducation, ajoute quant à lui que "les redéploiements, les fusions et les fermetures d'écoles participent d'une démarche de rationalisation des services éducatifs essentielle à l'efficacité des apprentissages et de l'enseignement".

De son côté, le South African Democratic Teachers Union (Syndicat démocratique des enseignants d'Afrique du Sud) est vent debout contre cette politique de rationalisation et de redéploiement. "Pas de ça chez nous", lâche son secrétaire général, Mugwena Maluleke, quand

on l'interroge sur la position de l'organisation syndicale.

Les écoles sud-africaines sont en proie depuis des décennies à des modes de fonctionnement et à des installations inadaptés. La grande précarité de certaines constructions, les sureffectifs, le manque de livres, la crise des manuels scolaires au Limpopo, l'absence d'électricité, de connexion Internet et d'accès à l'eau potable, le moral en berne du personnel ainsi que la pénurie d'enseignants ne sont qu'un aperçu de l'échec du système éducatif du pays.

Selon les travaux menés cette année par un groupe d'experts, 80 % des élèves âgés de 9 à 10 ans ne comprennent pas ce qu'ils lisent. En février 2020, le ministère de l'Éducation du Cap-Ouest, qui depuis des années déjà devait faire construire des salles dans quatre écoles où les élèves étaient parfois 100 par classe, s'est vu ordonner par la haute cour de Mthatha d'ouvrir 65 classes dans un délai de quatre-vingt-dix jours.

Bharath Neresh, auteur d'un article sur les effets de la politique de "rationalisation et redéploiement", n'a quant à lui aucun doute : "Les études montrent clairement que [cette] politique [...] a eu des conséquences négatives sur la culture de l'enseignement et de l'apprentissage. Derrière la volonté affichée d'améliorer l'enseignement en Afrique du Sud, il est évident qu'il s'agissait de mesures purement politiques."

—**Bheki C. Simelane**
Publié le 11 septembre

Contexte

Chômage, criminalité, corruption... Un État défaillant

●●● C'est la question que posait mi-août le **Financial Times** dans un long reportage consacré à l'Afrique du Sud. Le quotidien dressait un sombre tableau, rappelant que le pays connaissait un taux de criminalité élevé, un chômage officiel de 34,5 %, avec des pics à 60 % pour la jeunesse, des coupures de courant quotidiennes, des émeutes, des infrastructures en ruine et une corruption endémique. De son côté, le **Daily Maverick** est catégorique : "Dire que l'Afrique du Sud est au bord du gouffre est un euphémisme; l'État s'est effondré. Il a toutes les caractéristiques d'un État défaillant." Un constat partagé par l'ancien président Thabo Mbeki, qui a averti que l'Afrique du Sud pourrait bientôt vivre l'équivalent d'un "printemps arabe".

"Une nation en panne"

En proie à une série de pannes dans ses centrales électriques, le pays subit des coupures de courant exceptionnelles. Qui perturbent l'approvisionnement en eau et toutes les activités économiques.

Une nation en panne." C'est ainsi que le média sud-africain **News24** a intitulé son dossier spécial sur la crise énergétique qui secoue l'Afrique du Sud. Confrontée à une centaine de pannes sur ses centrales vieillissantes en deux semaines, la compagnie publique d'électricité sud-africaine Eskom a mis en œuvre un niveau de délestage exceptionnel, des coupures de courant ponctuelles, depuis le 18 septembre pour éviter l'effondrement du réseau.

À Johannesburg, les quartiers sont privés l'électricité à tour de rôle durant deux à quatre heures, trois fois par jour. Une vague de coupures qui suscite "une fois de plus des inquiétudes quant à l'avenir de ce pays", constate le site d'investigation sud-africain **Daily Maverick**.

À l'origine de pannes sur les centrales à charbon sud-africaines, vieilles pour la plupart de plus de quarante ans. "Le résultat de décennies de défaut de maintenance", souligne **News24**. Ulcérés, les Sud-Africains dénoncent sur le site d'information "un cauchemar total", "pire que la pandémie". Les pénuries d'électricité pèsent lourdement sur l'économie. "Les coupures actuelles – les pires de l'histoire – ont largement contribué à la contraction de l'économie de 0,7 % au deuxième trimestre [2022], indique **Bloomberg**. Les coupures prolongées constituent un danger pour les travailleurs des mines profondes et nuisent aux usines dans le pays le plus industrialisé d'Afrique." L'annonce d'un niveau de délestage exceptionnel a également contribué à la récente chute du rand, la monnaie nationale.

Pis, ces coupures menacent désormais l'approvisionnement en eau. Johannesburg Water, la régie publique d'eau de la capitale économique sud-africaine,

a annoncé que certains quartiers risquaient d'être privés d'eau en période de délestage, rapporte le quotidien **The Citizen**. Le principal syndicat agricole sud-africain, **AgriSA**, a rappelé de son côté que "les stations de pompage, d'irrigation, de refroidissement et d'autres systèmes dépendent d'une alimentation électrique".

News24 s'inquiète par ailleurs des conséquences sur les télécommunications. **Vodacom**, en particulier, a prévenu que certains secteurs risquaient d'être confrontés à "un black-out total" du réseau.

"Une autre conséquence des coupures de courant est leur effet sur la criminalité", note le **Daily Maverick**. Au

Cap notamment, cambriolages et vols augmentent quand les lumières s'éteignent.

Pour couronner le tout, Eskom a récemment annoncé qu'elle comptait augmenter ses tarifs de 30 %. "Ça ne s'invente pas", désespère le quotidien **The Citizen** dans un éditorial. Pour redresser la situation, le géant public de l'électricité a annoncé son intention d'acheter de l'électricité – au prix fort – au secteur privé au cours de la semaine.

En août, le président sud-africain, Cyril Ramaphosa, qui promet de régler le problème depuis des années sans y parvenir, a mis sur pied un comité de gestion de crise interministériel afin d'accélérer la réforme du système et d'augmenter au plus vite les capacités de production du pays. Mais certains n'y croient déjà plus. "Compte tenu de la magnitude de nos problèmes avec Eskom, peut-être est-il raisonnable de commencer à se demander si ceux qui dirigent l'Afrique du Sud ont l'expertise, ou le pouvoir, pour [la] réparer", écrit le journaliste Stephen Grootes dans le **Daily Maverick**.

—**Courrier international**





asie

Travail forcé. Halte au trafic des “porcelets”

Des milliers d'individus sont enfermés par des gangs au Cambodge et en Birmanie, où ils sont forcés d'arnaquer des internautes chinois. Un éditorial malaisien appelle à éradiquer cet esclavage moderne.

—Sin Chew Daily (extraits)
Petaling Jaya (Malaisie)

Les médias ne cessent de relater des histoires de “négoce de porcelets” [expression argotique désignant en chinois le trafic d'êtres humains], mais il semble pourtant que la tragédie ne soit pas près de s'arrêter. Cela vous étonne ?

On peut s'interroger : comment peut-il y avoir autant de jeunes travailleurs asiatiques assez naïfs pour se faire piéger, comment les avertissements lancés par ceux qui ont traversé ces épreuves aussi stupéfiantes qu'effroyables ont-ils pu rester sans effet, comment les gangs sans scrupule qui manigancent tout cela peuvent-ils être aussi puissants ?

Ce que je me demande, pour ma part, c'est comment il se fait que la Chine et les pays de l'Association des nations d'Asie du Sud-Est (Asean – Cambodge, Laos, Thaïlande, Vietnam, Birmanie, Malaisie, Singapour, Brunei, Philippines, Indonésie) ne se soucient pas plus de ce problème.

Tortures. Le marché des arnaques en ligne tenu par ces groupes mafieux, sources de tant de souffrance et d'anxiété pour les familles, souvent parmi les plus modestes, prend spécifiquement pour cible les communautés chinoises. Pourquoi ces pays restent-ils à ce point passifs, alors même que ces cliques sans foi ni loi sévissent depuis longtemps déjà [le problème a émergé il y a trois ans] ?

Ces mafias contraignent les personnes tombées sous leur coupe à se livrer à des escroqueries sur Internet. Des châtiments corporels attendent ceux dont les performances sont jugées trop médiocres. Quant à ceux qui refusent d'obéir, ils sont torturés. Les vidéos d'atrocités commises par des criminels bafouant toute humanité circulent sur les réseaux sociaux : femmes violées, humains traités comme des animaux. Mon Dieu ! Est-on vraiment au XXI^e siècle ou serions-nous retournés aux temps obscurs de l'esclavage ?

Il est évident que ni les pays ou régions d'origine des victimes, ni ceux où vivent ou d'où viennent leurs bourreaux ne peuvent affronter seuls ces groupes criminels. Aucun d'eux n'est en mesure de démanteler à lui seul ces purgatoires sur terre situés en Birmanie, en Thaïlande, au Laos et au Cambodge.

Il faut distinguer deux sortes de victimes. Tout d'abord les jeunes, qui, soumis de très fortes pressions, sont contraints de se livrer à des arnaques sur Internet. Ils sont originaires de Chine, de Malaisie, de Thaïlande, de Singapour, de Taïwan et de Hong Kong notamment. Tous ou presque sont ethniquement chinois et maîtrisent le mandarin à l'oral comme à l'écrit. On trouve dans l'autre catégorie les personnes visées par ces arnaques en ligne, consistant à siphonner leur compte bancaire. Si elles sont de tous âges, toutes sont de culture chinoise elles aussi [beaucoup sont des citoyens chinois].



ÉDITO



← Dessin de Vlahovic,
Serbie.

que tous ses efforts soient voués à se dissoudre dans le néant tel un proverbial “bœuf d'argile entrant dans la mer”.

Depuis qu'uneunte militaire y a pris le pouvoir, en février 2021, la Birmanie est isolée sur la scène internationale. La Thaïlande, le Laos et le Cambodge sont de leur côté en plein développement et choisissent le plus souvent de fermer les yeux sur les activités de ces groupes mafieux. Il arrive même que les autorités locales soient de connivence. Il ne reste plus alors aux victimes que leurs yeux pour pleurer.

Quand il devient évident que les autorités d'un pays sont informées de ces trafics mais ne font rien pour y mettre fin, beaucoup de gens ne

peuvent s'empêcher de penser qu'elles sont de mèche.

Depuis la fin du mois d'août, nous avons pu noter quelques progrès, sous la pression des médias. La Chine s'est emparée du sujet, les autorités cambodgiennes l'ont également mentionné. Des fonctionnaires des Nations unies se sont même rendus sur place pour enquêter [à la fin du mois d'août, le rapporteur spécial des Nations unies pour les droits de l'homme au Cambodge, Vitit Muntarbhorn, a effectué une visite dans le pays et dénoncé cet esclavage]. Nous verrons à quel point ces différents acteurs sont prêts à s'impliquer.

Pour éradiquer ce problème une fois pour toutes, il faut considérer avec plus de sérieux ces souffrances, ces menaces et l'instabilité dont sont responsables les gangs impliqués dans le trafic d'êtres humains, les traiter comme des problèmes graves mettant en péril la sécurité de la société dans son ensemble. Il faudrait aussi que la Chine et l'Asean montrent qu'elles suivent de près la situation afin de maintenir sous pression tous les pays concernés. Ce n'est qu'ainsi que l'on se donnera les moyens d'annihiler ce système organisé d'arnaques en ligne, les mafias qui en tirent profit et leurs complices.

—Chan Aun Kuang
Publié le 24 août

Les groupes mafieux responsables de ces crimes ne comptent pas seulement dans leurs rangs des truands locaux, mais aussi des policiers corrompus, et ils sont tous liés de près ou de loin aux ramifications à l'étranger des triades chinoises.

Dans quel pays, dans quelle région où des “porcelets” ont été signalés n'a-t-on pas réalisé de reportage sur ces histoires choquantes de marchandise humaine ? Tous les journaux l'ont fait, donnant la parole aux victimes elles-mêmes, y compris

notre journal. Nous avons même interviewé les ambassadeurs de Malaisie en Thaïlande et au Cambodge. Il semblerait toutefois que ceux-ci ne puissent agir qu'au cas par cas.

Connivences locales. Que peuvent faire les familles ? Aussi démunies qu'un agneau mené à l'abattoir, elles n'ont d'autre choix que de payer une rançon pour espérer revoir leur proche – cela n'est jamais garanti. Même quand le gouvernement du pays de la victime s'implique, il semble

Contexte

Recrute esclaves parlant chinois

●●● Sous prétexte de propositions d'emplois bien payés, les réseaux mafieux ont attiré ces dernières années des milliers de jeunes vers le Cambodge, la Thaïlande ou la Birmanie. En réalité, ils sont réduits en esclavage et notamment contraints d'organiser des arnaques en ligne. S'ils protestent ou ne rapportent pas assez d'argent, ils s'exposent à des sévices physiques et psychologiques importants. L'industrie de l'arnaque par Internet est depuis longtemps implantée au Cambodge, où séjournent beaucoup de Chinois, et vise surtout les Chinois. Avec la crise du Covid-19, ce sont désormais des jeunes de toute la région pouvant s'exprimer en langue chinoise – et non plus seulement des Cambodgiens – qui sont “recrutés”. L'ampleur du trafic et les mauvais traitements dont font l'objet ces esclaves modernes ont fini par faire scandale dans la presse asiatique. Des raids contre l'industrie du jeu, où a commencé ce phénomène, et des arrestations ont eu lieu ces dernières semaines au Cambodge. Quant à la Chine, elle a promulgué un texte de loi contre l'arnaque.

à la une



BRÉSIL

LA FIN DU CAUCHEMAR ?

C'est une élection capitale pour l'avenir du géant d'Amérique latine. Un scrutin qui survient alors que la démocratie est en danger : Jair Bolsonaro, le président sortant, d'extrême droite, surnommé le "Trump tropical", pourrait ne pas accepter sa défaite – déjà prédite par les sondages – et tenter un coup d'État. Face à lui, dimanche 2 octobre, Lula, l'ancien président de gauche, fait son grand retour, à 76 ans. Toujours très populaire, il devra faire face, s'il l'emporte, aux partisans très mobilisés de Bolsonaro ; et contrairement à ses deux premiers mandats, il devra gérer une économie en berne et un bilan écologique désastreux. Un programme titanesque.



Bolsonaro est “une menace pour la démocratie”

Le président sortant ne propose ni plus ni moins qu'un retour à la dictature, met en garde le directeur de ce quotidien portugais. Lula, lui, ne remet pas en cause l'état de droit et les libertés fondamentales.

— **Público** Lisbonne

Rares sont les mots qui expriment aussi bien ce qui est en jeu dans la prochaine élection présidentielle au Brésil que ceux que Carlos Gilberto Carlotti Junior, recteur de l'université de São Paulo, a prononcés en lisant “La lettre aux Brésiliens et aux Brésiliennes pour la défense de l'état de droit”, à la fin du mois de juillet [près de 55 000 signatures]: “Après deux cents ans d'indépendance, nous devrions être en train de songer à notre avenir, à la façon de résoudre les graves problèmes que nous connaissons dans l'éducation, la santé et l'économie. Or nous en sommes réduits à empêcher un recul.” Ce qui sera en cause le 2 octobre, au premier tour de la présidentielle, c'est bien plus qu'un choix entre une politique de gauche et une politique de droite, entre un modèle de société tourné vers la lutte contre les inégalités et un modèle tourné vers l'accumulation de capital. C'est, comme il l'a rappelé, la défense d'élections “justes et pacifiques”.



ÉDITO

entre-temps. Pour la honte du Brésil, Bolsonaro a même réuni le corps diplomatique pour dénoncer les faiblesses jamais prouvées du vote électronique, ce qui ne peut être interprété que comme le prélude à un coup d'État.

Le parcours de Lula da Silva, son adversaire, aggrave ce climat de confrontation. Bolsonaro est né de l'inquiétude que la corruption a créée dans la société brésilienne sous les gouvernements du Parti des travailleurs (PT) de Lula.

On sait maintenant que Lula a été victime de persécutions judiciaires intolérables – c'est pour cela qu'il a été libéré et a retrouvé ses droits politiques. Son aura et celle de son parti ne réussiront cependant jamais à se libérer des soupçons et du fait établi que, pendant son mandat, le Brésil a toléré un réseau de corruption incompatible avec les valeurs qu'il avait juré de défendre.

La majorité des Brésiliens le préfèrent malgré tout [selon les derniers sondages]. Parce que le retour de la faim les a désenchantés. Parce qu'ils ont senti dans leur chair l'irresponsabilité et l'insensibilité du gouvernement de Bolsonaro durant la pandémie. Parce qu'ils ont honte des propos de comptoir de leur président sur des questions sensibles comme le racisme ou l'homophobie. Parce que, en plus d'être incompetent et disqualifié, Bolsonaro leur propose un retour à la dictature. Même s'ils doutent de Lula ou lui reprochent l'héritage funeste du PT, ils sont convaincus qu'avec lui la Constitution, l'état de droit et les libertés fondamentales ne courent aucun danger.

— **Manuel Carvalho**
Publié le 16 août

← Dessin d'André Carrilho paru dans E (Expresso), Lisbonne.

SOURCE



PÚBLICO

Lisbonne, Portugal
Quotidien, 21 500 ex.
publico.pt

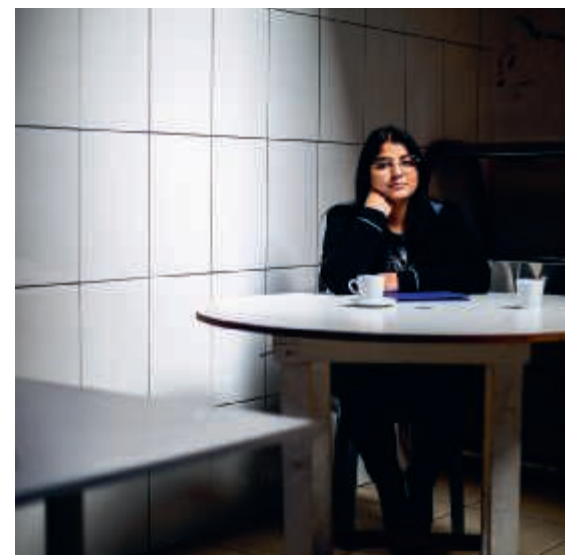
Lancé en 1990, “Public” s'est très vite imposé dans la grisaille de la presse portugaise par son originalité et sa modernité, et en proposant une information de qualité sur le monde. Le journal édite chaque semaine différents suppléments, comme *Ipsilon*, consacré à la culture, ou *P3*, pour des lecteurs plus jeunes, en collaboration avec les étudiants de journalisme de l'université de Porto.

Prélude à un coup d'État. Cette menace contre le régime démocratique porte un nom : Jair Bolsonaro. Au cours de son mandat, toutes ses tentatives pour renverser l'équilibre des pouvoirs ont échoué devant la constance, la résistance et l'indépendance des tribunaux, des institutions de l'État ou de la presse. Bolsonaro tente aujourd'hui d'anticiper une défaite dans les urnes en déclarant que “seul Dieu” le chassera de son poste. Une infâme campagne contre la crédibilité du système électoral a été lancée

Élections, mode d'emploi

●●● Dimanche 2 octobre, 156 millions d'électeurs sont convoqués dans les bureaux de vote pour désigner le prochain président brésilien, qui prendra ses fonctions à Brasília le 1^{er} janvier 2023. Lors de ces “élections générales” organisées tous les quatre ans, les électeurs voteront aussi pour choisir les gouverneurs des 26 États brésiliens et du district fédéral de Brasília et pour désigner un tiers des 81 sénateurs, les 513 députés fédéraux et l'ensemble des députés régionaux qui siègent dans les assemblées de chaque État. Parmi les onze candidats à la présidentielle, les favoris des sondages sont Lula

et Bolsonaro, crédités respectivement de 47 % et de 31 % des intentions de vote, selon le sondage Ipec publié le 19 septembre. La presse brésilienne n'écarte pas l'hypothèse d'une victoire de Lula au premier tour. Le quotidien **O Estado de São Paulo** relève ainsi que, selon le sondage Ipec, Lula obtiendrait 52 % des “votes valides”, qui “excluent les votes blancs ou nuls”. Une hypothèse à prendre avec des pincettes. En effet, tout récemment, les sondages se sont révélés très inexacts lors de scrutins organisés dans des pays voisins, le référendum sur la nouvelle Constitution au Chili et la présidentielle en Colombie.



LA BATAILLE POUR LE VOTE DES CLASSES MOYENNES

Dans cette population qui représente près du tiers de l'électorat brésilien, Bolsonaro et Lula sont au coude-à-coude. À São Paulo, le grand quotidien de Rio a rencontré des électeurs encore indécis.

— O Globo Rio de Janeiro

Renato de Oliveira ne voulait pas se retrouver comme son père et terminer sa vie sans avoir son chez-soi. La famille, avec ses cinq garçons, avait toujours été logée gracieusement ou comme locataire dans la banlieue de São Paulo, et le salaire des parents servait à payer les factures.

C'est en 2011 que les choses ont changé pour lui, alors que l'économie brésilienne avait le vent en poupe : Renato est entré à l'université, il s'est acheté une voiture et l'appartement dont il rêvait tant, et où il vit aujourd'hui avec sa femme, dans les quartiers est de São Paulo.

Au fil de son ascension sociale, Renato a voté Lula, puis Dilma Rousseff [tous deux du Parti des travailleurs (PT), gauche], et puis, à la dernière présidentielle, il a choisi le bulletin Jair Bolsonaro, d'extrême droite. Il en avait assez des scandales de corruption autour du PT, explique-t-il. Aujourd'hui, déçu par les choix économiques du gouvernement, il s'apprête à retirer son soutien au président sortant. Pendant la pandémie de Covid-19, Renato a perdu son travail dans l'entreprise du secteur de l'acier qui l'employait depuis quinze ans ; il a retrouvé un emploi début 2022, dans une société de logistique, pour un salaire inférieur de 40 %.

Il explique : « On a choisi Bolsonaro pour se débarrasser du PT, mais il a été mauvais contre l'inflation. Il a toujours dit que Paulo Guedes [son très libéral ministre de l'Économie] avait répondu

à tout, mais il lui a confié toutes les responsabilités sans rien améliorer. Aujourd'hui ça va mal pour nous, et il n'y a aucune solution à long terme. »

Il a l'intention de voter au premier tour pour Ciro Gomes (PDT, centre gauche), mais même si c'est le gouvernement actuel qui concentre ses griefs, il ne sait pas ce qu'il ferait en cas de second tour Lula/Bolsonaro [prévu le 30 octobre].

Lucas Silva dos Santos, 40 ans, est dans la même incertitude. Lui aussi vit dans les quartiers est de São Paulo, et il y a près de vingt ans qu'il tient une pâtisserie, après avoir été comptable. Il a connu des années difficiles, jusqu'à trouver la bonne formule, avec la préparation de plats à emporter le midi pendant la pandémie. Il a aujourd'hui six employées et vend 1 000 barquettes par semaine, sans compter les 300 *feijoadas* [ragoût de haricots noirs] du samedi.

Devant les casseroles qui commencent à chauffer dès 10 heures, Lucas nous raconte avoir toujours voté pour le PSDB [droite] jusqu'à il y a quatre ans. Son choix s'est alors porté sur Bolsonaro pour sa défense des valeurs chrétiennes, mais aussi parce qu'il espérait avec lui voir l'économie repartir.

Mais Lucas n'a pas plus été convaincu que Renato, et à la liste des déceptions vient s'ajouter la personnalité du président et sa mauvaise gestion de la pandémie : « Je sais que la troisième vote n'a pas tellement d'avenir, mais je vais voter pour Simone Tebet (MDB, centre droit) au premier tour. La personnalité de Bolsonaro me me plaît plus, et je n'ai jamais apprécié Lula. »

À la une



LE BRÉSIL
FRACTURÉ

Lula et Bolsonaro représentent « la victoire des extrêmes et des politiques populistes » au Brésil, écrivait *Istoé* fin juillet. Pour l'hebdomadaire indépendant, cette présidentielle « est la plus importante depuis la fin de la dictature », car « la survie de la démocratie brésilienne est en jeu ».

Pour autant Lucas n'exclut pas de remettre dans l'urne un bulletin Bolsonaro en cas de second tour : « Je m'abstiendrai, je voterai blanc ou, en dernier recours, je voterai Bolsonaro. Ce ne sera pas pour lui, mais contre le PT : les idéaux de gauche, je n'y crois pas. »

Lucas et Renato sont représentatifs de la classe moyenne brésilienne, un électorat hésitant lors des derniers scrutins et divisé en vue de cette présidentielle. Une partie de ces Brésiliens gagnant de deux à cinq fois le salaire minimum ont voté majoritairement pour le PT à plusieurs reprises, avant de choisir Bolsonaro en 2018. Déçus, ils oscillent aujourd'hui entre apporter à nouveau leur soutien au président sortant, voter Lula ou opter pour le « ni-ni ».

Appauvrissement. Dans cette fraction de l'électorat, Bolsonaro a d'abord été derrière Lula, mais il a repris sept points depuis juillet et se classe désormais en tête avec 41 % des intentions de vote, contre 31 % pour l'ancien président de gauche, 8 % pour Gomes et 2 % pour Tebet. Dans les projections sur le second tour, la classe moyenne est plus divisée que jamais : 47 % pour le sortant, 45 % pour le *petista*. Dans la population générale, selon l'institut Datafolha, Lula recueille 47 % des intentions de vote, devant Bolsonaro avec 32 %, Gomes avec 7 % et Tebet avec 2 % [chiffre d'août 2022].

Conscient de ses difficultés à fédérer les plus pauvres, Bolsonaro sait l'importance des classes moyennes s'il veut remonter dans les sondages, rester dans la course et empêcher Lula de l'emporter dès le premier tour.

Cette catégorie socio-économique, qui représente 32 % de l'électorat brésilien, tire ses revenus du travail. Elle perçoit davantage que d'autres l'amélioration de certains indicateurs, tels le chômage, la baisse des prix des carburants et de l'énergie, les coûts des transports et des logements. Autant de domaines dans lesquels l'action récente du gouvernement a eu des résultats rapides, et sur lesquels mise Bolsonaro.

Le concept de « classe moyenne » ne possède pas de définition qui fasse consensus, et se révèle très hétérogène dans ses aspects



culturels et économiques. Les spécialistes s'accordent cependant sur l'appauvrissement qu'elle a connu ces dernières années. Un appauvrissement continu, depuis la récession de 2015 sous la présidence Dilma (ce qui a renforcé le sentiment anti-PT chez beaucoup de ces Brésiliens) jusqu'à aujourd'hui, dans un Brésil postpandémie qui patauge toujours dans une crise que certaines catégories attribuent à l'incurie de l'État fédéral.

José Luís est technicien en électroménager à Osasco, dans la périphérie de São Paulo, et il a beau être déçu par Bolsonaro, il veut croire encore que les choses peuvent s'améliorer et pense lui accorder à nouveau sa confiance à la prochaine présidentielle. Tout en réparant un moteur de machine à laver, José Luis dresse son bilan du gouvernement actuel : le président l'a déçu par certains de ses comportements, mais [il] n'est pas responsable de la crise, estime-t-il, invoquant la guerre en Ukraine et la dimension internationale de la tourmente.

Et comme il n'aime pas Lula – dans les années 1980, José Luís a perdu son travail, et c'est selon lui à cause des grèves qu'encouragea l'ex-président –, il votera cette année comme en 2018, quoique sans grande conviction. *“J'ai été en partie déçu par Bolsonaro. Quand on est président de la république, on n'a pas le droit de dire des absurdités. Mais sur d'autres choses, il a été bon”*, résume le mécanicien, citant notamment l'assouplissement de la loi sur le port d'armes à feu.

Patron de l'entreprise de réparation où travaille José Luís, Wilson Andrade de Brito surgit entre les lave-linge et interrompt la conversation. Né à Bahia il y a soixante-trois ans, Wilson vit avec sa femme, son fils et son petit-fils au-dessus de ses locaux professionnels, et il aimerait convaincre son employé de changer son vote. Il explique : *“Ma vie à moi ne s'est pas dégradée, mais la situation du pays, oui. Le pauvre file tout droit vers la misère, et la classe moyenne vers la pauvreté. C'est un fait. Je vais voter Lula, parce qu'il a plus d'expérience. Bolsonaro n'a jamais eu les compétences pour gouverner.”*

“Je voterai blanc ou, en dernier recours, Bolsonaro. Ce ne sera pas pour lui, mais contre le PT : la gauche, je n'y crois pas.”

Lucas Silva dos Santos, 40 ANS, PATRON D'UNE RÔTISSERIE

Pour Maurício Moura, professeur à l'université George Washington, aux États-Unis, et à la tête de l'institut de recherche Ideia, les catégories sociales qui avaient massivement voté Bolsonaro en 2018, à commencer par les évangéliques et le secteur de l'agroalimentaire, devraient en faire autant cette année, d'où l'importance de conquérir d'autres franges de l'électorat, comme les classes moyennes. *“Je pense que toute l'élection va dépendre de ceux qui avaient voté PT avant de voter Bolsonaro – cela représente près de 10 % des électeurs, dit-il. Le président les a perdus, et la clé pour lui est dans leur reconquête.”*

Cette bataille électorale se jouera en grande partie, poursuit Maurício Moura, dans les classes

moyennes du Sud-Est, région qui concentre 42,6 % du corps électoral brésilien. C'est là aussi que se trouve une bonne partie des classes moyennes, dans les grandes villes des États de São Paulo, du Minas Gerais et de Rio – trois États où Lula fait la course en tête.

Lula fait campagne lui aussi auprès de cet électorat pour reconquérir les plus pragmatiques, mécontents de la présidence Bolsonaro. Son programme comprend ainsi des mesures ciblées, comme la réévaluation du salaire minimum, la révision des taux d'imposition sur le revenu avec exemption pour les particuliers gagnant moins de 5000 reais [960 euros], et des aides au profit des petites et moyennes entreprises et des travailleurs indépendants.

“Absence de casseroles.” La psychologue Julia Moraes de Oliveira Santos, 25 ans, fait partie de l'électorat visé par le PT. Elle vit avec son mari au troisième étage d'une construction où habitent aussi sa mère, son beau-père et deux de ses frères. Depuis un an et demi, elle partage son temps entre l'accueil des patients et un projet social auprès d'enfants des quartiers est de São Paulo; son mari est professeur d'éducation physique. Julia Moraes a voté en 2018 pour le candidat du PT Fernando Haddad, tandis que son mari, Murilo, optait pour Bolsonaro, convaincu par sa *“poigne”* et *“son absence de casseroles”*. Il en est revenu, raconte aujourd'hui Julia : *“Nous vivions déjà ensemble à l'époque, et ça a chauffé entre nous [à cause de l'élection]. Mais Murilo regrette aujourd'hui, il dit que Bolsonaro n'a tenu aucune de ses promesses.”*

Contrairement à Murilo, qui ne sait pas encore pour qui il votera, Yuri Santos va changer de bord. À 26 ans, il a fait des études de droit et est en première année de journalisme, mais il n'a pas encore trouvé de travail dans son domaine. Pour payer le loyer du logement qu'il partage avec son mari et sa sœur, il travaille dans un cabinet comptable et comme comédien. Il avait voté Bolsonaro en 2018, mais il espérait mieux de ce gouvernement pendant la pandémie. C'est surtout le comportement du président à l'égard de la communauté LGBTIQI qui l'a dérangé. Dans le salon de sa grand-mère, qui déguste une part de gâteau au maïs tout en écoutant l'entretien, Yuri raconte qu'il avait voté Bolsonaro sans rien savoir de ses positions sur ces questions, sur le mariage gay notamment. Il pensait que l'ancien militaire serait différent des autres politiques.

Alors en octobre, Yuri va voter Lula, comme son mari, Diogo França, partisan de toujours de l'ex-syndicaliste. Diogo, 27 ans, est infirmier diplômé et fait des études de kinésithérapie, et il était en première ligne dans la lutte contre le Covid. Ce soignant estime avoir grimpé dans l'échelle sociale ces dernières années, et faire aujourd'hui partie de la classe moyenne. Et c'est pour cela qu'il entend voter Lula : *“J'espère qu'il va continuer à financer et à promouvoir des programmes d'aide aux plus pauvres, dont j'ai fait partie auparavant. S'il gagne, sans doute pourrai-je encore monter une marche.”*

—Marina Dias
Publié le 25 août

← De gauche à droite, Renato de Oliveira, Yuri Santos et Diogo França, Julia Moraes. Photos Maria Isabel Oliveira



C'EST LE NOMBRE DE PARTIS

représentés à la Chambre des députés depuis les élections de 2018. Mais le tableau pourrait être différent cette année, explique **Congresso em Foco**. Le 2 octobre, l'élection d'un tiers des sénateurs et des 513 députés fédéraux pourrait modifier ce nombre : des changements dans les règles de financement ont incité les plus petits partis à fusionner, et le site brésilien estime qu'entre 11 et 19 formations seront représentées à la Chambre à l'issue du scrutin. Le multipartisme et les systèmes d'alliances qui caractérisent la vie politique brésilienne seront déterminants pour la conduite de la politique du futur gouvernement. En effet, *“sous Bolsonaro, les députés et sénateurs qui soutenaient la politique du gouvernement ont obtenu un contrôle plus important du budget de l'État”*, observe le chroniqueur João Pedroso de Campos dans **Veja**.

SOURCE

O GLOBO

Rio de Janeiro, Brésil
Quotidien
oglobo.globo.com



Pendant quatre semaines, le journal **O Globo** a parcouru le Brésil et publié une série de reportages pour comprendre l'état d'esprit des groupes qui peuvent *“décider de l'élection la plus importante depuis le retour de la démocratie”*, en 1985. L'article ci-contre est l'un d'entre eux ; les autres sont résumés ci-dessous.

● Les femmes rejettent Bolsonaro.

Selon le dernier sondage Datafolha, Jair Bolsonaro enregistre un taux de rejet de 55 % chez les femmes brésiliennes, contre 51 % dans l'ensemble de l'électorat. Outre la crise économique, qui les a davantage affectées que les hommes, *“l'attitude jugée grossière”* du président d'extrême droite, contribue à cette *“évaluation négative”*. L'explosion du nombre d'armes à feu en circulation à la suite des décrets présidentiels en facilitant l'accès préoccupe également l'électorat féminin.

● **L'agrobusiness l'adore.** Les grands producteurs ruraux sont ravis. *“Je vis en milieu rural, le pouvoir public est loin de chez moi et nous sommes exposés aux bandits. Je dois me protéger et je le fais avec une arme”*, indique Marcelo Roversi, à la tête de trois exploitations dans le Mato Grosso, principale région agricole du pays. Le gouvernement Bolsonaro attribue à sa politique pro-armes la diminution des invasions de propriétés par les paysans du Mouvement des travailleurs ruraux sans terre, organisation sociale militant pour une réforme agraire. Dans l'agrobusiness, **O Globo** relève aussi un rejet viscéral du Parti des travailleurs (PT) de Lula, considéré comme un communiste.

● Le Nordeste est toujours un bastion de gauche.

La région déshéritée du Nord-Est, où vit un quart de l'électorat brésilien, devrait largement voter pour Lula, l'enfant du pays. Ici, la fameuse Bolsa Família (*“bourse famille”*), important programme de lutte contre la pauvreté lancé par Lula quand il était président, en 2003, et qui a permis de sortir des millions de Brésiliens de la misère, est imprimée dans les mémoires. Avec l'inflation galopante et le retour de la faim, Jair Bolsonaro a récemment lancé son propre programme d'aides, opportunément augmentées trois mois avant les élections. Cela ne devrait pas lui suffire à s'assurer le soutien des plus défavorisés. *“L'électeur pauvre a développé une conscience politique et qualifie déjà ces mesures de tentative d'achat de son vote”*, explique un politologue au journal.

Ce que veut Bolsonaro, c'est une révolution

S'il perd, le président mobilisera ses partisans, déterminés et souvent armés, pour mener une insurrection populaire. Il se présentera ensuite comme le dernier recours, estime cet universitaire spécialiste du Brésil.

—**The New York Times** (extraits)
New York

Le Brésil est en période électorale et, comme d'habitude, l'effervescence est au rendez-vous. La candidature du président d'extrême droite, Jair Bolsonaro, sort toutefois du lot. Alors que ses rivaux attendent cette élection depuis des mois, lui fait tout pour la discréditer par avance. Il a remis en question le rôle du Tribunal suprême fédéral et semé le doute – à maintes reprises et avec véhémence – sur le processus électoral.

Dans sa bouche, cette élection est un désagrément, une source d'agacement. Il a d'ores et déjà annoncé qu'il n'accepterait aucun autre résultat que sa victoire.

Certains y voient les prémices d'un coup d'État. Bolsonaro aurait l'intention de refuser tout résultat qui ne le satisferait pas et compterait sur l'aide de l'armée pour s'installer à la présidence de manière permanente.

Cette interprétation est à moitié juste : Bolsonaro n'a pas l'intention de quitter ses fonctions, quel que soit le verdict des urnes. Mais ce n'est pas à un coup d'État qu'il songe – pour lequel il aurait besoin du soutien des élites et de la passivité du peuple. Ce qu'il souhaite, c'est une révolution.

Depuis son accession au pouvoir, Jair Bolsonaro se comporte davantage en leader révolutionnaire qu'en président de la République. Durant le premier mois de son mandat, il a déclaré que son rôle ne consistait pas à faire quoi que ce soit, mais à "défaire" tout ce qu'il pouvait.

Démantèlement de l'État. Plutôt que de diriger le pays, il a tout fait pour le dérégler. Il a refusé de pourvoir des postes essentiels dans certaines administrations de contrôle, placé à des postes importants des fidèles ne possédant aucune compétence technique, coupé le financement de plusieurs programmes sociaux, sanctionné des hauts fonctionnaires qui avaient fait leur travail, et il n'a pas mis en place la moindre réponse coordonnée pour faire face à la pandémie de Covid-19, qui a fait plus de 680 000 morts au Brésil.

Bolsonaro ne "défait" toutefois pas pour le seul plaisir de détruire. Le démantèlement de l'État est sa façon de galvaniser ses partisans. C'est en désignant clairement ses ennemis et en les provoquant qu'il recrute des fidèles et attise leur ferveur. Tout ce qu'il fait – décrets, projets de loi, annonces, manifestations, alliances – est

calibré pour l'infrastructure numérique de YouTube, Telegram et WhatsApp. Plus il affiche sa radicalité dans ses actes et ses propos, plus il génère d'attention.

Le soutien à Bolsonaro commence peut-être en ligne, mais il se poursuit dans la rue. Depuis un an, Bolsonaro organise tous les quinze jours une *motociata*, un défilé de milliers de motards qui ressemble à une pure démonstration de force brute. En réalité, il conçoit sa présidence comme un meeting permanent.

Depuis un an, Bolsonaro organise tous les quinze jours un défilé de milliers de motards qui ressemble à une pure démonstration de force brute.

Bon nombre de ses plus fervents partisans appartiennent à des catégories exerçant du pouvoir sur les citoyens ordinaires. Il est particulièrement populaire dans les forces de police – une étude de 2021 a révélé que 51 % des policiers brésiliens qui sillonnent les rues appartenaient à des groupes actifs de partisans du président sur Internet.

C'est aussi un des candidats préférés chez les amateurs d'armes à feu. Parmi ceux qui se déclarent satisfaits de son gouvernement, 18 % possèdent une arme chez eux et près de la moitié voudraient en avoir une.

Leur vœu pourrait se réaliser. L'un des principaux accomplissements du gouvernement Bolsonaro a en effet été d'affaiblir le contrôle des armes à feu et de littéralement inonder le Brésil. En 2018, près de 115 000 personnes détenaient un permis de port d'armes spécial dans le pays. Ils sont aujourd'hui plus de 670 000, soit plus que le nombre de policiers et de militaires. Une bonne partie d'entre eux vénèrent le président et sont organisés en un vaste réseau regroupant près de 2 000 clubs d'amateurs d'armes.

Ces militants engagés et déterminés sont les fantassins d'une prochaine révolution. Nous ignorons encore beaucoup de choses sur la façon dont elle pourrait se dérouler, mais une chose est sûre : si un contingent de partisans, armés et déterminés à maintenir Bolsonaro au pouvoir, envahit les rues de la capitale, Brasilia, ce sera le chaos.

Dans bon nombre de grandes métropoles, il n'est pas impossible d'imaginer une insurrection

Contexte

LE MATCH DES COLISTIER

En 2018, Jair Bolsonaro avait choisi un général, Hamilton Mourão, comme colistier. Rebelote cette année : le président sortant a choisi le général Walter Braga Netto. Du point de vue du chroniqueur de **CNN Brasil** Alexandre Borges, Braga Netto représente "une version sous stéroïdes du bolsonarisme" et plaît surtout à "la frange la plus réactionnaire de l'électorat".

Lula a quant à lui choisi pour colistier une figure du centre droit, l'ex-gouverneur de São Paulo Geraldo Alckmin. Ce catholique conservateur, longtemps adversaire du Parti des travailleurs (PT), est destiné à séduire le secteur des affaires.



menée par la police tandis que les conducteurs de camions – très majoritairement favorables au président – pourraient bloquer les routes ainsi qu'ils l'ont fait en 2018 et ajouter au désordre. Les prêtres évangéliques, dont une vaste majorité de fidèles soutient le président, pourraient donner leur bénédiction à ces actes en les présentant comme une forme de combat du bien contre le mal. Et d'une telle situation anarchique, Bolsonaro pourrait faire la base d'un nouvel ordre dictatorial.

Qui l'arrêtera ? Certainement pas l'armée. N'oublions pas que Bolsonaro compte de nombreux partisans dans les rangs de celle-ci, et qu'il a nommé plus de 6 000 militaires à des postes civils dans son administration.

Rien n'indique que l'armée participerait à un coup de force, mais rien n'indique non plus qu'elle tenterait de s'y opposer.

De leur côté, les militaires ne semblent pas tellement s'inquiéter d'un éventuel coup d'État contre un régime démocratique auquel ils ne sont, à vrai dire, guère attachés. Rien n'indique que l'armée participerait à un coup de force, mais rien n'indique non plus qu'elle tenterait de s'y opposer.

Les partis démocratiques ont peu de chances de faire mieux. En dépit de la popularité de Lula da Silva, les formations de gauche semblent avoir perdu leur capacité à mobiliser en masse.

En 2016, la fin du gouvernement de gauche, au pouvoir depuis treize ans, a largement contribué à disperser et à affaiblir les mouvements sociaux,



← Dessin d'André Carrilho paru dans Diário de Notícias, Lisbonne.

qui peinent à trouver une nouvelle dynamique. Les manifestations hostiles à Bolsonaro n'ont pas rassemblé grand monde. Vu l'agressivité des partisans de Bolsonaro, les gens y réfléchiront certainement à deux fois avant d'aller défendre une éventuelle victoire de Lula.

Le rôle de Joe Biden. Étonnamment, le meilleur rempart contre une révolution serait peut-être les États-Unis. Le gouvernement Biden pourrait clairement avertir qu'un coup de force serait suivi de lourdes sanctions et d'un isolement sur la scène internationale.

De quoi inquiéter les cercles d'affaires brésiliens, qui peuvent exercer de fortes pressions sur Bolsonaro, et les inciter à défendre la démocratie. Si le coût et la difficulté d'une révolution deviennent trop importants et ses bénéfices trop insignifiants, Bolsonaro reculera peut-être – ou bien il se contentera d'une mise en scène, comme Donald Trump, pour sauver les apparences et garder le contrôle de ses troupes en vue de la prochaine élection.

La dernière fois que le Brésil a connu pareil chaos politique remonte à l'année 1964, lorsqu'un coup d'État a renversé le gouvernement démocratique qui tentait de faire passer des réformes progressistes. Le gouvernement américain, alors dirigé par Lyndon B. Johnson, avait reconnu le nouveau gouvernement du Brésil au bout de quelques heures seulement.

On espère que les États-Unis accordent aujourd'hui un peu plus de valeur à la démocratie.

—Miguel Lago*

Publié le 7 septembre

* Miguel Lago est maître de conférences en affaires internationales à l'université Columbia.

SOURCE

EL PAÍS AMÉRICA

Mexico, Mexique
elpais.com/america
C'est depuis sa rédaction de Mexico que le plus grand quotidien espagnol, qui se veut "global", alimente ce site d'information consacré à l'actualité des Amériques. Il s'appuie sur des correspondants installés dans la quasi-totalité des pays d'Amérique latine mais aussi, bien sûr, aux États-Unis.

AMAZONIE "LES FLAMMES VIENNENT LÉCHER MA MAISON"

Sous le mandat de Bolsonaro, la forêt tropicale a brûlé comme jamais. Témoignage d'une écrivaine et journaliste qui vit au cœur de l'Amazonie.

—El País América Mexico

La plus grande forêt tropicale du monde brûle. Elle brûle en ce moment même, alors que vous lisez ces lignes. Elle brûle comme jamais elle n'avait brûlé depuis que Jair Bolsonaro est arrivé au pouvoir. Cela fait vingt-cinq ans que je couvre l'Amazonie en tant que journaliste, cinq ans que je vis dans la forêt amazonienne.

Jamais, depuis le retour de la démocratie au Brésil [en 1985], je n'ai vu d'attaque aussi systématique ni de pareille ampleur. En 2019, première année du mandat de ce président d'extrême droite, le monde entier s'était ému des incendies en Amazonie brésilienne.

Mais aujourd'hui, à la veille du premier tour de la présidentielle, le 2 octobre, les incendies en cours battent tous les records enregistrés sous Bolsonaro lui-même. Sa réélection est incertaine, puisqu'il arrive deuxième dans tous les sondages d'intentions de vote. La multiplication des incendies peut être un signe de la peur qu'il ne soit pas reconduit, et donc que l'impunité recule en Amazonie sous son successeur : certains se disent que c'est maintenant qu'il faut détruire la forêt et y mettre le feu. Mais ces incendies peuvent aussi être un butin de campagne : les régions qui brûlent le

plus sont aussi les plus bolsonaristes, celles où les démonstrations de force font figure de rituels électoraux.

Voilà les chiffres : le 5 septembre, Journée de l'Amazonie, on a recensé 2 706 foyers d'incendie, preuve d'une véritable attaque en cours. Août 2022 a été le pire mois de tout le mandat de Jair Bolsonaro, avec 33 116 foyers. Le 10 août 2019, usurpateurs de terres et exploitants forestiers dans la région de Novo Progresso, dans l'État du Pará, avaient organisé une "journée du feu" et allumé 2 366 feux dans une attaque qui avait suscité l'indignation mondiale.

Comme souvent dans les agressions commises contre la forêt et ses peuples, les criminels sont connus, mais l'impunité règne. Et c'est parce qu'il y a cette certitude d'impunité que les 22 et 24 août derniers, ainsi que les cinq premiers jours de septembre, le nombre d'incendies a pu s'envoler plus haut encore, selon les chiffres de l'Instituto Nacional de Pesquisas Espaciais (Inpe). Le 4 septembre, par exemple, 3 393 incendies ont été recensés sur une seule journée – c'est 43,4 % de plus que lors de la fameuse "journée du feu".

Contrairement à d'autres biomes, la forêt tropicale entre rarement en combustion spontanément, même en période de sécheresse. Plus de 90 % de ces incendies sont volontaires et illégaux.

Lors de mes reportages, j'avais déjà vu la forêt en feu. Cette année, pour la première fois, je suis aux premières loges : à Altamira, qui est l'un des épicentres des incendies, les flammes viennent lécher ma maison.

Une scène d'horreur, d'autant plus éprouvante qu'elle est lente. Au fil des nuits et des jours, le feu ne cesse d'engloutir des vies : chaque arbre est un monde d'êtres vivants, connecté à d'autres arbres-mondes, qui tous entretiennent une conversation riche de biodiversité qui fait de l'Amazonie l'un des grands régulateurs du climat planétaire. C'est un véritable holocauste de vies non humaines qui a lieu, et la destruction à venir des vies de nos enfants. Vu de mes fenêtres, l'avenir selon Bolsonaro est une boule de feu.

—Eliane Brum

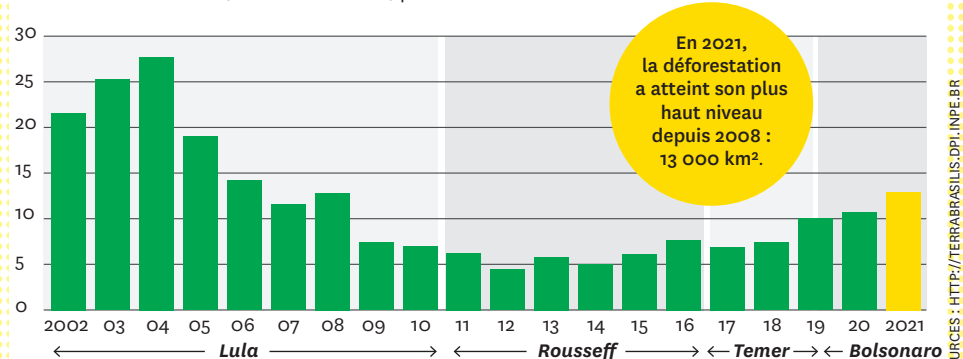
Publié le 7 septembre



BILLET

La déforestation de l'Amazonie s'accélère de nouveau

Perte de couvert forestier, en milliers de km², par an





Les députés évangéliques montrent leurs muscles

Membres de différentes Églises, ces élus forment un énorme groupe de pression transpartisan, qui soutient Jair Bolsonaro.

—El País América (extraits) Mexico

Le député brésilien Sóstenes Cavalcante, 47 ans, n'aime pas trop qu'on lui colle l'étiquette de puissant. Il préfère des termes plus en accord avec l'humilité que prêche l'Évangile. Lui et les siens ont "beaucoup d'influence, c'est indéniable", reconnaît-il. Après avoir été pendant huit ans missionnaire en Argentine, ce théologien est aujourd'hui à la tête du Front parlementaire évangélique du Brésil, un groupe [informel] qui compte davantage de députés que n'importe quel parti au Parlement.

Sur les 513 sièges que compte l'Hémicycle, on dénombre davantage de chrétiens évangéliques (116) que de femmes (75). Voilà qui en dit long sur l'influence grandissante d'une communauté de fidèles qui ne cesse de croître et à laquelle appartient déjà un Brésilien sur trois. Jamais les chrétiens évangéliques n'ont eu autant de pouvoir, ni un président aussi conservateur et aussi proche de leurs positions que le catholique Jair Bolsonaro. L'alliance qu'ils rallieront est importante parce que sa réélection, ou le retour de Lula [2003-2010] pour un troisième mandat, dépend largement du vote des millions de chrétiens conservateurs.

Sóstenes Cavalcante assure : "En dehors des députés du Front [évangélique] qui soutiennent

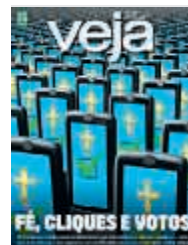
l'opposition – et nous respectons leur choix –, 90 % ou 95 % d'entre nous sommes favorables à la réélection du président Bolsonaro."

Le président brésilien, descendant d'Italiens, a été baptisé [en 2016] par un pasteur évangélique dans le Jourdain, dans le nord d'Israël. Sa femme, Michelle, est évangélique, comme leurs enfants. Et son slogan électoral de 2018, "Le Brésil par-dessus tout, Dieu au-dessus de tous", est dans le droit fil d'un programme ultra-conservateur qui s'avère très attrayant pour les chrétiens des Églises protestantes. L'élection présidentielle, dont le premier tour a lieu le 2 octobre, sera un duel entre le bien et le mal, selon un militaire à la retraite.

Valeurs morales. L'un des partis, les Républicains, n'est autre que la branche politique de l'Église universelle du royaume de Dieu. Mais toutes les formations, hormis la plus à gauche, le PSOL [Partido Socialismo e Liberdade], comptent des évangéliques dans leurs rangs. Et ces Églises ont beau appartenir à tout un éventail de confessions protestantes, elles affichent une quasi-unanimité sur les questions morales.

Sóstenes Cavalcante explique : "Nous nous retrouvons autour d'un socle de valeurs, dans la lutte contre l'avortement, contre la légalisation des drogues et en faveur de la famille traditionnelle.

À la une



FOI, CLICS ET VOTES

Dans son édition du 31 août, **Veja** alertait sur le pouvoir des principaux influenceurs évangéliques au Brésil, qui "soutiennent tous Jair Bolsonaro". Avec leurs quelque 100 millions de followers, ils peuvent peser sur le résultat de la présidentielle, observait l'hebdomadaire conservateur.

Ces trois thèmes, et les jeux de hasard, sont les plus importants." Les casinos et les armes à feu sont deux points de désaccord avec le président.

Ces députés évangéliques se coordonnent sur un groupe WhatsApp, c'est là que sont données les instructions. "Les jours où le thème est important, nous donnons les consignes de vote sur WhatsApp, explique l'élu. Les députés cessent alors de suivre leurs partis respectifs et se rallient au front. Quand il s'agit d'une question idéologique, ils ne sont pas sanctionnés par leur parti, en dehors du PT [le Parti des travailleurs de Lula]. Ce parti a même renvoyé un député qui avait voté contre l'avortement." [L'IVG reste illégale, sauf en cas de danger mortel pour la femme, en cas de viol et de fœtus sans cerveau.]

"Nous donnons les consignes de vote sur WhatsApp. Les députés cessent alors de suivre leurs partis respectifs et se rallient au front."

Sóstenes Cavalcante, LEADER DU FRONT PARLEMENTAIRE ÉVANGÉLIQUE

Pays laïque à majorité catholique, le Brésil est plongé dans une profonde transformation sociale liée au dynamisme des Églises évangéliques, qui possèdent des médias et brassent d'énormes sommes d'argent. La population est profondément croyante, un crucifix domine l'Hémicycle, et chaque mercredi à la première heure, le siège de la Chambre accueille dans une salle un culte évangélique avec cantiques, mains levées, invités et retransmission sur Facebook.

À la dernière présidentielle, sept évangéliques sur dix ont voté pour Bolsonaro. Et les sondages indiquent que leur soutien au président va diminuer, mais que Bolsonaro va rester majoritaire dans cet électorat. Il existe aussi au sein des évangéliques une minorité qui se sent proche de Lula pour des raisons terre à terre, explique le politologue Vinicius do Valle, de l'Observatoire évangélique : "Ils votent pour lui non pas parce qu'ils sont évangéliques, mais parce qu'ils sont pauvres. Au Brésil, les Églises évangéliques comptent la plus forte proportion de Noirs, de gens qui vivent à la périphérie, en d'autres termes à faibles revenus."

La députée Benedita da Silva, une Carioca noire de 80 ans, est l'emblème des protestants dans le parti de Lula. Elle ne vote généralement pas avec ses coreligionnaires. Cette vétérane de la politique est une exception, parce qu'au Congrès brésilien les lobbys jouent un rôle plus important que l'appartenance partisane. Parmi ceux-ci, les trois plus puissants – communément appelés BBB ("bœuf, Bible, balle") – sont les défenseurs du secteur agricole, des chrétiens évangéliques et des forces de sécurité.

L'une des nouveautés amenées par le bolsonarisme est le nombre de dossiers sur lesquels les législateurs chrétiens interviennent à l'unisson. Vinicius do Valle affirme qu'"avec ce gouvernement, non seulement ils agissent ensemble sur les questions morales, mais aussi pour défendre les politiques stratégiques de Bolsonaro". De plus



en plus, ils s'intéressent à l'éducation, cherchant à combattre l'éducation sexuelle ou les droits des LGBTQI.

Les évangéliques n'ont pas toujours participé à la vie politique, pas plus qu'ils n'ont toujours été aussi à droite. De plus en plus, ils se reconnaissent ouvertement conservateurs, et le discours anti-Lula est désormais bien ancré. Vinicius do Valle poursuit : "Dans certaines franges de la population, la gauche n'est pas perçue comme un opposant ayant légitimement sa place dans le jeu politique, mais bel et bien comme l'incarnation du mal, un ennemi à combattre par une guerre sainte."

Il fut un temps où les dirigeants chrétiens conservateurs ont été alignés sur les positions du PT. Davantage celles de Lula que celles de Dilma Rousseff [2011-2016], mais ils ont contribué à la chute de la présidente, avant de surfer avec enthousiasme sur la vague bolsonariste. Ces années-là, raconte le député Sóstenes Cavalcante, ils œuvraient en sous-main. Ils travaillaient de manière coordonnée avec la majorité du PT. "C'est la manière que nous avons trouvée d'opposer une certaine résistance idéologique à un gouvernement de gauche", explique le député, qui appartient à l'Assemblée de Dieu, la plus importante Église évangélique du Brésil, forte d'un siècle de présence dans le pays.

Lobby incontournable. Le chef du Front évangélique reproche au PT les pratiques corrompues qui étaient les siennes quand il était au pouvoir, ainsi que son programme progressiste. "Ces gouvernements s'en prenaient aux valeurs chrétiennes", poursuit-il. Il se plaint que, "lorsqu'ils n'arrivaient pas à faire passer une loi, ils le faisaient en recourant au pouvoir judiciaire", comme ça a été le cas, souligne-t-il, avec le mariage gay ou l'élargissement du droit à l'avortement dans le cas de fœtus sans cerveau [anencéphalie].

Cavalcante croit en la victoire de Bolsonaro. Il espère qu'une fois réélu le président d'extrême droite pourra aller jusqu'au bout de son programme ultraconservateur, et notamment restreindre le droit à l'avortement. Quoi qu'il en soit, la priorité du front parlementaire évangélique n'est pas d'élire un président, mais d'accroître la présence des évangéliques au Parlement. À l'heure actuelle, ils disposent de 20 % des sièges, alors qu'on estime qu'ils représentent 30 % des 210 millions de Brésiliens.

Favori des sondages, Lula courtise lui aussi les évangéliques. Le prochain président, que ce soit lui ou Bolsonaro, devra être très attentif à ces millions de compatriotes, comme le sont les présidents du Congrès.

Sóstenes Cavalcante conclut : "Nous n'agissons plus en secret, tout le monde est au courant. La présidence de la Chambre, quand elle doit voter des textes polémiques, veut savoir ce qu'en pensent les BBB. Avant, ils interrogeaient seulement les chefs des partis et les députés. Aujourd'hui, pour éviter les mauvaises surprises, ils nous demandent à nous aussi. La réussite ou l'échec de certains projets de loi dépendent parfois de nous, alors on commence à nous écouter."

—Naiara Galarraga Gortázar
Publié le 6 août

← "Plus vite viendra l'apocalypse, plus vite nous irons tous au paradis ! Réévaluez-moi, l'apocalypse, c'est dans mon programme !"

Dessin de David Peter Kerr paru dans le livre **In Spite of You, Bolsonaro and the New Brazilian Resistance** (Éditions OR Books), Royaume-Uni.



SUR NOTRE SITE
courrierinternational.com

Dans la ville de gauche de Guaribas, la pression des évangéliques pour voter contre Lula
À l'approche du prochain scrutin, des pasteurs tentent de faire basculer les votes en faveur du chef de l'État sortant, l'ultradroite Jair Bolsonaro.
Un reportage de **The Intercept Brasil.**

UN PRÉSIDENT AU BILAN ÉCONOMIQUE CONSTERNANT

Alors qu'il se présentait en 2018 en réformateur libéral, Bolsonaro n'a pas tenu ses promesses, estime ce quotidien brésilien.

—O Globo (extraits) Rio de Janeiro

Jair Bolsonaro a fait campagne en 2018 en se présentant comme un libéral. Son programme de gouvernement défendait avec emphase l'ouverture économique : "Les pays les plus ouverts sont aussi les plus riches." C'est exact. Et qu'a fait le gouvernement ? Pas grand-chose, en admettant qu'il ait fait quelque chose. En août, il a annoncé la réduction des taxes à l'importation de compléments alimentaires, notamment les protéines de lactosérum, et d'accessoires pour motards et amateurs de deltaplane. Cette mesure allait, selon lui, favoriser "les personnes qui aiment s'entraîner". Il a cependant oublié "les personnes qui aiment produire".

Le Brésil possède l'une des économies les plus fermées du monde. Incapable d'importer des pièces détachées de qualité supérieure et meilleur marché que celles produites localement, le pays produit et exporte moins qu'il ne le pourrait. Nous payons davantage pour des produits moins bons. Notre efficacité est faible, la productivité stagne, et on a du mal à générer revenus et emplois. La misère et la pauvreté, qui touchent une si grande partie de la population, persistent.

D'après une simulation réalisée par le Secrétariat spécial pour les sujets stratégiques (Sess) sous la présidence de Michel Temer

[2016-2018], une large suppression des taxes à l'importation réduirait le prix des services et des produits d'environ 5 % dans toute l'économie. Dans les secteurs plus protégés, les machines ou le textile, par exemple, la baisse se situerait entre 6 % et 16 %. Après l'ouverture, 75 % des secteurs de l'économie connaîtraient une augmentation de l'emploi. Bien sûr, il y aurait des perdants et il faudrait investir dans la formation de la main-d'œuvre. Mais le solde serait amplement positif.

Pour provoquer une ouverture de cette envergure, supprimer les taxes sur des milliers de produits, il faudrait vaincre le lobby de ceux qui profitent de la fermeture des portes. Il y a longtemps que la protection générale ne fonctionne pas, comme le montrent les chiffres des exportations des produits manufacturés, l'improductivité chronique et la désindustrialisation progressive du pays.

La diminution du poids de l'industrie n'est pas une exclusivité brésilienne. Ce qui caractérise l'industrie nationale, c'est sa mauvaise productivité qui ne lui permet pas d'être concurrentielle à l'échelle mondiale. L'industrie gagnerait beaucoup à pouvoir importer des machines, des équipements, des produits de télécommunication et d'informatique sans payer de droits de douane exorbitants. L'étude du Sess établit clairement que les exemptions ponctuelles, obtenues au prix de lobbying et de mesures exceptionnelles, ne sont qu'un rectificatif. La meilleure solution pour lutter contre le manque de productivité, c'est l'ouverture, une sorte d'incitation pour l'industrie "qui aime s'entraîner".

Bolsonaro a échoué sur ce front. Certes, il y a eu d'autres réductions des taxes à l'importation en plus de l'émergence récente du "libéralisme du lactosérum". Elles sont cependant insuffisantes. Sandra Rios, directrice du Centre d'études de l'intégration et du développement, explique : "Une partie des réductions durera jusqu'à la fin de 2023. Elles visaient à réduire l'inflation provoquée par la pandémie et la guerre en Ukraine."

Au lieu de favoriser les équipements pour les motards qui fréquentent ses "manifestations sur des deux-roues", Bolsonaro aurait dû penser au pays et entreprendre une ouverture plus ample. Les bénéfices pour le Brésil auraient été bien plus grands.—

Publié le 25 août

Le pourfendeur affiché de la bureaucratie

●●● Jair Bolsonaro "dérange bien plus par les changements qu'il provoque que par les erreurs qu'il commet", estime le chroniqueur Jorge Serrão sur le site de **Jovem Pan**, principale radio de São Paulo, considérée comme la "voix du bolsonarisme". Pour Jorge Serrão, le président sortant a montré sa "vocation à générer des ruptures". Citant un slogan de la campagne 2018 de Bolsonaro, "Plus de Brésil et moins de Brasília", le journaliste se félicite de l'adoption de législations qui "luttent contre la bureaucratie d'antan et en finissent avec les magouilles éhontées qui nuisent tant à la population brésilienne". La réélection de Bolsonaro lui donnera le temps d'"achever des projets structurels importants". Et le chroniqueur de citer la dérivation du fleuve

São Francisco – un chantier lancé en 2007 alors que Lula était président –, qui doit apporter de l'eau à des millions d'habitants du Nordeste et favoriser "une agriculture forte" dans la région. "Il y a également 80 nouvelles voies de chemin de fer approuvées ou en cours d'approbation, dont beaucoup sont déjà en cours de construction", poursuit Jorge Serrão. Traversant 17 États brésiliens, ces lignes permettront de "mettre en place une logistique longue distance, ce qui n'a jamais existé au Brésil". Dans les cinq prochaines années, le Centre-Ouest brésilien "sera encore plus riche" et générera "une part gigantesque" du PIB du pays, assure le journaliste, qui conclut : "Le vieux problème de l'absence de routes goudronnées et de ponts appartient au passé."

Quel troisième mandat pour Lula ?

Président d'un Brésil en plein essor économique entre 2003 et 2010, l'ancien métallo se présente comme l'antithèse de Bolsonaro. Mais il veille aussi à ne pas effrayer les milieux d'affaires, dans un pays frappé par la crise mondiale.

—Financial Times Londres

S'il remporte la présidentielle, il pourra se vanter d'avoir fait le come-back, sinon du siècle, au moins de la décennie. Luiz Inácio Lula da Silva, ancien ouvrier métallurgiste, cireur de chaussures dans son enfance, a été le président d'un Brésil en plein essor économique avant de quitter ses fonctions en 2010 avec une cote de popularité au-dessus de 80 %.

“J'étais conscient que si je devenais président et que mon gouvernement ne donnait pas de bons résultats, jamais plus un ouvrier ne pourrait imaginer accéder à la présidence”, raconte-t-il lors d'une interview qu'il nous accorde à son QG de campagne, installé dans des bureaux design d'un quartier branché de São Paulo.

Sous le mandat de Dilma Rousseff, sa successeuse désignée, l'économie a plongé dans une récession brutale de deux ans, en partie due à des mesures prises par Lula lors de son second mandat. Depuis, le Brésil n'a plus renoué avec une croissance solide et durable.

Costume bleu marine. Parallèlement, le Parti des travailleurs (PT), que Lula dominait depuis quarante ans, se révèle être au centre d'un colossal système de pots-de-vin mis en place sous sa présidence et celle de Dilma – “la plus grosse affaire de corruption à l'étranger de l'histoire”, selon le ministère de la Justice américain.

Dans un Brésil scandalisé par l'ampleur de la corruption sous le PT, en 2018, Lula est emprisonné pour plusieurs chefs de corruption – il passera 580 jours dans les geôles fédérales. Pendant qu'il est derrière les barreaux, Jair Bolsonaro, ancien militaire d'extrême droite, accède à la présidence.

Libéré en 2019 pour des questions de procédure [un juge de la Cour suprême brésilienne a estimé que les juges qui l'avaient condamné

➤ Lula. Dessin de Luis Grañena paru dans *La Tercera*, Santiago du Chili.



un Brésil plus pauvre que quand j'ai quitté la présidence, il y a douze ans, dit-il. Je vois plus de chômage, plus de gens qui ont faim, et un gouvernement dont la crédibilité est au plus bas, aussi bien auprès des Brésiliens que de la communauté internationale.”

Lula accueille ses intervieweurs comme de vieux amis, et la conversation à bâtons rompus abordera aussi les mérites comparés du foot brésilien et du foot britannique – un échange animé qu'il conclura sur le constat que s'il y a un grand gagnant de la mondialisation, c'est bien ce sport.

Luiz Inácio Lula da Silva entend se présenter aujourd'hui en antithèse de Bolsonaro, connu pour ses tirades contre les femmes, les homosexuels et les écologistes. Alors qu'il est au pouvoir depuis près de quatre ans, ce président champion des valeurs conservatrices et du port d'armes est devenu selon Lula “un paria de l'humanité”.

Par sa capacité à créer du lien avec les gens, l'ancien métallo semble bien aux antipodes de Bolsonaro, qui, selon les sondages, s'est aliéné l'électorat par sa négligence coupable face à la crise du Covid-19 et son absence d'em-

pathie alors que 674 000 Brésiliens sont morts de cette maladie [selon les chiffres de l'université américaine Johns Hopkins, ce bilan dépassait les 685 000 victimes au 21 septembre].

Mais pour les milieux d'affaires, une question se pose : si Lula l'emporte, à quel président faut-il s'attendre ? Le pragmatique en économie des premières années ou l'interventionniste plus idéologiquement marqué qui s'est imposé lors de son second mandat ?

“Cela m'attriste beaucoup de trouver aujourd'hui un Brésil plus pauvre que quand j'ai quitté la présidence, il y a douze ans.”

Lula

n'étaient pas compétents pour le faire], Lula a peut-être aujourd'hui devant lui une deuxième chance comme il ne s'en présente guère. Selon les sondages, le candidat de 76 ans, qui reste une figure de proue de la gauche latino-américaine, est en bonne posture pour reprendre la présidence à Bolsonaro.

Alors que nombre de Brésiliens n'en peuvent plus de ce président qui a brillé par sa gestion calamiteuse de la pandémie et d'incessantes provocations idéologiques, Lula (vêtu lors de notre entretien d'un élégant costume bleu marine et d'une cravate à rayures rouges) entend convaincre ses compatriotes qu'il est un homme d'État capable de ramener la stabilité politique et de sortir son pays du gouffre économique où il patauge depuis près de dix ans. “Cela m'attriste beaucoup de trouver aujourd'hui



Lula n'entre guère dans les détails de son programme. On a beau l'inciter sans cesse à se tourner vers l'avenir, il préfère rappeler ses victoires passées et ses échanges avec d'anciens dirigeants, tels que Tony Blair, Jacques Chirac et Gerhard Schröder.

Mais il entend aussi apparaître comme un chef d'État sur qui l'on peut compter, et met l'accent sur les "trois mots magiques de la gouvernance" : crédibilité, prévisibilité, stabilité. Et à son âge, ajoute-t-il, il est "plus expérimenté, plus aguerri et plus soucieux encore de faire les choses bien".

Pour sa première élection à la présidence, en 2002, Lula avait eu une chance politique rare : il arrivait alors que le marché mondial des matières premières avait le vent en poupe, soutenu par une croissance rapide de la Chine. Comme d'autres pays riches en ressources naturelles dans la région, le Brésil avait vu son économie s'envoler.

Grandiloquence. Si Lula revient au pouvoir, un tout autre environnement économique l'attend, entre les risques de récession mondiale et un budget national sous pression qui laisse peu de marge à la dépense publique.

La croissance au Brésil devrait être comprise entre 1 et 2 % cette année, et le chômage est passé sous la barre des 10 % pour la première fois depuis 2016, mais l'inflation inquiète. La hausse des prix atteint 12 % par an, alors même que la Banque centrale a fait repasser les taux d'intérêt à plus de 13 %. Un généreux plan de relance durant la pandémie avait limité les dégâts, avant d'être assez vite retiré.

L'extrême pauvreté a progressé de plus de 30 % l'année dernière, pour toucher 14 % de la population, selon des chiffres de FGV Social. Ce centre d'études des politiques sociales a établi, à partir d'une enquête Gallup, que 36 % des Brésiliens n'avaient pas les moyens de se nourrir correctement, dans un pays qui fait pourtant partie des premiers exportateurs agricoles de la planète.

À l'approche du scrutin, Bolsonaro mise sur la distribution d'aides plus importantes aux plus pauvres, et [a fait] adopter des subventions sur les carburants au profit des chauffeurs routiers et des taxis [en août, le gouvernement brésilien a notamment versé 2 000 reais, soit 390 euros, à 245 000 chauffeurs de taxis].

Aux mesures détaillées, Lula préfère la rhétorique grandiloquente. Quand il évoque la misère qu'il a connue étant enfant, il verse dans l'émotion : "J'ai dû attendre d'avoir 7 ans pour découvrir le pain. Bien souvent, je voyais ma mère devant la cuisinière sans rien pour préparer le repas."

Il assure qu'il mettra fin au plafonnement constitutionnel des dépenses publiques et rappelle que les dépenses sociales ne sont pas un coût, mais un investissement : "Quand les pauvres sortent de la pauvreté et deviennent consommateurs de soins médicaux, d'éducation et de biens, c'est toute l'économie qui en tire profit."

Mais il s'inscrit aussi en faux contre ceux qui doutent de sa responsabilité budgétaire. "J'ai

appris très tôt, de ma mère analphabète, que je ne pouvais pas dépenser plus que je ne gagnais." Preuve selon lui de ses positions modérées, il s'est choisi pour candidat à la vice-présidence un centriste qui s'était jadis présenté contre lui, Geraldo Alckmin.

Lula assure aussi qu'il désignera, comme lors de son premier mandat, un ministre des Finances qui ne sera pas un économiste mais un politicien de talent, et qui sera conseillé par des experts. Il entend revenir sur les réformes du marché du travail adoptées après que le PT a perdu le pouvoir, et annonce une grande réforme de la fiscalité (le gouvernement Bolsonaro s'y est cassé les dents) afin de taxer davantage les riches.

Le candidat du PT n'a guère d'indulgence envers les représentants des milieux d'affaires, qui redoutent une présidence extrémiste ou critiquent son manque de nouvelles idées. "Les élites brésiliennes ont une mentalité d'esclavagistes", lâche-t-il, en référence au tollé auquel il avait fait face quand son parti a mis en place l'encadrement du travail à domicile : "Vous savez ce qu'ils disaient au Brésil quand il y avait des embouteillages ? Que c'était une honte que Lula ait permis aux pauvres d'acheter des voitures."

"Lula a volé mais il a donné aux pauvres, Bolsonaro a volé mais il a donné aux riches", résume un jeune livreur, en écho à un sentiment largement partagé.

Aussi hostiles que soient parfois les discours, la perspective d'un retour de Lula au pouvoir ne sème pas la panique dans l'élite économique brésilienne. Les soubresauts permanents de la vie politique sous Bolsonaro n'ont pas été du goût du monde économique, et ce malgré la mise en œuvre de quelques réformes, dont le plafonnement des retraites des fonctionnaires et plusieurs privatisations. Et puis Lula n'a rien d'un inconnu. "Il n'est pas une menace pour les institutions, résume un cadre bancaire. Nous perdrons un peu en qualité de gouvernance économique, mais il n'y aura pas de détricotage." Alberto Ramos, économiste en chef pour l'Amérique latine chez Goldman Sachs, est plus inquiet : "Le secteur public au Brésil est d'une inefficacité effarante, et Lula veut lui lâcher la bride – ça n'a rien d'engageant."

Le meilleur atout du candidat Lula reste le souvenir qu'il a laissé de ses deux mandats, celui d'une prospérité grandissante du Brésil.

À une demi-heure de voiture de son QG de campagne, dans la favela baptisée Paraisópolis, quelque 100 000 personnes vivent dans les marges de São Paulo, au sens propre comme au figuré. Beaucoup se rappellent la présidence Lula avec nostalgie. "Les pauvres étaient visibles", estime Gilson Rodrigues, une figure du quartier.

Lui comme d'autres s'accordent à dire que la situation s'est encore aggravée depuis la

pandémie dans cette favela où les ambulanciers ont peur d'entrer. Nul n'a oublié la corruption des années PT. Mais Lula a l'image d'un chef au-dessus de son parti et qui n'est pas mû par ses intérêts personnels. "Lula a volé mais il a donné aux pauvres, Bolsonaro a volé mais il a donné aux riches", résume un jeune livreur, en écho à un sentiment plus largement partagé.

Pendant l'ère Lula, le Brésil a fait reculer de façon spectaculaire la pauvreté, et ce grâce à des programmes sociaux comme Bolsa Família, un système d'allocations versées aux plus démunis. Mais sous Dilma, les mesures étatiques se sont accentuées, et l'État a étendu sa mainmise sur l'économie. Certains estiment que l'interventionnisme de ce gouvernement, ajouté à des années de laxisme budgétaire, est → 36

Repères

LULA EN CINQ DATES

27 octobre 1945 —

Naissance à Caetés, dans le Nordeste, l'une des régions les plus pauvres du Brésil. Ouvrier métallurgiste à São Bernardo do Campo, dans l'État de São Paulo, il se lance dans le syndicalisme puis la politique en fondant le Parti des travailleurs (PT), en 1980.

27 octobre 2002 —

Élu à la présidence. Lula est investi le 1^{er} janvier 2003.

29 octobre 2006 —

Réélu, il termine son second mandat en 2010.

24 janvier 2018 —

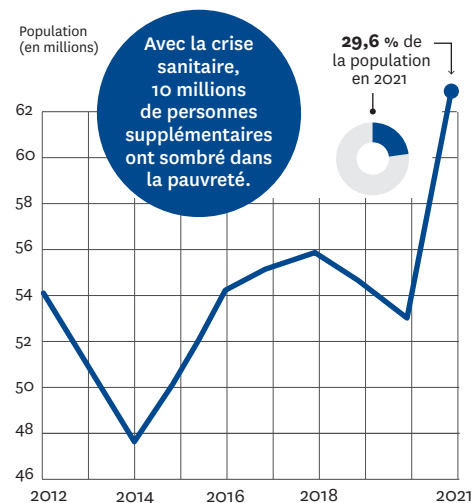
Mis en cause dans différentes affaires de corruption, il est condamné en appel à douze ans de prison.

8 novembre 2019 —

il est libéré à la suite d'une décision du Tribunal suprême fédéral qui relève des défauts dans la procédure pénale.

De plus en plus pauvres

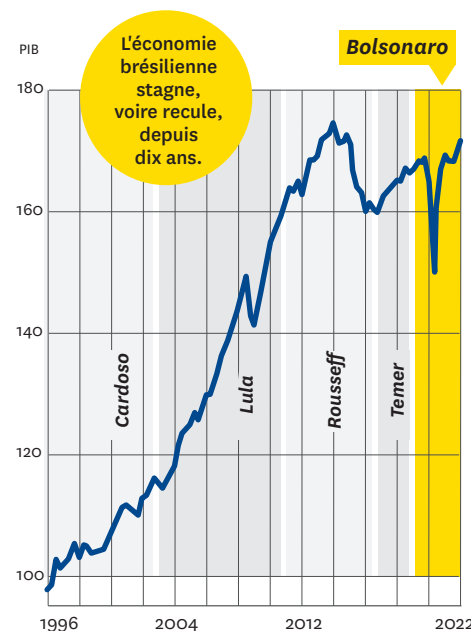
Part de la population vivant avec moins de 497 reais par mois*



* Soit 3,63 euros par jour en parité de pouvoir d'achat.

Mauvaise passe

PIB, en reais (base 100 : 1996)



35 ← à l'origine de l'inflation actuelle et de la récession au Brésil, la pire de son histoire.

Le PT a aussi été au cœur du plus gros scandale de corruption d'Amérique latine, connu sous le nom de Lava Jato ["Lavage express"], un système de pots-de-vin exigés en échange de contrats avec la compagnie pétrolière publique Petrobras. "S'il y a eu de la corruption, une enquête a eu lieu, et nous avons payé pour les erreurs commises, estime aujourd'hui Lula. Mais ce qui s'est passé au Brésil était une opération politique destinée à détruire l'image de nombreuses personnes et à m'empêcher de regagner la présidence en 2018."

Lutte contre la déforestation. Bolsonaro clame que Dieu seul pourra lui faire quitter le pouvoir. De son côté, Lula balaie l'éventualité d'une intervention militaire ou d'une crise post-électorale comme en ont connu les États-Unis avec l'attaque contre le Capitole. "Bolsonaro est quelqu'un qui bluffe tout le temps", estime la figure de proue du PT. Peut-être appelle-t-il de ses vœux un coup d'État, mais "il se retrouverait bien seul".

Les alliés du Brésil scruteront attentivement cette élection. Lula promet de ramener le pays sur la scène internationale en en refaisant une grande puissance émergente, écologiquement et socialement responsable. Il annonce qu'il mettra en place une nouvelle force de contrôle aux frontières et luttera activement contre la déforestation, et rappelle, pour preuve qu'il sait être à la hauteur de ses engagements, les réussites de son premier mandat en la matière : "La préservation de l'Amazonie sera pour nous une priorité."

S'il l'emporte, ce mandat sera aussi pour Lula une chance unique de choisir ce qu'il laisse à la postérité. Il ne briguera pas de quatrième mandat, assure-t-il.

Sa priorité sera d'abord et avant tout d'améliorer la vie des Brésiliens. Terrassera-t-il la faim et la pauvreté, ce démon à deux têtes qui harcèle son pays? Lula lâche un rire goguenard : "Si je réussis ça, mon ami, j'irai au paradis."

—Roula Khalaf,

Michael Stott et Michael Pooler

Publié le 11 juillet

À la une



LULA, ACTE II

"Le leader le plus populaire du Brésil" a eu les honneurs de la une de **Time** en mai. Dans une interview au magazine américain, Lula expliquait "n'avoir jamais abandonné la politique", car il a "une cause" à défendre. Et déclençait une polémique, en déclarant que Volodymyr Zelensky était "aussi responsable" de la guerre en Ukraine que Vladimir Poutine.

DEUX VISIONS OPPOSÉES DE LA DIPLOMATIE

Isolé sur la scène internationale depuis l'arrivée au pouvoir de Bolsonaro, le Brésil doit redorer son image pour redevenir un acteur de premier plan.

Longtemps acteur de premier plan des grandes négociations internationales, le Brésil de Jair Bolsonaro "n'a jamais été aussi isolé", affirme le chroniqueur Matheus Leitão dans l'hebdomadaire conservateur **Veja**. Dans un article sur les récents propos du président brésilien à l'encontre de son nouvel homologue chilien, qu'il a accusé d'avoir "brûlé le métro" à l'époque des manifestations de 2019, quand Gabriel Boric était député, l'éditorialiste évoque une diplomatie "déplorable".

Au cours de son mandat, le dirigeant brésilien "a créé des problèmes insensés du point de vue diplomatique", abonde Míriam Leitão dans les colonnes du quotidien **O Globo**. Soutien invétéré de l'ex-président américain Donald Trump, Jair Bolsonaro a, par exemple, "été parmi les derniers présidents à reconnaître la victoire de Joe Biden aux États-Unis", en 2020.

Un an plus tôt, en plein bras de fer avec Emmanuel Macron à propos des incendies qui ravageaient l'Amazonie, il s'était moqué du physique de la première dame, Brigitte Macron. En 2021, il s'en était pris à la Chine, son principal partenaire commercial, insinuant que le coronavirus avait été disséminé délibérément par le géant asiatique.

Depuis le lancement de la campagne pour sa réélection, Jair Bolsonaro semble cependant vouloir "changer le cap" de sa politique étrangère, observe **O Globo** dans un autre article. Dans son programme, le dirigeant affiche l'entrée du

Brésil dans l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) comme sa priorité et présente le pays comme un "défenseur historique de l'ordre global multipolaire [...] centré sur la Charte des Nations unies".

En cas de second mandat, il aura "pour défi" d'améliorer l'"image abîmée" du Brésil sur les "thèmes centraux" de la politique environne-

mentale et climatique, des droits de l'homme et du respect de la démocratie, prévient **O Globo**. Pour **Folha de São Paulo**, Jair Bolsonaro n'a pas le choix : "La recherche de nouveaux partenariats est devenue indispensable depuis la fin du gouvernement de

Donald Trump", un coup dur pour sa politique extérieure "antimondialiste".

Le 20 septembre, à l'occasion du traditionnel discours inaugural de l'Assemblée générale de l'ONU, le dirigeant d'extrême droite a d'ailleurs "utilisé la scène mondiale pour parler au public"

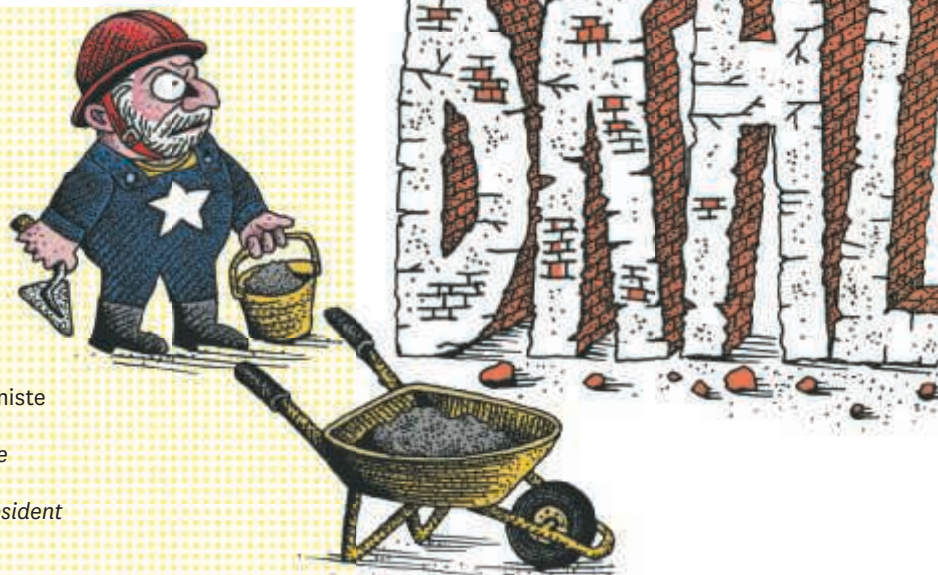


REVUE DE PRESSE

À quel point Lula est-il de gauche?

●●● "À quel point Luiz Inácio Lula da Silva est-il de gauche en matière économique?" se demande **The Economist**. D'un côté, le candidat du PT envoie des signaux aux marchés – depuis le 19 septembre, il compte notamment parmi ses soutiens l'ancien gouverneur de la Banque centrale Henrique Meirelles. De l'autre, son équipe compte mettre en œuvre rapidement une réforme qui "augmentera les impôts pour les très riches tout en simplifiant le labyrinthe des taxes à la consommation, qui entravent la croissance". Aucun gouvernement n'a pourtant réussi la réforme fiscale dont

le Brésil a besoin depuis 1965, observe l'hebdomadaire britannique, "car elle implique des négociations difficiles avec les États et les groupes d'intérêt". **The Economist** s'est penché sur le programme de campagne de Lula, dans lequel transparaissent un interventionnisme affirmé de l'État et la volonté de "brésilianiser" les prix du pétrole. Reste que, d'après l'économiste Monica de Bolle, ce programme "est la répétition de chaque programme du Parti des travailleurs depuis 1989 : ce qu'il y a sur le papier et ce que le président fait sont deux choses très différentes".



brésilien mais aussi à de “rares alliés de la droite globale”, observe un éditorialiste de *Folha*.

Et Luiz Inácio Lula da Silva? Le leader de gauche entend au contraire “rééditer l’activisme diplomatique de ses années au pouvoir” [2003-2010]. Il compte notamment renforcer le Mercosur et redéfinir l’accord commercial entre le bloc sud-américain et l’Union européenne, conclu en 2019 mais jamais ratifié. Lula souhaite aussi resserrer les liens avec les autres pays des Brics (Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) et faire du Brésil un acteur clé de la politique climatique mondiale.

Mais le monde qu’il a connu en tant que président est “différent, davantage multipolaire, et le Brésil doit trouver un équilibre entre les différentes puissances, en particulier les États-Unis, la Chine et la Russie”, souligne le site de la chaîne **CNN Brasil**.

L’ex-dirigeant a récemment affirmé qu’il “dialoguerait avec la Russie et l’Ukraine” pour mettre fin à la guerre, un sujet sur lequel il cultive l’ambiguïté. Il y a quelques mois, dans une interview au magazine américain **Time**, Lula avait déclenché une polémique, déclarant que le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, était “aussi responsable” du conflit que le dirigeant russe, Vladimir Poutine.

Mais avec cette interview, “Lula semble avoir atteint son principal objectif”, notait le magazine **Americas Quarterly** en juillet dernier : il a montré “aux électeurs brésiliens qu’il continue à être admiré par les médias internationaux”.

— **Courrier international**



Une fuite des cerveaux

●●● L’émigration des Brésiliens a fortement augmenté ces dernières années, notamment vers le Portugal et les États-Unis. Ils fuient une économie en crise, l’insécurité, l’instabilité politique...

Cette émigration ne concerne pas seulement les cadres supérieurs mais aussi une partie des classes moyennes. “Le nombre de Brésiliens résidant officiellement au Portugal a ainsi récemment battu un nouveau record, avec 252 000 personnes, en progression de 23 % par rapport à l’année dernière, note la revue new-yorkaise **Americas Quarterly**, intégralement consacrée à l’Amérique latine. Si l’on inclut les sans-papiers et plusieurs milliers de ressortissants du Brésil non comptabilisés car détenteurs d’une nationalité européenne, les Brésiliens au Portugal sont sans doute autour de 500 000.” Les dossiers de naturalisation déposés au Portugal par des Brésiliens sont aussi en forte hausse depuis dix ans, de 24 000 en 2010 à 58 000 en 2020. De même en Italie, en Irlande ou aux États-Unis, où la population brésilienne a connu une augmentation spectaculaire : +20 % depuis 2016 aux États-Unis, où ils sont aujourd’hui 1,8 million. Après près de dix ans d’une croissance économique presque nulle, “cette fuite des cerveaux – très nette déjà dans la communauté scientifique, où les chercheurs sont confrontés à des coupes claires dans leurs budgets – s’accélère et se révèle extrêmement troublante”. La revue remarque également qu’il y a un peu plus de dix ans, avec l’optimisme économique débordant, dû notamment au boom des matières premières, la situation était exactement l’inverse : le Brésil était alors un pays d’immigration. “À voir les cafés de Rio et de São Paulo bruir de jeunes expatriés venus de l’étranger, nul ne pouvait imaginer que, dix ans tard, les Brésiliens quitteraient leur pays dans des proportions jamais vues.”

✎ Dessin de Simanca, Brésil.

SUR LA BOUTIQUE DE COURRIER INTERNATIONAL

Coffret 10 DVD Télérâma volume 12 des “Films à voir et à revoir de 2021”

Offre spéciale réservée à nos abonnés



45€*

Les dix films marquants de 2021 :

- *Julie (en 12 chapitres)* de Joachim Trier
- *Les Olympiades* de Jacques Audiard
- *Drive My Car* de Ryusuke Hamaguchi
- *Madres Paralelas* de Pedro Almodóvar
- *Compartiment n° 6* de Juho Kuosmanen
- *Les Intranquilles* de Joachim Lafosse
- *Illusions perdues* de Xavier Giannoli
- *Annette* de Leos Carax
- *La Fracture* de Catherine Corsini
- *La Loi de Téhéran* de Saeed Roustayi

Pour commander, scannez le code QR



Ou rendez-vous sur notre site : <https://abo.courrierinternational.com/vpc>

Offre valable dans la limite des stocks disponibles en France métropolitaine jusqu’au 31 décembre 2022
* Frais de port en sus en fonction du produit. Réception environ une semaine après la prise en compte de votre commande. Nos conditions générales de vente sont disponibles sur notre site Internet : <https://www.courrierinternational.com/page/cgvu>

trans- versales.



sciences

Économie40
Signaux41

Ce que vous avez en commun avec votre sosie

Génétique. Il y a peut-être quelqu'un sur cette planète qui vous ressemble à s'y méprendre. Même si vous n'êtes pas jumeaux, vous partagez sans doute une bonne part de votre ADN.



↑ Charles Chasen et Michael Malone à Atlanta (États-Unis) en 2014. Photos François Brunelle

—The New York Times
New York

Charles Chasen et Michael Malone se sont rencontrés à Atlanta en 1997. Malone avait été invité à chanter dans le groupe de Chasen. Ils sont vite devenus amis, mais ce qu'ils n'avaient pas remarqué, contrairement aux gens de leur entourage, c'est qu'ils pouvaient passer pour des jumeaux. Malone et Chasen sont des sosies. Ils se ressemblent comme deux gouttes d'eau, mais n'ont pas de lien de parenté. Leurs ascendants immédiats ne viennent même pas de la même région du monde : la famille de Chasen est originaire de Lituanie et d'Écosse, celle de Malone de la République dominicaine et des Bahamas.

Les deux amis, ainsi que des centaines d'autres sosies, ont participé à un projet photographique porté par le Canadien François Brunelle. L'idée de la série intitulée *Je ne suis pas un sosie!* a germé quand Brunelle a découvert qu'il était le portrait craché de l'acteur anglais Rowan Atkinson.

Ce projet a connu un grand succès sur les réseaux sociaux et plus largement sur Internet, mais il a également attiré l'attention des scientifiques qui étudient la génétique. Manel Esteller, chercheur à l'Institut de recherche sur la leucémie Josep Carreras à Barcelone, avait précédemment étudié les différences physiques entre des jumeaux identiques, et il

“Cela peut paraître logique, mais cela n'avait jamais été démontré.”

Manel Esteller,
CHERCHEUR

voulait examiner une autre situation : des gens qui se ressemblent mais n'ont aucun lien de parenté. Ce phénomène l'intriguait.

Dans le cadre d'une étude publiée [le 23 août] dans la revue scientifique *Cell Reports*, Manel Esteller et son équipe ont recruté 32 couples de sosies immortalisés par les photos de Brunelle pour analyser leur ADN et leur soumettre des questionnaires

sur leur mode de vie. Les chercheurs ont utilisé un logiciel de reconnaissance faciale afin de dénombrer les ressemblances entre les visages des participants. Seize de ces 32 couples ont obtenu des scores similaires à de véritables jumeaux analysés par le même logiciel. Les chercheurs ont ensuite comparé les ADN de ces 16 couples de sosies pour voir si leur ADN aussi était identique.

L'équipe de Manel Esteller a découvert que les 16 couples de sosies qui étaient de “vrais” sosies avaient bien plus de gènes en commun que les 16 autres, moins ressemblants selon le logiciel de reconnaissance faciale. “*Ces gens se ressemblent vraiment parce qu'ils ont une quantité importante de génome commun, c'est-à-dire de séquence d'ADN*”, explique-t-il. Que les gens qui se ressemblent aient plus de gènes en commun “*peut paraître logique, mais cela n'avait jamais été démontré*”, poursuit-il.

Pourtant, l'ADN a lui seul ne peut pas tout expliquer. Les expériences que nous avons vécues, et celle de nos ancêtres, ont une influence sur l'activation de nos



↑ Agnès Loonstra et Ester Scholter à Utrecht (Pays-Bas), en 2015.



↑ Ana Maria Sánchez et Katherine Romero à Bogota (Colombie), en 2014.



↑ Roniel Tessler et Garrett Levenbrook à New York (États-Unis), en 2013.

gènes – c’est ce que les scientifiques appellent l’“épigénome”. Et notre microbiome, notre copilote microscopique composé de bactéries, de champignons et de virus, est encore plus influencé par notre environnement. Le chercheur a découvert que si les génomes des sosies étaient semblables, leurs épigénomes et leurs microbiomes étaient différents. “La génétique les rapproche, mais l’épigénétique et le microbiome les éloignent”, observe-t-il.

La ressemblance de ces sosies a donc plus à voir avec leur ADN qu’avec l’environnement dans lequel ils ont grandi. Cela a surpris Esteller, qui s’attendait à découvrir que l’environnement jouait un rôle très important. Et puisque la ressemblance de ces sosies est davantage imputable à des gènes partagés qu’à des expériences de vie similaires, cela veut dire que, jusqu’à un certain point, leur ressemblance est juste une question de hasard, lié à la croissance de la



↑ Jeanne Bédard et Jessica Gagnon à Montréal (Canada), en 2015.

population. Après tout, il n’y a pas tant de façons de construire un visage. “Il y a tellement de gens sur Terre actuellement que le système se répète”, avance Manel Esteller. Il n’est donc pas déraisonnable de penser que nous avons tous un sosie quelque part.

Manel Esteller espère que ses découvertes permettront aux médecins de diagnostiquer des maladies à l’avenir – si les gens ont des gènes semblables, ils partagent peut-être aussi une prédisposition à certaines maladies. “Il y a apparemment des éléments concluants en matière de génétique qui font que deux individus qui se ressemblent ont également des profils génomiques similaires”, reconnaît Olivier Elemento, directeur de l’Institut Engländer à la faculté de médecine Weill Cornell de New York, qui n’a pas participé à l’étude. Les écarts entre les prédictions de l’ADN et l’apparence réelle des gens pourraient aider les médecins à déceler des problèmes, estime-t-il.

Manel Esteller laisse également entendre qu’il pourrait y avoir des liens entre les traits du visage et les comportements, et que les découvertes de cette étude permettront peut-être un jour à la police scientifique d’établir le portrait-robot d’un suspect uniquement à partir d’échantillons de son ADN.

“Il y a tellement de gens sur Terre actuellement que le système se répète.”

Manel Esteller,
CHERCHEUR

Daphne Martschenko, du Centre de Stanford sur l’éthique biomédicale, qui n’a pas participé au projet, recommande cependant la plus grande prudence avant d’appliquer ces découvertes à la police scientifique. “Nous avons déjà vu de nombreux exemples des dégâts causés par les algorithmes de reconnaissance faciale qui n’ont fait

que renforcer des préjugés raciaux existants en matière de logement et de recrutement et dans le profilage criminel”, rappelle la chercheuse. Qui souligne que cette étude “soulève un grand nombre de questions éthiques”.

Malgré les risques posés par cette corrélation entre l’apparence des gens et leur ADN ou leur comportement, Charles Chasen et Michael Malone affirment que le projet photographique – et le fait de savoir que nous avons tous peut-être un “jumeau secret” quelque part – a eu des effets bénéfiques. Les deux hommes sont amis depuis vingt-cinq ans, et quand Chasen a projeté de se marier, Malone a été le premier à en être informé. Si toutes les personnes dont les ADN se ressemblent ne partagent pas une telle complicité, Malone assure que le projet de François Brunelle est “un autre moyen de nous rapprocher tous, en tant qu’être humains”.

—**Kate Golembiewski**
Publié le 23 août

ÉCONOMIE



Le bonheur est dans la bananeraie

Agriculture. En 2008, Issouf Dabré avait quitté le Burkina Faso pour tenter de faire fortune en Europe. Il a finalement rebroussé chemin et produit désormais, avec succès, des tonnes de bananes à Bagré, dans le sud-est du pays.

—Studio Yafa Ouagadougou

Barbe fournie, vêtu d'un tee-shirt, machette en main, Issouf Dabré se faufille entre les pieds de bananiers. Les mauvaises herbes succombent au passage de la machette, pendant que les feuilles mortes accrochées aux troncs des bananiers finissent au sol.

Entre deux coups de machette, le producteur, tout en sueur, se redresse et, d'un geste de la main, présente sa bananeraie, qui s'étend sur une superficie de 4 hectares. "C'est ici que j'ai appris à travailler la banane. J'ai commencé par un demi-hectare, sans véritable formation. C'est par la suite que nous avons bénéficié d'une formation de deux semaines avec Bagrépôle [un pôle de croissance agricole gouvernemental dans le centre-est du pays]. Après cela, on a augmenté nos superficies, avec l'accompagnement d'une caisse populaire. Aujourd'hui, j'exploite 4 hectares et j'ai 6 ouvriers qui travaillent avec moi."

Quand Issouf Dabré parle de sa vie d'avant, il s'en moque presque. Il y a quelques années, son rêve le plus ardent était d'aller faire fortune en Italie. La région du

Il y a quelques années, son rêve était d'aller faire fortune en Italie.

Centre-Est est connue pour avoir une forte diaspora dans cette partie de l'Europe. Pour réaliser son vœu, il a dû prendre les risques les plus insoupçonnés.

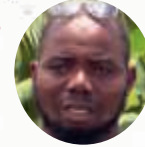
En 2008, avec des amis et d'autres camarades, il a traversé le désert au sens propre comme au sens figuré. Dans les sables mouvants, il a vu sa vie basculer à plusieurs reprises. Il passe par le Sénégal puis la Guinée-Bissau. Quand il arrive à atteindre la Libye, il se rend compte que la traversée la plus difficile reste à faire. À la merci des passeurs et victime de comportements inhumains, il jette l'éponge.

Un lointain et difficile souvenir qu'il résume en quelques mots. "Je suis là, je ne parle plus d'aventure. Je ne suis plus dedans. C'est la souffrance seulement. On s'est rendu compte qu'il y a un meilleur travail chez nous, ici", dit-il en regardant, admiratif, ses pieds de bananiers à perte de vue.

C'est finalement en 2011 que le jeune Issouf Dabré fait son retour dans son pays. Il décide

de travailler la terre, sur celles de Bagrépôle. C'est par le riz qu'Issouf commence. Après quelques années de pratique, il se rend compte que le travail dans les bas-fonds [les terrains les plus bas, proche des zones inondables] est éreintant, mais, par-dessus tout, qu'il n'est pas très rentable. "C'est trop de dépenses, et, en plus, il n'y a pas de bénéfices. On récoltait 5 à 6 tonnes par hectare", explique-t-il, la mine renfrognée.

"Aujourd'hui, j'exploite 4 hectares, et 6 ouvriers travaillent avec moi."



Issouf Dabré, CULTIVATEUR

Il se tourne alors vers la banane. Cette option semble être la bonne. D'un demi-hectare au début, il passe à 4 en peu de temps. Et la raison est toute simple : il y a de l'argent à gagner. "Avec la banane, on peut se retrouver avec 50 tonnes à l'hectare. Il y a plus de bénéfices. Quand tu donnes bien à manger à la banane, elle te rend bien aussi. En investissant 4 millions [de francs CFA, soit 6107 euros] par hectare pour les engrais et le gasoil [pour l'arrosage avec

Sougr-Nooma ("Le pardon est bon", en mooré [la langue la plus parlée du Burkina Faso]) des producteurs de bananes, dont fait partie Issouf. Quotidiennement, le jeune producteur prend ses quartiers sur ses terres pour ne les quitter qu'après 17 heures.

De nombreux Burkinabè travaillent dans des plantations, notamment en Côte d'Ivoire. Pour y avoir fait cette expérience, en plus du Ghana, le président Hamado Dabré dit connaître la souffrance qu'ils y endurent. Pour lui, donc, rien ne sert d'aller chercher ailleurs ce qu'on a dans son pays. Son idée est partagée par Issouf, qui estime que beaucoup de jeunes Burkinabè ne savent pas qu'il est bien possible de produire de la banane en quantité au Burkina et d'y réussir.

Issouf espère que son cas servira d'exemple pour les migrants, qui risquent leur vie dans des aventures périlleuses. Mais le jeune producteur regrette le manque d'accompagnement qui lui aurait permis d'étendre ses superficies et d'employer d'autres jeunes. Une demande de financement a été adressée à Bagrépôle. Elle est restée sans réponse jusque-là.

—Tiga Cheick Sawadogo
Publié le 30 août

SOURCE



STUDIO YAFA

Ouagadougou, Burkina Faso
studioyafa.org

Studio Yafa est un média burkinabè de production de programmes radio, vidéo et multimédia destinés essentiellement au jeune public. Créé et soutenu par la Fondation Hirondelle, une ONG suisse qui fournit de l'information à des populations confrontées à des crises, il propose des espaces de dialogue sur la vie sociale et politique du pays et offre aux jeunes une plateforme où s'exprimer.

la motopompe en saison sèche], on peut se retrouver avec 6,5 à 8 millions" [de francs CFA par an, soit de 9924 à 12214 euros], poursuit cet homme marié et père de six enfants.

La vie de producteur de bananes n'est pas de tout repos. Il faut être présent. "Chaque matin, même quand on a un déplacement à effectuer, il faut d'abord passer dire bonjour à la bananeraie", caricature Hamado Dabré, le président de la coopérative



SIX PIEDS SUR TERRE

D'autres voix pour un monde durable



UN NOUVEAU PODCAST SIGNÉ



Courrier international

À ÉCOUTER SUR NOTRE SITE ET SUR VOTRE APPLICATION DE PODCAST PRÉFÉRÉE



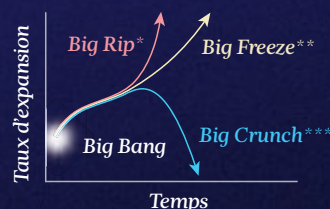
Chaque semaine, une page visuelle pour présenter l'information autrement

Tout l'Univers sur une seule page

C'est la mystérieuse énergie noire qui constitue la majeure partie du cosmos.

Énergie noire 68 %

C'est la principale composante de l'Univers. Cette forme d'énergie hypothétique, qui se comporte à l'inverse de la gravitation, est considérée comme la cause de l'expansion rapide de l'Univers.



En fonction de la vitesse d'expansion de l'Univers, elle-même déterminée par l'énergie noire, trois grands scénarios sont avancés concernant la fin de l'Univers.

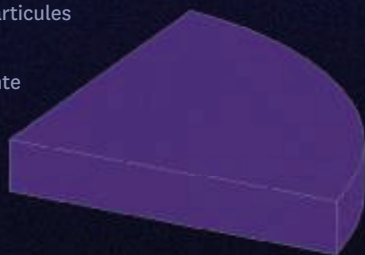
* Grand déchirement. / ** Mort thermique. / *** Effondrement terminal.

Matière noire 27 %

La matière noire, contrairement à l'énergie noire, exerce une force ou une contrainte sur l'Univers. Son existence est déduite de la force de gravitation, et ses interactions influencent les galaxies, les étoiles et les planètes.

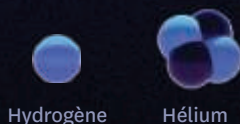
La matière noire est composée de particules qui n'absorbent, n'émettent ni ne réfléchissent aucun rayonnement. Très difficile à détecter, elle représente néanmoins 85 % de toute la matière présente dans l'Univers !

On postule que les "halos", les structures sphériques qui enveloppent toutes les galaxies, sont faits de matière noire.



H et He libres 4 %

L'hydrogène et l'hélium sont les deux éléments les plus abondants dans l'Univers. Dans une petite partie de l'Univers, ils flottent librement [sous forme d'atomes individuels] sans être assemblés en molécules ni dans des réactions chimiques.



Ces éléments représentent à eux deux 98 % de la masse de la matière ordinaire dans l'Univers.



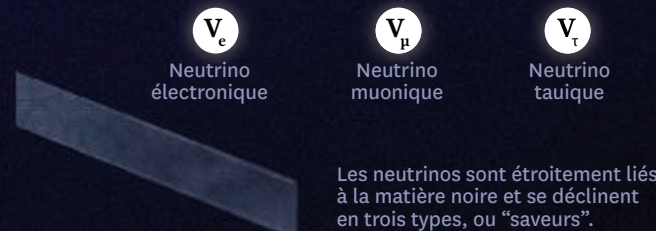
Les étoiles jeunes 0,5 %

Elles ont beau être la seule chose visible à l'œil nu dans le ciel nocturne, les étoiles ne représentent pas même 1 % de l'Univers. La quasi-totalité de l'hydrogène et de l'hélium ne flottant pas librement dans l'espace se trouve dans les étoiles.



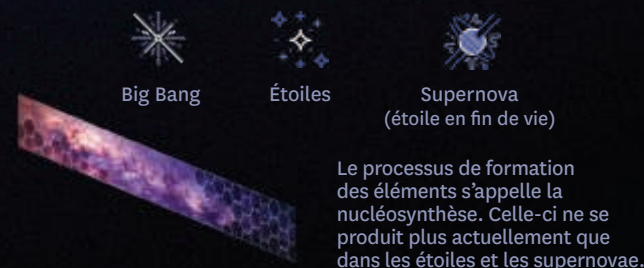
Neutrinos 0,3 %

Les neutrinos sont des particules subatomiques, comme les électrons, mais ils s'en distinguent en ceci qu'ils sont presque sans masse et électriquement neutres. Ce sont les particules les plus abondantes dans l'Univers. Toutes les réactions nucléaires produisent des neutrinos.



Éléments lourds 0,03 %

Sont appelés éléments lourds tous les éléments autres que l'hydrogène et l'hélium. Si ces éléments composent absolument tout dans notre Univers matériel, ils sont la composante la moins abondante de l'Univers.



Ces proportions varient dans une fourchette de +/- 3 % selon les évaluations. Les valeurs adoptées ici s'appuient sur les mesures de l'observatoire spatial Planck, de l'Agence spatiale européenne et du laboratoire national Brookhaven, rattaché au ministère de l'Énergie des États-Unis. En raison des arrondis et des approximations, la somme des pourcentages n'est pas égale à 100.

Infographie Mark Belan | Sources : Cosmos, "Chemical Composition"; ESA Science & Technology, "Planck's New Cosmic Recipe"; ESA Hubble, "The Composition of the Universe" ["La Composition de l'Univers"]; Brookhaven National Laboratory, "Studying the Mysteries of the Universe" ["Étudier les mystères de l'Univers"].

Source



VISUAL CAPITALIST. Ce site canadien créé en 2011 propose des infographies sur des sujets tels que la technologie, l'énergie et l'économie mondiale. Celle-ci, publiée le 19 août, permet de visualiser tout ce que l'on sait - ou croit savoir - sur l'Univers.

Les scientifiques s'accordent à dire qu'il est constitué de trois parties distinctes : la matière visible (ou mesurable) du quotidien et deux composants hypothétiques appelés "matière noire" et "énergie noire", pour lesquels on n'a pas de mesures directes.

Mobilité douce

RÉDUIRE SON EMPREINTE CARBONE

Se déplacer en voiture électrique,
à vélo ou en bus ? Les transports
représentent la deuxième
source majeure d'émissions
de dioxyde de carbone.
Tour d'horizon des solutions
pour réduire son empreinte
carbone.

AYR, LA PREMIÈRE APPLICATION QUI RÉMUNÈRE LES INDIVIDUS SELON LEURS ÉMISSIONS DE CO₂

La plateforme de développement durable AYR est l'un des 20 projets gagnants du New European Bauhaus, un prix décerné par la Commission européenne dans le cadre du Green New Deal.

AYR, développée à Matosinhos, au Portugal, convertit chaque kilo de CO₂ économisé en crédits de consommation locale. Il s'agit d'une sorte de "monnaie virtuelle" qui peut être échangée contre des biens et des services durables. Les crédits peuvent, par exemple, être utilisés pour régler des factures d'électricité, pour recharger des véhicules électriques, ou en tant que remises sur l'achat de services culturels. L'objectif de la plateforme est d'inciter les citoyens à opter pour des moyens de transport durables. Les récompenses n'impliquent pas d'argent, uniquement des crédits à dépenser dans les services fournis par la municipalité. Le compte peut être enregistré dans une application pour smartphone qui comptabilise en temps réel les émissions de carbone évitées et les convertit en crédits. La plateforme, développée par le CEiiA (Centre d'ingénierie

et de développement de produits), a déjà été utilisée par les applications de location de trottinettes électriques Circ et Wyze. Plus récemment, Spin, une autre application de location de trottinettes électriques de la marque Ford, a choisi AYR.

Déjà 18,1 tonnes de CO₂ évitées à Matosinhos

Pendant six mois, un service de location de vélos et de trottinettes de la ville de Matosinhos, au Portugal, a permis d'éviter le rejet de 18,1 tonnes de CO₂ et a généré 181 000 crédits numériques, que les utilisateurs ont pu dépenser pour d'autres services de la ville. Des projets pilotes sont également en cours dans 10 autres villes portugaises dans le cadre du plan de relance et de résilience du pays, ainsi qu'à Itajai, au Brésil.

En 2021, AYR a reçu le prix du New European Bauhaus, une initiative du Green Deal



© DIANA QUINTELA - GLOBAL IMAGES

européen qui récompense des projets durables européens. Les lauréats ont été sélectionnés par un jury composé de 80 personnalités de divers secteurs et pays de l'Union européenne, qui ont analysé plus de 2 000 projets originaires de toute l'Europe. La plateforme AYR se concentre, pour l'instant, sur le thème de la mobilité durable, mais il est possible de l'adapter à d'autres domaines, par exemple le secteur de l'énergie ou le recyclage des aliments ou des déchets.





BIEN CHOISIR SA VOITURE ÉLECTRIQUE D'OCCASION

Qu'il s'agisse de l'augmentation constante du prix du carburant ou de l'urgence de la crise climatique, de nombreuses personnes envisagent aujourd'hui de passer à une voiture électrique. Le marché de l'occasion est en pleine expansion, attention toutefois à bien vérifier certains aspects du véhicule avant d'acheter.

Optez pour un modèle selon votre style de vie

Il est important de tenir compte de l'utilisation que vous allez faire de cette voiture et du nombre de kilomètres que vous parcourez quotidiennement et hebdomadairement. Certaines voitures électriques ont une autonomie bien supérieure à 482 kilomètres, tandis que d'autres ne peuvent parcourir que 193 kilomètres avant de devoir être rechargées.

Vérifiez l'entretien du véhicule

Les véhicules électriques ne nécessitent pas autant d'entretien que les véhicules à essence ou diesel, mais ils peuvent tout de même s'user avec le temps.

Demandez un rapport sur la batterie de la voiture

Actuellement, la batterie d'une voiture électrique dure, selon les modèles, entre dix et vingt ans. Avant d'acheter une voiture électrique d'occasion, vous pouvez demander à n'importe quel concessionnaire de voitures électriques un rapport sur l'état de la batterie du véhicule.

Vérifiez la cote de sécurité des véhicules

Le moyen le plus simple de vérifier la cote de sécurité d'un véhicule consiste à utiliser le programme européen d'évaluation des voitures neuves (Euro NCAP). Les voitures sont notées à l'aide d'un système d'étoiles qui évalue la sécurité globale du véhicule. En 2021, la Polestar 2, la Mercedes EQS et la Volkswagen ID.3 se sont toutes imposées. Les trois véhicules ont reçu cinq étoiles pour leur sécurité globale.

Obtenez des subventions

Pour l'achat d'un véhicule électrique d'occasion, l'État vous permet de bénéficier de 1000 euros à condition de conserver le véhicule pendant au moins deux ans. Il est possible de recevoir dans le même temps une prime à la conversion, entre 2 500 et 5 000 euros selon vos revenus, si vous envoyez à la casse un modèle diesel datant d'avant 2011 ou un modèle essence d'avant 2006. Certaines régions offrent des bonus supplémentaires. C'est le cas de l'Occitanie, qui donne à ses habitants un chèque de 2 000 euros supplémentaires.

INSTALLER UNE BORNE DE RECHARGE EN TOUTE CONFIANCE ? ON S'EN CHARGE.

ENGIE Home Services vous accompagne pour l'installation de votre borne de recharge à domicile, c'est simple, rapide et sécurisé⁽¹⁾.

Plus d'infos sur mobiliteverte.engie.fr

J'agis
avec
ENGIE
Home Services

ENGIE
Home Services

L'énergie est notre avenir, économisons-la!

(1) Offre disponible pour les particuliers résidant dans une maison individuelle. Voir conditions sur mobiliteverte.engie.fr

ENGIE HOME SERVICES, SAS AU CAPITAL DE 1 121 232€, SIÈGE SOCIAL : 1 PLACE SAMUEL DE CHAMPLAIN 92400 COURBEVOIE, RCS NANTERRE 301 340 584. © Étienne Pons.



© FREEPIK

Quiz

COMMENT RÉDUIRE SON EMPREINTE CARBONE EN MATIÈRE DE TRANSPORTS ?

1. Véhicule électrique, diesel, à essence ou transports en commun, que choisir ?

- a) Remplacer sa voiture à essence par une voiture électrique
- b) Garder sa voiture à essence, mais utiliser les transports en commun

2. Comment réduire le plus possible ses émissions ?

- a) Ne plus prendre l'avion
- b) Utiliser uniquement les transports en commun

3. Lequel de ces choix a le plus d'impact sur votre empreinte carbone ?

- a) Ne plus posséder de véhicule
- b) Devenir végétarien

4. Quel type de transport génère 3 % des émissions de CO₂ ?

- a) Le transport maritime
- b) Le transport aérien

5. Quelle est la cause de pollution du transport aérien ?

- a) La combustion de kérosène
- b) Les composants de fabrication des avions

6. Laquelle de ces organisations a mis en place un système de contrôle des émissions aériennes de CO₂ ?

- a) La Commission européenne
- b) L'Association du transport aérien international

7. Comment réduire ses émissions de 300 grammes de CO₂ ?

- a) En prenant le bus
- b) En optant pour le vélo

8. Un automobiliste est 3 à 10 fois plus exposé aux polluants de l'air qu'un piéton ?

- a) Vrai
- b) Faux

9. Quel est le pourcentage de trajets en voiture qui font moins de 3 kilomètres ?

- a) 35 %
- b) 50 %

10. Une voiture ne roule pas tout le temps. En moyenne, elle est inutilisée :

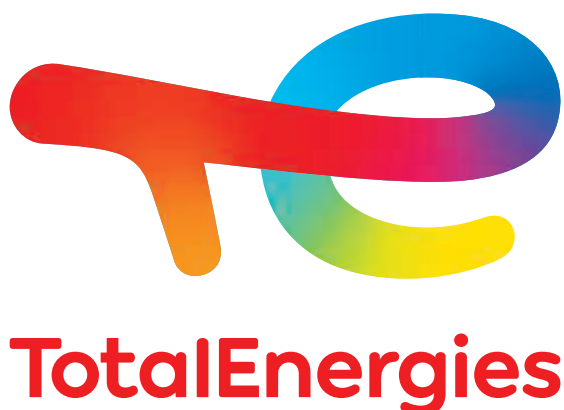
- a) 77 % de son temps
- b) 97 % de son temps

Réponses : 1.a) 2.a) 3.a) 4.b) 5.a) 6.a) 7.b) 8.a) 9.b) 10.b)

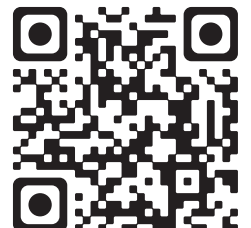


Rechargez votre véhicule électrique et profitez de tous nos services en station. **Maintenant, vous êtes au courant.**

Trouvez une station équipée en bornes de recharge haute puissance sur l'application Services de TotalEnergies.



L'énergie est notre avenir, économisons-la!



LES NOUVELLES ÉTOILES DU BRÉSIL



SON

→ La chanteuse Anitta
en concert à São Paulo,
le 19 novembre 2019.
*Photo Mauricio Santana/
Getty Images*







Une déflagration nommée Anitta

Née dans une favela de Rio, la chanteuse rayonne à l'international. Rencontre avec l'ambassadrice d'une nouvelle génération d'artistes, issus de communautés autrefois marginalisées du Brésil. — *El País América* [extraits], Mexico

Une équipe de marketing à qui l'on aurait confié le soin de créer une ambassadrice du Brésil pour le XXI^e siècle n'aurait pas trouvé mieux que le personnage d'Anitta. Larissa de Macedo Machado, née à Rio de Janeiro [en 1993], a choisi ce nom de scène en référence à une série télé [*Presença de Anita*, diffusée sur la chaîne Globo en 2001].

Ce qu'elle ignorait à l'époque, c'est que le feuilleton le plus addictif serait celui de sa propre vie. Née dans une favela de Rio, elle s'est fait les dents en chantant dans la chorale de l'église et en enregistrant des versions de chansons funk qu'elle diffusait ensuite sur YouTube. Elle a passé sa jeunesse à courir les salles de sport, les studios de danse et les cliniques de chirurgie esthétique.

Elle est aujourd'hui l'artiste brésilienne la plus populaire (Caetano Veloso et Gal Costa sont des institutions, certes, mais ils ne remplissent pas des discothèques) et ses duos avec J. Balvin, Cardi B, Rita Ora, Madonna ou Maluma font des ravages sur les plateformes de streaming. Provocante, insolente et sensuelle, elle est un ouragan imprévisible.

Mais Anitta a aussi ses démons. Dans une série documentaire [*Anitta. Made in Honório*, 2020] diffusée sur Netflix, où l'on ne trouve pas une, mais bien deux séries documentaires sur sa vie, elle a révélé avoir été victime d'un viol alors qu'elle était adolescente. Anitta est un pur produit de Rio : elle représente simultanément la favela et les hôtels de luxe, la joie et la violence.

La dernière scène de la série, qui s'est déroulée pendant l'enregistrement de son dernier album, est aussi typiquement Anitta. "On était en studio en train d'enregistrer la chanson *Girl From Rio* quand j'ai lu dans les médias brésiliens que j'avais un frère. Mon père avait mis une femme enceinte avant de rencontrer ma mère. Il ne le savait même pas. Un de mes producteurs, Stargate, m'a dit : 'C'est génial! Parles-en dans la chanson!'" C'est ce qu'elle a fait : "Je viens d'apprendre que j'ai un autre frère", chante-t-elle. "Je ne l'ai pas vécu comme quelque chose de négatif, précise-t-elle. C'est une histoire dingue, plutôt cocasse. Je me suis déjà fait tatouer son nom, comme je l'avais fait pour mon autre frère, celui que je connais depuis toujours. Ma mère aussi aime beaucoup mon nouveau frère. Après tout, comme mon père n'était pas marié [avec elle] à l'époque, ça ne compte pas comme une infidélité."

Girl From Rio ["Une fille de Rio", paru sur son dernier album, *Versions of Me – voir encadré*] est une reprise à sa sauce d'un classique de son pays, *A Garota de Ipanema* ["La Fille d'Ipanema"], mais sans parler d'Ipanema [un quartier aisé de Rio]. "Là d'où je viens, les jolies filles ne ressemblent pas à des mannequins", chante-t-elle. Elle parle de cet autre Rio, celui qu'elle connaît et dont on ne parle pas dans les guides touristiques. "Dans la vidéo de *Girl From Rio*, il y a une plage, mais c'est une plage artificielle que le gouvernement a créée pour les gens qui n'ont pas accès aux autres plages."

La Piscinão de Ramos, comme on l'appelle, est un bassin de la taille de trois terrains de football qui accueille les baigneurs des quartiers plus modestes. En choisissant comme lieu de tournage cette plage qui n'est pas fréquentée par les touristes, Anitta semble vouloir se faire la représentante de cet autre Brésil. Est-ce le cas? "C'est ce que je souhaite, oui", répond-elle.

C'est aussi à cet endroit qu'a eu lieu son premier grand concert, en 2012, un concert qui a façonné son image, celle d'une artiste pop qui s'inspire de Britney Spears ou de Beyoncé, mais qui s'adresse à des jeunes filles ayant des vies et des corps très différents. Des jeunes filles comme elle.

EL PAÍS Vous avez eu l'audace de reprendre un monument de la musique brésilienne, *A Garota de Ipanema* [créé en 1962 par le compositeur Tom Jobim et le poète Vinícius de Moraes].

ANITTA Oui, mais c'est une nouvelle version pop, avec le son d'aujourd'hui. Ce n'est pas de la bossa-nova.

Ce qu'il y a d'intéressant dans votre précédent album, Kisses [2019], c'est qu'on y trouve des chansons pour tous les goûts. Même ma mère l'écoute.

Je suis sûre qu'elle aime celle avec Caetano Veloso [*Você Mentiu!*] C'est une très jolie chanson. Ce que j'aimerais faire – pas tout de suite, mais un jour –, c'est enregistrer un album complet comme ça. J'aime ma voix quand je chante ce genre de chansons. En revanche, mon tout nouvel album [*Versions of Me*] a plus d'identité, il ne mêle pas autant de choses. L'idée, c'est de faire connaître les rythmes brésiliens dans le monde.

Mais vous chantez en anglais, pas en portugais.

Le Brésil est présent dans les chansons, même si elles sont toutes en anglais. L'idée, c'est de faire d'abord connaître le rythme, mais de la façon la plus facile, c'est-à-dire en utilisant une langue qui est parlée partout. On intégrera plus de portugais plus tard. C'est déjà assez inédit de voir une nouvelle artiste à l'extérieur

du Brésil, avec un son neuf. S'il fallait qu'en plus elle chante dans une langue étrangère...

Vous ne craignez pas qu'on vous critique parce qu'une ambassadrice de la culture brésilienne ne devrait pas chanter en anglais?

On entend parfois ce genre de commentaires au Brésil, c'est vrai, mais ceux qui les formulent ne comprennent pas ce que j'essaie de faire. Toute personne dotée d'un minimum d'esprit critique, de curiosité et de culture peut comprendre ma démarche. Si on veut que quelque chose soit populaire, si on veut interpeller les gens, il faut parler la langue du monde. Et on peut ensuite partir de là pour amener de nouvelles choses. Progressivement.

De l'extérieur, on a l'impression que le Brésil est un lieu de contrastes. Est-ce que c'est quelque chose qui se reflète dans votre caractère? Êtes-vous un pur produit brésilien?

C'est vrai qu'il y a beaucoup de contrastes au Brésil. Mais pendant le carnaval, par exemple, tout le monde est ensemble dans la rue. On se ressemble tous, quelle que soit la classe sociale à laquelle on appartient. Mais oui, je crois que je représente bien ce mélange : je viens d'une famille modeste, mais j'aime étudier et je suis hypercurieuse. Je m'adapte à n'importe quel environnement.

Pour conquérir le monde, Anitta peut compter sur une équipe de producteurs qualifiés, certes, mais surtout sur une personnalité irrésistible et un sens de l'humour caustique et sans filtre. Cela en fait l'une des vedettes les plus imprévisibles de l'heure. Elle n'hésite pas à parler des chirurgies plastiques qu'elle a eues : "Mon visage est comme celui de Frankenstein : tout est faux! J'ai appris à utiliser Photoshop et j'ai retouché mon visage. Quand j'ai eu l'argent pour le faire, je suis allée voir une chirurgienne, je lui ai montré la photo et j'ai dit : 'Faites-moi ça', a-t-elle déjà raconté dans une interview.

Les interviews que vous donnez à la télévision sont toujours captivantes. Dans l'univers actuel de la pop, vous êtes parmi les vedettes les plus provocantes et les plus imprévisibles.

Ça m'attire parfois des problèmes! J'ai un filtre, attention! Mon filtre, c'est le respect, les limites des autres. Mais avec moi-même? Pff. Les gens jugent toujours ceux qui sont trop sincères. Et je crois que je ne suis pas douée pour jouer un rôle. Je ne suis pas douée pour mentir. Si je devais faire l'interview comme ça [elle prend une expression de petite fille sage], ça ne fonctionnerait pas... Je suis explosive, je dis ce que j'ai envie de dire. Je suis comme une mitraillette. J'aime faire des interviews. Ça fait partie de mon boulot.

Si tu veux que les gens t'écoutent, il faut que tu leur donnes quelque chose en échange. Si tu veux que les gens te connaissent et parlent de ton travail, tu dois y mettre un peu de temps et faire l'effort d'être une personne agréable.

Je me souviens d'une interview que vous avez faite avec David Broncano dans l'émission *La Resistencia* [un célèbre talk-show espagnol]...

[En interrompant le journaliste] Ah, on me parle toujours de cette interview! Mon attitude dépend beaucoup de celle de la personne qui fait l'interview. Si elle fait des blagues et tout, j'aurais tendance à plaisanter moi aussi. Si la personne est sérieuse, je serais sérieuse aussi. J'ai l'impression qu'aux États-Unis ou au Royaume-Uni les gens sont plus sérieux et j'essaie de l'être aussi.

Repères

Trois choses à savoir sur Anitta



ELLE EST ENGAGÉE CONTRE BOLSONARO

Femme revendiquant ouvertement son appartenance à la communauté LGBTQI, Anitta avait tout pour irriter Jair Bolsonaro. Lors de l'élection de 2018, elle n'avait néanmoins pas pris position. Tout a changé pour cette campagne de 2022, relève **Folha de São Paulo**, où elle a ferraillé sur Twitter avec le président d'extrême droite, qu'elle surnomme "Voldemort", et a posté sur Instagram une photo en soutien à Lula. Elle prévient néanmoins qu'il ne s'agit en aucun cas d'un chèque en blanc et demande au Parti des travailleurs de ne pas instrumentaliser son image.

ELLE SE JOUE DES ÉTIQUETTES

Versions of Me ("Des versions de moi", voir photo), sorti le 12 avril, porte bien son nom selon **Folha**, tant la star mondiale joue la carte de la diversité des genres. "Cette fraîcheur vient aussi de l'aisance dont fait preuve Anitta quand elle joue sur le terrain brésilien, comme lorsqu'elle badine du côté du funk." Le site **G1**, du groupe Globo est plus réservé : il regrette la faible présence de la langue portugaise et s'est un peu perdu. "Avec ce cinquième album studio trop éclectique pour avoir une vraie identité, Anitta montre qu'il lui reste à trouver la meilleure version d'elle-même."

ELLE INSPIRE D'AUTRES ARTISTES

MC Dricka est "une des principales représentantes des femmes dans le funk brésilien", selon le site **G1**. Cette native de São Paulo s'est emparée du micro habituellement réservé aux hommes dans les *baile funk*, des fêtes de favelas, pour adopter leur ton cru, tout en apportant sa vision d'artiste lesbienne. À 23 ans, cette partisane de Lula adorerait collaborer avec Anitta. "Elle nous a ouvert des portes et a apporté le funk [brésilien] à un public international", applaudit-elle dans une interview accordée à la plateforme musicale **Colors Studio**.

↳ Lors d'un concert d'Anitta à Rio, le 5 octobre 2019.

Photo Ian Cheibub/Reuters

Je suis curieux... Avez-vous raconté ailleurs l'anecdote que vous avez confiée à Broncano – et qu'on ne répétera pas ici (disons seulement que c'était très scatologique)?

Si tu fais référence à l'anecdote sur le caca, eh bien sache que je parle de tout ! Je parle de caca, de sexe, de ce dont on veut que je parle. Je dis beaucoup de gros mots.

Quel est votre gros mot préféré?

En portugais, c'est *porra*. *Porra it's like...* [elle réfléchit]. Littéralement, ça veut dire "sperme", mais on peut l'utiliser quand on se fait mal ou que quelque chose nous dérange. Comme en Espagne quand vous dites *coño* [étymologiquement une allusion au sexe féminin].

Et en espagnol?

En espagnol, j'aime bien *cabrón* [littéralement "bouc", au figuré "salaud"] parce que ça peut être positif ou négatif, selon la façon dont on l'utilise. En anglais, j'aime bien *fuck* [traduit en français par une myriade de possibilités grossières].

Souvent, en Europe, on est plus critique à l'égard des paroles des succès musicaux d'Amérique latine. On considère qu'elles sont machistes ou trop connotées sexuellement. Vous croyez que le sexe et les plaisirs charnels se vivent différemment en Europe et en Amérique latine?

Je crois que les Latino-Américains sont beaucoup plus machistes. J'aime chanter sur des sujets qui ont trait au sexe, parce que, pour moi, c'est synonyme de liberté. Ça ne veut pas dire que je suis exactement la personne de la chanson, même si j'ai beaucoup en commun avec elle parfois. On doit pouvoir choisir qui on veut être sans que les gens nous jugent.

C'était comment de travailler avec Madonna sur son dernier album [Madame X, 2019]?

C'était comme d'aller à l'école. Il fallait être responsable, se concentrer... Pour chaque chanson, elle arrivait avec un paquet de notes épais comme un livre : "Je veux qu'on ait ce son-là ici; pour cet autre son, j'ai aussi cette référence"... C'a été une expérience incroyable. Elle a chanté du funk, elle a chanté en portugais. Elle m'a demandé de lui enseigner les mots en portugais... Et moi [elle fait un son étouffé]... il fallait que je corrige Madonna? "Si je me trompe, dis-le-moi!" qu'elle me disait. Je ne pensais pas en être capable, mais, en fin de compte, je l'ai fait!

Pour finir, j'aimerais revenir sur une phrase très poétique qui m'a interpellé dans l'un des documentaires diffusés sur Netflix : "Un jour, je serai vieille et pleine aux as." Vous n'êtes pas vieille, ça se voit, mais êtes-vous riche maintenant?

Il y a longtemps que j'ai compris que l'argent a quelque chose d'infini. Je ne parle pas du fric que je possède... Si tu cherches toujours à obtenir plus d'argent, tu seras toujours insatisfait de ce que tu as. Aujourd'hui, je n'accorde plus beaucoup d'importance à ça. Et je ne sais pas non plus combien j'ai d'argent.

J'interprète ça comme un oui.

Oui, mais je vivrais de manière aussi insouciant si je n'avais pas d'argent. Je n'accorde plus d'importance à ces choses.

—Propos recueillis par Guillermo Alonso

Publié le 28 juin



DANS NOS ARCHIVES

courrierinternational.com

"Il était une fois, à São Paulo, un 'petit Tokyo'". Un reportage de la revue japonaise **Nikkei Asia**.

"Au Brésil, qui pourra détrôner le sertanejo?" Le quotidien **Folha de São Paulo** raconte comment la country brésilienne a envahi les ondes.

"Ces artistes qui se réapproprient le drapeau." Ils ne veulent pas laisser à la droite l'apanage de l'étendard vert, or et bleu, relate **Folha de São Paulo**.

Culture urbaine

Les dissidents du street art

Apparu au début des années 1980 à São Paulo, ce mouvement artistique n'en finit pas d'essaimer dans le pays. Passage en revue.

Référence mondiale du street art, São Paulo n'en finit pas de surprendre ceux qui s'aventurent dans ses immenses artères. La ville se pare sans cesse de nouvelles fresques, comme une galerie à ciel ouvert en évolution permanente. C'est dans cette mégalopole tentaculaire que le street art a fait son apparition au Brésil. **BBC Brasil** fait remonter ses origines au début des années 1980 et aux fresques réalisées par Alex Vallauri (1949-1987). À l'époque, "la liberté d'expression était traquée par la dictature militaire [1964-1985] et le graffiti était considéré comme un crime par la législation brésilienne", rappelle le site. "L'occupation de la rue était déjà considérée comme un acte politique", souligne le sociologue et curateur d'art urbain pauliste Sérgio Miguel Franco. Puis, peu à peu, le graffiti, "miroir prospère de la culture des jeunes de la périphérie" marginalisée, a embelli cette jungle de ciment et a même été légalisé en 2011, poursuit-il. Pourtant, quelques jours après son arrivée à la tête de la mairie, début 2017, João Doria déclençait une vive polémique en faisant recouvrir de peinture grise les impressionnantes fresques de l'avenue 23 de Maio, vitrine emblématique du street art local. L'homme d'affaires de droite "n'avait pas encore compris que les fresques

murales de la ville avaient déjà gagné cette bataille politique et culturelle pour l'espace public", s'amuse **El País América** dans un article consacré à "la résurrection du graffiti". Le site d'informations cite entre autres le travail de Mag Magrela, Diego Mourou, Eduardo Kobra, Soberana Ziza ou encore Tutano Nômade, entre messages politiques plus ou moins explicites, dénonciation de problèmes sociaux et visées purement esthétiques. Pendant la pandémie, de nombreuses œuvres ont ainsi critiqué la gestion du gouvernement Bolsonaro et rendu hommage aux travailleurs "de première ligne". L'artiste Mundano, qui a commencé par peindre des ramasseurs de déchets en 2014, confie au **New York Times** : "Le Brésil est un pays sans mémoire, où les gens tendent à oublier notre histoire récente. Nous devons créer des monuments pour les moments qui nous ont marqués en tant que nation." Le street art, qui a désormais essaimé dans diverses grandes villes brésiliennes, permet de "sauver de l'oubli l'histoire noire" du pays, observe ainsi **El País América**. C'est tout l'objet du projet Negro Muro ("Noir mur"), conçu par le producteur culturel Pedro Rajão et le street-artiste Cazé. Il "glorifie les personnalités noires" à travers les rues de Rio de Janeiro, tels que la chanteuse Elza Soares ou l'écrivain abolitionniste du XIX^e siècle Luís Gama, liste le journal **Carrioca Extra**. À Manaus, en Amazonie, le street-art permet à des artistes autochtones d'"affirmer leur identité et leur histoire", relève pour sa part le portail d'information **Uol**. Le succès de l'art urbain brésilien est tel que des artistes ont commencé à être parrainés par les pouvoirs publics et par des marques. Certains sont même devenus des stars planétaires, à l'instar d'Eduardo Kobra, désormais sollicité dans le monde entier.

— **Courrier international**

← Une fresque de Soberana Ziza à São Paulo, ici photographiée en mai 2021. Photo Victor Moriyama/ *The New York Times*





Des comics dans les favelas

Le journal de gauche **Brasil de Fato** s'est rendu à la PerifaCon, organisée dans un quartier excentré situé dans le sud de São Paulo. La seconde édition de la manifestation, le 31 juillet, a attiré plus de 4 000 participants. Les organisateurs se targuent d'avoir mis sur pied le plus grand festival du genre dans le pays. "Notre but est d'abattre les murs que le système social nous impose et de jeter des ponts entre la banlieue et d'autres univers", notamment imaginaires, explique Daniel Rangel, qui gère la communication de la PerifaCon. L'événement accorde une place toute particulière à la bande dessinée. L'un des artistes présents, Johnatan Marques, alias Johncito, tisse le récit d'Oséias, un homme noir gay de banlieue, par ailleurs loup-garou. "Je pense que la BD est un moyen de stimuler la lecture. Et il est très important d'avoir des BD complètement différentes, qui parlent de ce qu'est le Brésil aujourd'hui. Pas seulement des choses mauvaises, des luttes, mais aussi de la joie."

Coup de projecteur sur le Mato Grosso do Sul

Pantanal, telenovela à succès, montre une région agricole et méconnue, rarement vue à l'écran. Mais elle ne reflète pas la réalité, loin s'en faut.

— **Folha de São Paulo** (extraits)
São Paulo

Diffusée sur TV Globo, la série *Pantanal* offre l'une des rares occasions de voir la région Centro-Oeste [agricole et peu peuplée] sur la chaîne la plus regardée du pays et à une heure de grande écoute. Il faut cependant relever une chose qui n'a pas été beaucoup commentée : l'absence d'acteurs de la région. Ajoutons à cela l'accent bizarre affiché par certains membres de la distribution, qui viennent en majorité du Sudeste [la plus riche et la plus peuplée des régions du Brésil, où se trouvent São Paulo et Rio].

De même que les séries qui se déroulent à Bahia, par exemple, tentent d'imiter un accent du Nordeste passe-partout et qui n'existe pas, on trouve dans *Pantanal* un grotesque accent *caipira* [terme appliqué aux habitants de l'intérieur des terres et qui peut prendre le sens péjoratif de "plouc"].

Personne ne parle comme ça dans le Mato Grosso do Sul [l'un des États qui composent la région, dont l'auteur est originaire].

Il y a un autre facteur intéressant : la faiblesse de la présence des actrices et acteurs noirs dans le Pantanal de la série. Les peuples autochtones sont, pour leur part, à peine évoqués, dans la musique du générique chantée par Maria Bethânia, et ce alors que l'État compte la deuxième population autochtone du pays, et que celle-ci est victime d'un véritable génocide sans qu'on en parle à une heure de grande écoute.

Marruá, le nom du personnage principal [interprété par Juliana Paes], est un mot issu de l'espagnol (*cimarrón*) et du français (*marron*). Le terme est d'origine arawak, un peuple qui vivait dans certaines régions du Brésil, de Colombie et de Bolivie. "Ce mot désignait les animaux domestiques qui s'échappaient et devenaient courageux et rebelles. Il qualifiait également les êtres humains captifs qui s'évadaient et finissaient par former des communautés libres, les quilombolas. C'est un

exemple linguistique flagrant de la déshumanisation à laquelle les personnes noires étaient soumises à l'époque de l'esclavage [aboli en 1888]", explique Cinthia Gomes, une chercheuse de l'École des communications et des arts de l'université de São Paulo (ECA-USP), qui cite un passage de *Critique de la raison nègre*, d'Achille Mbembe.

Corumbá, dans le Mato Grosso do Sul, compte environ 100 000 habitants. C'est la commune la plus étendue du Pantanal et elle est considérée comme la capitale de cette région. Soixante et onze pour cent de sa population s'identifient comme noire ou métisse. Mais quand on regarde *Pantanal* tous les jours, on ne sait pas que Corumbá compte plus de trois cents *terreiros* [lieux de culte des religions afro-brésiliennes], dix écoles de samba et le plus grand carnaval du Centro-Oeste. Il existe là-bas des communautés quilombolas, et beaucoup de familles qui habitent au bord des cours d'eau et vivent encore de la pêche. Corumbá se trouve à la frontière de la Bolivie et compte aussi beaucoup de Boliviens.

Les autochtones de la région fabriquent un artisanat unique, à partir des plantes qui poussent près des cours d'eau. Leonida Aires de Souza, connue comme Dona Eliane, dirige Renascer Pantanal ["Faire renaître le Pantanal"], un projet qui réunit des femmes artisans. Descendante des Indiens Guató, elle produit des paniers, des chapeaux et des objets de décoration créés par les femmes de la communauté. Elle regarde *Pantanal* avec son réseau d'électricité qui n'a été installé que cette année et songe à construire une bibliothèque pour disposer d'un lieu dans lequel les enfants des vingt-trois familles qui vivent là puissent être incités à lire.

Le tourisme n'a pas encore exploré toute cette diversité culturelle. Il n'a pour argument de vente que le volet nature – laquelle, il faut bien le dire, est unique et exubérante. Ce que j'espère en tant que natif du Mato Grosso do Sul, c'est que la série soit un premier pas permettant aux gens de venir nombreux visiter l'État, de découvrir sa culture unique en plus de ses paysages incroyables. Le Mato Grosso do Sul est noir et indien, et il faut qu'il soit reconnu comme tel !

— **Guilherme Soares Dias**
Publié le 3 août

Contexte

UNE SÉRIE TRÈS POPULAIRE

En fin de diffusion sur TV Globo, la principale chaîne du Brésil, la telenovela *Pantanal* est le remake d'une série diffusée en 1990. Elle doit son nom au vaste marais qui s'étend entre le Brésil, la Bolivie et le Paraguay. L'intrigue, qui se déroule dans une famille de grands propriétaires terriens, se distingue par sa (petite) touche écologiste. "Au plus fort de sa popularité, *Pantanal* a été vue par plus d'un tiers des Brésiliens, soit 77 millions de personnes, rapporte le magazine britannique **The Economist**. Même certains partisans de Bolsonaro y ont succombé, quand bien même le président de droite pense que TV Globo a pris parti contre lui."

↗ Une scène de la série *Pantanal*.
Photo Rede Globo



Ces auteurs noirs qui bousculent la scène littéraire

Leurs aînés ont été longtemps relégués en marge du marché éditorial brésilien. Aujourd'hui, certains commencent à se faire entendre et à rencontrer le succès.

—The New York Times *New York*

Itamar Vieira Junior ne savait pratiquement rien du milieu de l'édition quand il a mis la dernière touche au roman qu'il écrivait par intermittence depuis des décennies. Son emploi de fonctionnaire de l'État dans le secteur de la réforme agraire le mène régulièrement dans le Brésil profond, dans les campagnes défavorisées.

Sur un coup de tête, en avril 2018, il envoie le manuscrit de *Torto Arado* ["Sillon tordu", non traduit en français] à un concours littéraire au Portugal, en se demandant ce que le jury pensera de son histoire douloureuse de deux sœurs vivant au fin fond d'un district rural du nord du pays, où l'héritage de l'esclavage demeure palpable. "Je voulais savoir si quelqu'un y trouverait de la valeur, mais je n'avais pas beaucoup d'espoir", confie-t-il.

À sa grande surprise, *Torto Arado* remporte le prestigieux prix LeYa [décerné par la maison d'édition portugaise du même nom], qui récompense de nouvelles voix lusophones. Cette reconnaissance lance sa carrière et l'impose parmi les auteurs noirs, dont les œuvres imaginatives et brûlantes secouent le monde littéraire brésilien depuis quelques années et rencontrent un succès commercial et critique.

Torto Arado est le livre qui a réalisé les meilleures ventes au Brésil en 2021; [en février] il s'était déjà écoulé à plus de 300 000 exemplaires. En 2019, cette distinction était allée au *Petit Manuel antiraciste et féministe*, de Djamila Ribeiro [traduit en français chez Anacaona], un ouvrage court qui dissèque le racisme systémique du Brésil dans une langue sobre.

Itamar Vieira, 43 ans, et Djamila Ribeiro, 42 ans, font partie de cette génération de

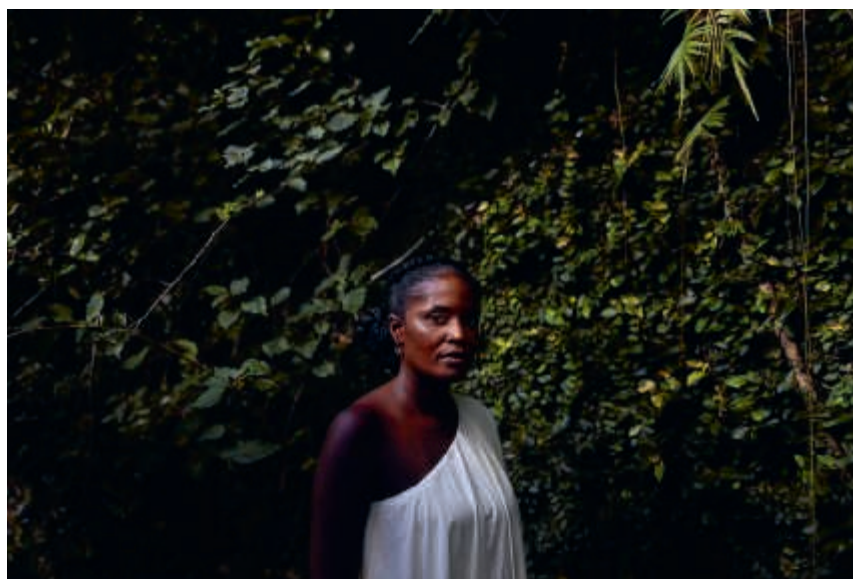
Brésiliens noirs qui ont été les premiers de leur famille à obtenir un diplôme universitaire grâce aux programmes sociaux mis en place par le président Luiz Inácio Lula da Silva [2003-2010].

Tous deux comptent parmi les personnalités les plus éminentes d'une explosion littéraire qui touche des écrivains contemporains comme des auteurs décédés, lesquels reçoivent à titre posthume les éloges dont ils n'ont pu profiter lors de la publication de leurs œuvres fondatrices. "Cela fait des dizaines d'années que les écrivains issus de communautés marginalisées produisent des textes importants", déclare Fernanda Rodrigues de Miranda, professeure de littérature à São Paulo, mais ils avaient du mal à obtenir une visibilité."

La chercheuse a compilé tous les romans publiés écrits par des femmes noires entre 1859 et 2006 qu'elle a pu trouver pour sa thèse de doctorat. Elle a été stupéfaite de la qualité littéraire de ces œuvres qui prenaient la poussière au fond des tiroirs et n'avaient jamais été ni lues ni discutées. Et elle en a conclu que les rares auteurs qui rencontraient un succès commercial et critique étaient tenus à distance par les gardiens du temple littéraire blancs.

L'exemple le plus frappant est celui de Carolina Maria de Jesus [1914-1977], une mère célibataire de trois enfants dont les Mémoires intitulés *Le Dépotoir* ont fait sensation à leur publication, en 1960 [traduit en français chez Stock en 1962]. Le livre, sous forme d'extraits de journal intime, offre un compte rendu brut de la vie quotidienne dans un bidonville de São Paulo, dans lequel les gens fouillent les ordures pour se nourrir et dorment dans des cabanes rafistolées avec des morceaux de carton.

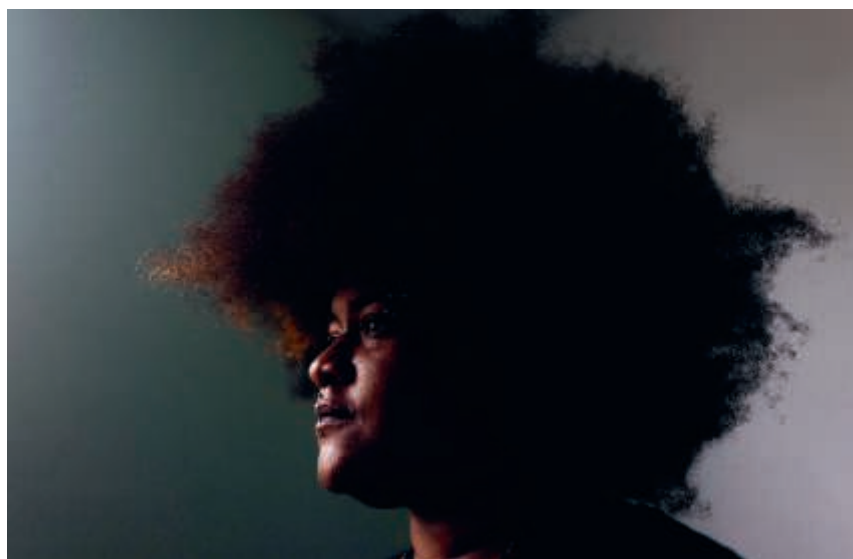
L'ouvrage a permis à Carolina Maria de Jesus d'acheter une maison dans un meilleur quartier, mais ses œuvres suivantes



↑ Djamila Ribeiro, chez elle, à São Paulo.



↑ Itamar Vieira Junior, à Salvador de Bahia, sa ville natale.



↑ Pieta Poeta, dans sa ville de Belo Horizonte.

Photos Victor Moriyama/The New York Times



Une génération dorée de surfeurs



PHOTO YUKI IWAMURA/AFP

En 2014, Gabriel Medina (photo) a été le premier Brésilien à devenir champion du monde de surf, un titre qu'il a confirmé en 2018 et en 2021. Il a aspiré dans son sillage Adriano de Souza (champion du monde en 2015), Ítalo Ferreira (champion du monde en 2019 et médaille d'or aux Jeux olympiques de Tokyo en 2020), Filipe Toledo, Caio Ibelli, Miguel Pupo, Jadson André... Leur domination sur le circuit de la World Surf League (WSL) est "si incontestable qu'elle leur a valu un surnom", rapporte

The New York Times : ils forment la "Tempestade brasileira", la "Tempête brésilienne". Leur suprématie marque l'aboutissement d'efforts poursuivis depuis la fin de la dictature, en 1985, précise le quotidien américain.

"Elle résulte d'une convergence de facteurs : une transformation politique, une tactique économique et un plan sur plusieurs décennies pour produire un réservoir de talents."

Leur hégémonie pourrait toutefois pâtir de la crise économique et du manque d'investissements,

alertait, en 2021, le quotidien brésilien **O Globo**.

n'ont que peu éveillé l'intérêt des éditeurs et ont été des échecs commerciaux. "Les lecteurs blancs avaient une grande curiosité pour la vie des Noirs, mais ils voulaient lire des histoires de fragilité", fait remarquer M^{me} Rodrigues. "Or les auteurs voulaient écrire sur d'autres sujets, d'autres aspects de leur identité. Ils avaient envie de parler d'amour, d'humour, de la quête d'une vie gratifiante et riche de sens."

L'occasion de repérer de nouveaux talents s'est présentée en 2012, avec la création d'un festival littéraire à Rio de Janeiro. À l'origine, il s'inscrivait dans un plan visant à rétablir la sécurité dans les favelas, des communautés pauvres, ouvrières, bien souvent contrôlées par des bandes de narcotrafiants.

Si le plan d'amélioration de sécurité dans les favelas a totalement échoué, le festival en question [la Fête littéraire des périphéries (Flupp)] a prospéré et se poursuit depuis dix ans. Julio Ludemir, l'un de ses fondateurs, déclare : "Il a montré qu'il y avait des lecteurs dans les favelas, ce qu'on pensait impossible. Et il a aussi montré qu'il y avait des écrivains."

Le festival a lancé la carrière de plusieurs auteurs, entre autres Geovani Martins [31 ans], qui a participé à l'un des ateliers d'écriture quand il vivait à Vidigal, une favela accrochée au flanc d'une colline qui surplombe certains des quartiers les plus chers de Rio de Janeiro. Son premier livre, *Le Soleil sur ma tête*, un recueil de nouvelles publié en 2018, a été un best-seller au Brésil et a été traduit dans plusieurs langues [dont

le français, chez Gallimard]. Ces histoires d'angoisses adolescentes, truffées d'argot, se déroulent en général dans des communautés où les jeunes vies sont limitées par le racisme et la violence alimentée par le trafic de drogue.

Malgré le succès de Geovani Martins, les auteurs noirs ont, jusqu'à récemment, eu beaucoup de mal à obtenir des contrats chez les éditeurs grand public, tempère Djamilia Ribeiro. Elle a donc décidé d'y remédier par un travail de curation, en 2017, en mettant en avant une série d'ouvrages d'auteurs noirs.

"Il y a des lecteurs dans les favelas, ce qu'on pensait impossible. Et des écrivains."

Julio Ludemir,
COFONDATEUR DU FESTIVAL FLUPP

Certains des livres étaient bon marché, à moins de 4 euros. Des événements ont été organisés dans des espaces publics en plein air. Toutes les couvertures comportaient une photo de l'auteur, et l'écriture était en général accessible.

Djamilia Ribeiro a fait des études de philosophie. Quand elle écrit et fait la promotion de livres, elle pense à sa mère, qui, comme sa grand-mère, était domestique et n'est pas allée à l'université. "Je m'efforce d'écrire d'une façon que ma mère puisse comprendre", explique-t-elle.

La formule a extraordinairement bien marché. L'un des grands éditeurs brésiliens l'a contactée en 2018 pour qu'elle écrive un livre sur le féminisme noir. L'ouvrage a eu un grand succès. "Il y avait une demande non satisfaite d'une partie de la population qui voulait se voir représentée", déclare-t-elle.

Itamar Vieira, de son côté, est géologue de formation. Fonctionnaire au sein de l'agence chargée de la réforme agraire depuis 2006, il a profité de son travail pour faire des recherches sur le terrain. Il a étudié la vie politique et la dynamique de pouvoir qui détermine la vie des ouvriers agricoles, dont certains triment dans des conditions analogues à de l'esclavage moderne.

Cette expérience rend les personnages de son roman plus complexes et leur ville, Agua Negra ["Eau noire"], authentique bien que fictive, précise-t-il.

Si, de nos jours, les auteurs brésiliens noirs s'imposent, écrivent et publient à leurs conditions, c'est, selon Itamar Vieira, parce que la race et le racisme sont désormais abordés différemment dans le pays. "Pendant de nombreuses années, le Brésil s'est efforcé de blanchir sa population et on a évité de parler de la race, décrit-il. Ces dernières décennies, le mouvement pour les droits des Noirs et l'étude du racisme structurel ont clarifié notre rôle dans la société."

Nombre d'auteurs noirs ont toujours du mal à déterminer où se trouve leur place au sein de celle-ci. Pieta Poeta, 27 ans, un homme transgenre de Belo Horizonte, a fait des vagues en remportant un prix lors d'un festival national de slam en 2018. Il a cependant dû publier ses recueils de poèmes à compte d'auteur, y compris le dernier, intitulé *Você ainda quer gritar comigo?* ["Tu veux encore me crier dessus?"], non traduit]. Il y exhorte, précise-t-il, les lecteurs à imaginer ce que c'est d'être noir et transgenre dans le Brésil actuel.

Son œuvre s'est faite plus sombre ces dernières années, confesse Pieta Poeta, qui écrit sous un pseudonyme. Elle reflète les turbulences et les bouleversements sociaux qui agitent le Brésil depuis l'élection de Jair Bolsonaro, le président d'extrême droite connu pour ses discours de division, voire insultants.

"Être Brésilien, c'est soit être paralysé par la peur en permanence, soit crier au scandale en permanence", regrette-t-il. Son œuvre possède malgré tout des accents de résilience, et même d'espoir, comme on le voit dans le bref poème *Autocide* :

Je voulais mourir

*Mais ce n'était pas un désir de mort en soi
C'était une absence de vie*

Et faute de saisir combien de temps les choses prennent

pour cesser de causer une douleur si profonde

Combien de temps les épaules prennent

Pour supporter le poids du monde.

—Ernesto Londoño
Publié le 12 février

Réseaux sociaux

Cunhaporanga, tiktokeuse de l'Amazonie

Maira Gomes Godinho, de son vrai nom, partage avec ses abonnés les traditions et modes de vie des Indiens Tatuyo.



La jeune femme montre les motifs géométriques tracés sur son visage, réalisés selon les techniques traditionnelles avec les pigments tirés de deux fruits, l'urucum, rouge orangé, et le jenipapo, d'un noir bleuté. "Nous avons notre culture, nos coutumes, et nous voulons qu'elles soient plus valorisées", explique Maira Gomes Godinho auprès d'**O Estado de São Paulo**.

Plus connue sous le pseudonyme de "Cunhaporanga", "avec plus de 6,5 millions de followers sur TikTok elle a percé sur Internet en partageant le quotidien de sa famille, membre de la communauté autochtone tatuyo, dans l'État d'Amazonas."

Sur un ton pédagogique, entrecoupant ici ou là son propos de quelques mèmes en vogue, l'influenceuse de 22 ans fait découvrir aux autres non seulement les peintures faciales

de son peuple, mais également la fabrication de bijoux, la cuisine ou le vocabulaire, elle qui parle de nombreuses langues autochtones. Dans **A Crítica**, le grand quotidien de Manaus, capitale de l'Amazonas, elle raconte : "J'aide mes parents aux champs, et je peux me dire aussi bien agricultrice qu'artisane. La communauté tatuyo voit passer beaucoup de touristes, chaque famille fabrique et vend son propre artisanat – quand elle a besoin de quelque chose, il n'y a qu'à aller en ville pour se le procurer avec l'argent ainsi gagné."

Enfin Cunhaporanga s'agace, mais sans perdre patience, devant ceux qui insinuent qu'être une influenceuse connectée serait incompatible avec le fait d'appartenir véritablement à un peuple autochtone. Elle répond : "Avoir des portables, porter des vêtements, ce n'est pas renoncer à nos coutumes et à notre culture."



Le joyau retrouvé de Rio de Janeiro

C'est l'une des plus belles bibliothèques du monde. Fondé il y a cent quatre-vingt-cinq ans, le Cabinet royal portugais de lecture a longtemps été un repaire d'universitaires. Depuis peu, il attire un nouveau public, attiré par sa popularité sur Instagram et TikTok.

—El País América Mexico

Le lundi est la plus grosse journée au Real Gabinete Português de Leitura [Cabinet royal portugais de lecture], sanctuaire de la culture portugaise au Brésil. En ce lundi 25 juillet, les visiteurs ne cessent d'affluer dans cette bibliothèque de Rio de Janeiro, l'une des plus belles du monde. Les autres institutions

culturelles de la ville sont fermées pour congé hebdomadaire.

La lumière naturelle qui pénètre par la lucarne éclaire d'un jour ténu la salle de lecture et les reliures de cuir multicolores des quelque 400 000 livres qui y sont conservés. Depuis des décennies, cette bibliothèque spectaculaire, qui rassemble la plus grande collection d'auteurs portugais hors du Portugal, accueille des universitaires venus y étudier. Mais

ces derniers temps, elle est devenue un lieu de rendez-vous pour les amateurs de selfies, qui pullulent dans la superbe salle principale.

Le Cabinet royal était l'une des pépites culturelles les plus méconnues de Rio jusqu'à ce qu'Instagram et Tik Tok lui donnent une nouvelle vie. Comme l'explique Orlando Inácio, directeur chevronné de l'institution, *"c'est l'effet des réseaux sociaux. Les gens viennent, se photographient, publient leurs selfies, d'autres les voient et veulent venir aussi"*. Un phénomène qui a commencé à apparaître pendant les années glorieuses des Jeux olympiques et de la Coupe du monde [en 2016 et 2014], et qui s'est amplifié ces derniers temps. En 2014, le Real Gabinete a été intronisé quatrième plus belle bibliothèque du monde par le magazine [américain] *Time*.

L'arrivée en trombe de ce nouveau public est parfois mal vécue par les usagers traditionnels : des spécialistes d'histoire, de littérature ou de culture portugaise. Une poignée de chercheurs, retranchés derrière de petites tables, essaient de se concentrer malgré les murmures des touristes

et des Cariocas venus immortaliser l'instant sur leur téléphone. N'importe qui peut emprunter des livres, mais il y a peu de lecteurs non spécialistes, selon la bibliothécaire Sylvia Franca, 41 ans.

L'histoire de ce lieu ressemble à celle d'autres institutions contemporaines. La bibliothèque [en tant qu'institution] a été fondée en 1837 par une quarantaine d'émigrés portugais, dans un Brésil qui n'avait conquis son indépendance que quinze ans auparavant. *"Elle a été créée pour améliorer la culture de la communauté portugaise, car la plupart de ceux qui venaient au Brésil n'avaient pas d'instruction"*, précise Francisco Gomes da Costa, le président de la bibliothèque, né au Portugal. *Ces migrants arrivaient souvent seuls, et ils faisaient ensuite venir femme et enfants. Le groupe a créé aussi des lycées littéraires pour apprendre à lire et à écrire, et des centres d'aide pour apporter une assistance sociale."* Lui-même n'a franchi l'Atlantique que sur les traces d'un oncle à lui. Il avait 17 ans.

Adolescents en tenue de plage et tongs, couples entre deux âges en pantalon court, familles avec poussettes : tous



VOYAGE

s'efforcent de trouver un endroit dégagé et de prendre la meilleure pose face aux rayonnages qui résument la littérature portugaise des derniers siècles, y compris des codex et des manuscrits.

La bibliothèque recèle aussi des bijoux, conservés avec soin et en toute sécurité : une première édition des *Lusiades*, la grande épopée de Luis de Camões, datant de 1572 et achetée à l'ordre des Jésuites ; les *Ordonnances manuélines* de 1521 ; ou encore le manuscrit d'*Amour de perdition*, roman de Camilo Castelo Branco écrit en 1861 [traduit en français en 1984, Actes Sud].

L'immense majorité des visiteurs sont ici pour la première fois et ne reviennent sans doute pas. Le touriste français Florent T., 40 ans, est du nombre. "J'ai vu les photos sur Instagram, c'est magnifique. Mais en direct, c'est encore plus beau", s'émerveille-t-il. Les étrangers se mêlent aux touristes brésiliens. D'autres sont de Rio de Janeiro, ils viennent des quartiers les plus pauvres. Après avoir découvert le cabinet de lecture sur une vidéo TikTok, Lucas, un étudiant de 18 ans, et ses amies Kaylane et Maria Clara ont pris un train et un Uber pour venir depuis Bangu [un quartier de la zone ouest de Rio].

La professeure Marcella Braga, 41 ans, elle aussi de Rio, connaissait l'institution, mais elle n'avait pas eu l'occasion d'entrer dans ces lieux majestueux. Elle a dû profiter des vacances. "Nous ne venions pas, parce que la bibliothèque est fermée le week-end", confie-t-elle. Le journaliste Bruno Barreto, 36 ans, est venu avec sa mère et le reste de sa famille pour leur montrer le cadre du roman qu'il est sur le point de publier.

A chave ["La Clé"] "est un voyage dans le temps", explique l'auteur.

Jusqu'à présent, de nombreux habitants de Rio ne s'étaient jamais rendus ici et ne savaient même pas que dans le centre historique on pouvait visiter gratuitement ce trésor culturel et architectural. La célébrité inattendue qu'a conquise cette bibliothèque vient corriger, dans une certaine mesure, une telle anomalie.

Le Cabinet royal de lecture [dans son nouveau bâtiment] a été inauguré en 1887 par la princesse Isabelle [du Brésil]. "Dès

Tous les ans, un exemplaire de chaque livre publié au Portugal est acheminé ici par bateau.

cette époque, 50 000 ouvrages y étaient conservés", indique le président. Il n'est pas rare que des passants, induits en erreur par l'imposante façade inspirée du monastère des Hiéronymites de Lisbonne, croient avoir affaire à une église et se signent face au perron.

La chaleur humide et poisseuse de Rio ainsi que les incendies étaient déjà une préoccupation des fondateurs. Ils ont donc soigneusement choisi les matériaux, qui donnent une personnalité propre à la salle de lecture en forme d'atrium, au style néo-manuélin, très ouvragé. La structure est entièrement en fer, les étagères en bois de jacaranda. Le terrible incendie de 2018, qui a réduit en cendres la précieuse collection du Musée national, institution scientifique la plus ancienne du Brésil, est le cauchemar de n'importe quel gestionnaire culturel.

Ce lieu était toutefois moins fréquenté que n'auraient pu le faire croire les lamentations ayant suivi sa destruction. Durant sa dernière année de fonctionnement, le Musée national avait reçu moins de visiteurs que le musée du Louvre n'avait reçu de Brésiliens.

Grâce aux dons et aux acquisitions des cent quatre-vingt-cinq dernières années, le Cabinet royal contient entre 350 000 et 400 000 volumes. "Nous devons être très sélectifs", assure le président. Aujourd'hui, la bibliothèque possède à son catalogue le legs de Marcelo Caetano, Premier ministre [et dernier dictateur du Portugal]. Renversé par la "révolution des œillets", en 1974, il avait fui au Brésil, alors gouverné par une dictature.

Certes, le Portugal peut s'enorgueillir de posséder aussi l'une des plus belles librairies du monde, la Livraria Lello, à Porto. Mais en tant que puissance coloniale, ce pays a maintenu ses sujets pendant des siècles dans l'ignorance la plus absolue. Entre l'arrivée du navigateur Pedro Alvares de Cabral, en 1500, et le débarquement en 1808 de la famille royale du Portugal, fuyant l'armée de Napoléon, les livres et les imprimeries ont été interdits au Brésil. Ils n'entraient qu'en contrebande. Résultat, il a fallu attendre le xx^e siècle pour que ce pays inaugure sa première grande université [l'université fédérale du Paraná, à Curitiba].

Le Cabinet royal de lecture est singulier pour une autre raison : depuis un siècle, il reçoit en dépôt légal tout ce qui se publie au Portugal, un privilège qu'il partageait jusqu'à une date récente avec l'ancienne colonie de Macao. Chaque année, un exemplaire de chaque livre qui paraît dans l'ancienne métropole est acheminé ici. "Ce sont dix tonnes qui arrivent par bateau", commente Francisco Gomes da Costa. Sur les étagères modernes d'un bâtiment annexe, les versions portugaises des ouvrages de Thomas Piketty voisinent avec celles de Henry Kissinger.

Ni le Portugal ni le Brésil ne subventionnent la belle bibliothèque. Elle paie ses factures grâce aux revenus de son patrimoine immobilier. "Nous ne possédons pas beaucoup d'immeubles, mais ils rapportent", souligne Francisco Gomes da Costa, qui a été directeur général de Banco Santander. *Même si le centre [de Rio] est mal en point en ce moment, il va récupérer.*

Grâce aux bureaux et aux commerces, le centre historique de Rio est en effervescence les jours de semaine, mais devient presque désert les samedis et les dimanches. Seuls les sans-abri circulent les week-ends. C'est pourquoi la plus belle bibliothèque du Brésil n'ouvre qu'avec les boutiques, du lundi au vendredi.

—Naiara Galarraga Gortázar

Publié le 2 août

Tourisme



ANGELICA KHAZEN/WIKIMEDIA COMMONS

La Mantiqueira, "Toscane brésilienne"

Le soleil éclaire de petits villages nichés dans des vallons aux pentes irrégulières. Les paysages du massif montagneux de la Mantiqueira, sur la frontière entre les États de São Paulo, du Minas Gerais et de Rio, lui valent le surnom de "Toscane brésilienne", indique **Folha de São Paulo**.

C'est une région rurale, qui peut s'explorer à partir de petites municipalités comme São Bento do Sapucaí, en prenant des routes bucoliques. "Ce n'est pas un hasard si elle est comparée à la région italienne. Et le touriste doit avoir une voiture pour la découvrir, et de préférence une application de navigation."

La pandémie a renforcé l'attractivité de cette destination – et les activités touristiques qui y sont organisées – pour les Brésiliens désireux de sortir du tumulte urbain. Sans compter ceux qui déménagent pour venir s'y installer.

Le trésor de la région est aussi gustatif. *Folha de São Paulo* se fait un plaisir de lister les meilleures adresses, des tables de chef mais aussi des exploitations agricoles. "Les producteurs d'huile d'olive ouvrent grand leurs portes et accueillent les curieux pour des visites guidées au milieu des oliviers, puis font goûter leurs produits. De même, les touristes peuvent voir des fromageries de l'intérieur, parcourir vignobles et brasseries artisanales, des promenades qui se terminent toujours par une dégustation."

Porto Alegre, capitale mondiale des grillades

Porto Alegre respire enfin. La grande ville la plus méridionale du Brésil se targue du titre de capitale mondiale du *churrasco*, c'est-à-dire d'une méthode de cuisson sur le gril de diverses viandes. Or, par un texte datant de la dictature (1964-1985), la municipalité prohibait, en théorie, les grillades de rue, rappelle le site brésilien **Tab**. Une révision a été votée cet été, qui "autorise l'allumage de feux sur la voie publique à des fins gastronomiques et culturelles". La vente de brochettes était déjà licite depuis avril. Reinoldo Silva Rosin ne cache pas son soulagement de pouvoir continuer à vendre des grillades dans la rue "sans la peur de se faire tout confisquer ou d'écoper d'une amende". La municipalité veut faire de la spécialité un atout touristique. Elle "prétend faire du mois de septembre le mois de la grillade et créer une université, un musée et un festival international chaque mois d'octobre, tous consacrés au churrasco."

↳ Dans le Cabinet royal portugais de lecture, à Rio, en avril 2022.

Photo Chine nouvelle/Sipa



Maria Quitéria, héroïne de l'indépendance brésilienne

XIX^e siècle – Brésil. Née il y a deux cent trente ans, Maria Quitéria de Jesus s'est déguisée en homme pour combattre. Son rôle a été reconnu par l'empereur Pierre I^{er}, et elle a fini par devenir "un des noms féminins les plus connus de l'histoire brésilienne".

— **Deutsche Welle Brasil** Berlin

Dans ce Brésil du début du XIX^e siècle, il y a un obstacle qui s'oppose à ce que Maria Quitéria de Jesus (1792-1853) grossisse les rangs de l'armée; elle a beau fort bien tirer, savoir monter à cheval, chasser et pêcher, c'est une question de sexe : Maria Quitéria est peut-être une excellente guerrière, mais c'est une femme.

Quand la guerre d'indépendance prend corps à Bahia en septembre 1822, des émissaires du gouvernement provisoire font le tour des grandes propriétés terriennes afin de recruter des volontaires pour la guerre contre les Portugais. Ils arrivent à celle de la famille de Maria Quitéria, qui produit du coton et élève du bétail, dans ce qui est actuellement la municipalité de Feira de Santana, dans l'intérieur de l'État.

L'exploitation est de taille moyenne, elle compte 27 travailleurs esclaves. "Son père n'avait pas de fils majeurs et l'émissaire est reparti les mains vides. Maria, qui avait entendu la conversation, a voulu participer à la lutte armée naissante. Elle s'est déguisée en homme et est partie", raconte Nathan Gomes, un conservateur et historien de l'art qui a fait un mémoire de maîtrise à l'Institut d'études brésiliennes de l'université de São Paulo (USP) sur le rôle de cette combattante dans la formation de l'imaginaire national.

Maria Quitéria peut compter sur la complicité et l'aide de sa sœur Josefa. Celle-ci lui coupe les cheveux, Maria Quitéria revêt l'uniforme de son beau-frère José Medeiros et prend son identité. C'est ainsi, sous l'identité du soldat Medeiros, qu'elle se présente au bataillon cantonné dans la région.

La plus grande partie des informations biographiques relatives à Maria Quitéria nous est parvenue grâce à Maria Graham (1785-1842), une peintre et historienne anglaise qui a vécu quelques années au Brésil, a rencontré la combattante et a raconté son histoire dans son journal de voyage, publié à Londres en 1824.

"Maria Quitéria a fini par devenir un des noms féminins les plus connus de l'histoire brésilienne, déclare l'historienne Giovanna Trevelin, qui étudie l'histoire et le genre à l'université d'État de Feira de Santana : Elle a été la première femme connue à s'engager dans l'armée pour combattre au cours d'une guerre. Elle a occupé un espace public qui était alors destiné aux hommes, un espace où les femmes ne pouvaient entrer."

Le soldat Medeiros est non seulement accepté, mais il attire immédiatement l'attention de ses supérieurs pour son habileté au tir. "Quand son père a découvert qu'elle était là-bas, il est allé la chercher. Mais même une fois informé qu'elle était une femme, le commandant a refusé de la chasser, au motif qu'elle était bien meilleure tireuse que nombre de recrues", relate Paulo Rezzutti. Chercheur et écrivain, il est l'auteur entre autres d'*Independência. A história não contada. A construção do Brasil: 1500-1825* ["Indépendance. Une histoire non contée. La construction du Brésil : 1500-1825", non traduit].

"Ses capacités étaient reconnues comme précieuses et même les protestations de son père n'ont pu la faire renoncer et rentrer à la maison, explique l'historienne Noely Zuleica Oliveira Raphanelli, titulaire d'un doctorat de l'USP : Le commandement [du bataillon] avait compris qu'elle serait d'une grande aide dans les combats, elle a campé sur ses positions et n'est pas rentrée avec son père."

Si le père ne réussit pas à récupérer sa fille, l'épisode révèle le sexe de celle-ci. Non seulement Maria Quitéria est accueillie par ses supérieurs, mais elle obtient le droit de se battre en tant que femme, sans avoir à s'habiller et à se comporter comme un homme. Une lettre officielle du bataillon datée de mars 1823 demande du tissu pour qu'elle "se confectionne une jupe d'uniforme, précise Nathan Gomes. On ne sait pas exactement quand elle s'est engagée, mais c'est probablement entre septembre et octobre 1822. C'est donc probablement pendant cinq ou six mois qu'elle a vécu déguisée en homme", ajoute-t-il.

Après l'indépendance, Maria Quitéria voit son parcours reconnu. "Son nom est plus connu que celui des autres femmes qui ont combattu, avant tout parce qu'elle a été honorée par Pierre I^{er} lui-même", estime Giovanna Trevelin. Elle a déjà été élevée au rang de cadet [c'est-à-dire de futur officier] quand elle est reçue à Rio de Janeiro par l'empereur, qui la fait chevalier de l'Ordre impérial de la croix le 20 août 1823. "Souhaitant conférer

"Elle a été la première femme connue à s'engager dans l'armée pour combattre au cours d'une guerre."

Giovanna Trevelin,
HISTORIENNE

à Dona Maria Quitéria de Jesus la distinction qui signale les services militaires qu'elle a rendus à la cause de l'indépendance de cet empire avec une audace rare chez la plupart des membres de son sexe, dans la restauration par les armes de la capitale de Bahia, je l'autorise à porter l'insigne de chevalier de l'Ordre impérial de la croix", déclare Pierre I^{er}.

En 1920, lors des préparatifs pour la célébration du premier centenaire de l'indépendance, le musée de l'Ipiranga [de São Paulo] demande à l'artiste italien Domenico Failutti (1872-1923) de faire son portrait, qui rejoint les collections de l'institution. Pour le centenaire de sa mort en 1953, Salvador de Bahia dresse une statue à sa mémoire. Et, en 1966, Maria Quitéria devient marraine du cadre complémentaire des officiers de l'armée de terre. Son nom est inscrit dans le *Livre des héros et héroïnes de la patrie* en 2018.

Bien qu'il n'y ait pas de consensus sur la date de sa naissance faute de documents, on retient généralement celle du 27 juillet 1792, il y a deux cent trente ans.

— **Edison Veiga**
Publié le 27 juillet

↳ **Portrait de Maria Quitéria (1920), de Domenico Failutti. Photo The Picture Art Collection/Alamy/Photo12**

NOTRE NOUVEAU HORS-SÉRIE



**Courrier
international**
Hors - série Septembre - octobre 2022

Atlas

des énergies



*Comment sortir
des énergies fossiles?
Peut-on se passer
du nucléaire?
À quand la transition
énergétique?
Réponses en cartes
et en infographies.*

En partenariat
avec



EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

 **Courrier
international**

mgen*

GRUPE vyv

MÉTIER DE
L'ENSEIGNEMENT
SUPÉRIEUR, DE LA
RECHERCHE ET DE
L'INNOVATION

MGEN SANTÉ PRÉVOYANCE

UNE MUTUELLE QUI
CONNAÎT BIEN
VOTRE MÉTIER

C'EST
UN VRAI
PLUS!

MGEN PROTÈGE VOTRE SANTÉ ET VOTRE AVENIR

Des couvertures complètes qui s'adaptent parfaitement à votre vie et à votre profession.

- **Complémentaire santé** : vos frais de santé remboursés avec la garantie d'un reste à charge réduit chez le médecin, à l'hôpital, en dentaire, optique, médecines douces...
- **MesDocteurs** : une plateforme de téléconsultation pour consulter sans rendez-vous 7j/7, 24h/24.
- **Prévoyance intégrée** : des allocations pour sécuriser vos revenus en cas d'arrêt de travail.
- **Actions sociales et solidaires*** : des aides financières pour faire face aux coups durs ou à un retard de salaire.

MGEN VOUS AIDE À FAIRE LE PLEIN D'ÉNERGIE AVEC VIVOPTIM

Le service **Vivooptim** vous permet de bénéficier de conseils de professionnels de santé pour garder la forme toute l'année.

- **Vous créez le plan d'action santé qui vous correspond** : évaluation santé, analyse de vos habitudes de vie, choix de vos objectifs...
- **Vous atteignez vos objectifs et améliorez votre santé en même temps** : coaching digital hebdomadaire, missions ludiques, contenus adaptés, suivi des progrès...
- **Une équipe de professionnels vous motive, vous écoute et vous guide** : coachs sport-santé, diététiciens, infirmières, tabacologues...

POUR EN SAVOIR PLUS :



Contactez-nous au

3676

Service gratuit
+ prix appel

Dites « RDV Rentrée »

*Ces allocations sont prises sur une dotation déterminée annuellement par l'Assemblée générale en fonction des ressources de la mutuelle. Elles sont accordées sur une étude de votre dossier et sous conditions de ressources.

MGEN, Mutuelle Générale de l'Éducation Nationale, immatriculée sous le numéro SIREN 775 685 399, MGEN Vie, immatriculée sous le numéro SIREN 441 922 002, MGEN Fila, immatriculée sous le numéro SIREN 440 363 588, mutuelles soumises aux dispositions du Livre II du Code de la mutualité. MGEN Action sanitaire et sociale, immatriculée sous le numéro SIREN 441 921 913, MGEN Centres de santé, immatriculée sous le numéro SIREN 477 901 714, mutuelles soumises aux dispositions du Livre III du Code de la mutualité. Siège social : 3 square Max Hymans -75748 PARIS CEDEX 15. Document publicitaire n'ayant pas de valeur contractuelle.